

L'ASSURANCE SUR LA VIE ENTRE ÉPOUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 4 décembre 1933, à 14 h.

PAR

J. ZAMBEAUX

Président M. Maurice PICARD, *Professeur*

Suffragants { MM. ROUAST, } *Professeurs*
 { LEPARGNEUR. }

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

1933

**L'ASSURANCE SUR LA VIE
ENTRE ÉPOUX**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

L'ASSURANCE SUR LA VIE ENTRE ÉPOUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 4 décembre 1933, à 14 h.

PAR

J. ZAMBEAUX

Président M. Maurice PICARD, Professeur

Suffragants { MM. ROUAST,
LEPARGNEUR. } *Professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU & C^e, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

1933



INTRODUCTION

La loi du 13 juillet 1930 a évité de donner une définition de l'assurance sur la vie. Elle la classe parmi les assurances de personnes, par opposition aux assurances de dommages qui sont des contrats d'indemnité. D'autre part, dans le titre 3 concernant les assurances de personnes, l'art. 54 distingue l'assurance sur la vie de l'assurance contre les accidents atteignant les personnes. La première repose sur l'aléa de la durée plus ou moins longue de la vie humaine, la seconde couvre le risque d'un accident corporel.

A défaut de la loi plusieurs auteurs ont donné de l'assurance sur la vie des définitions excellentes¹. Nous ne prendrons pas la liberté de les reproduire textuellement. Nous indiquerons seulement qu'il en résulte cette notion très générale, à laquelle nous ne prétendons pas donner la rigueur d'une définition : l'assurance sur la vie est un contrat par lequel, en retour d'une prime, un assureur promet au contractant de payer à un bénéficiaire, parfois en cas de vie, parfois en cas de décès de l'assuré, un

1. Dupuich, *L'assurance vie*, 1922, n° 11 ; Hémard *Théorie et pratique des assurances terrestres*, n° 602 ; Capitant *Revue générale des assurances terrestres*, 1930, p. 790.

capital ou une rente, lorsque se réalisera l'évènement prévu au contrat.

Après avoir été longtemps suspecte, sous prétexte qu'elle pouvait parfois impliquer un « *votum mortis* » l'assurance sur la vie a conquis la faveur des jurisconsultes, puis de la jurisprudence et de la loi qui ont dérogé pour elle à certaines règles de notre droit jugées trop rigoureuses.

Cette faveur se justifie par les avantages pratiques de l'assurance sur la vie. Elle éveille l'esprit de prévoyance, elle excite à l'épargne, elle donne à celui dont le revenu n'implique pas un capital correspondant le moyen de conserver quand arrive l'âge de la retraite, une situation dont il a l'habitude.

Mais c'est surtout lorsqu'elle est contractée par un époux au profit de son conjoint que ces avantages apparaissent. Une telle assurance en effet, permet à un époux commerçant de soustraire son conjoint aux conséquences les plus cruelles d'une catastrophe commerciale toujours possible. Elle est un moyen de remédier aux conséquences rigoureuses et souvent injustes d'un partage des biens communs entre le conjoint survivant et des héritiers réservataires. En toute hypothèse, elle permet à l'époux contractant de s'acquitter de ses obligations morales envers son conjoint et d'avoir la certitude qu'il ne sera pas exposé, en perdant les ressources communes, à passer brusquement d'une situation aisée à un état de gêne et peut être de misère. On a pu dire à ce point de vue que l'assurance sur la vie était un remarquable instrument de stabilisation sociale.

La construction de la théorie de l'assurance sur la vie, surtout lorsqu'elle se produisait au bénéfice du conjoint, a soulevé dans le passé des questions juridiques délicates. Bien que la loi du 13 juillet 1930 se soit spécialement attachée à adopter les règles élaborées par la jurisprudence et à trancher les controverses nées au cours de cette élaboration, certaines questions restent encore incomplètement élucidées.

Il nous a paru dès lors intéressant de nous placer dans l'hypothèse d'une assurance sur la vie prise par un époux au profit de son conjoint, d'examiner les principes acceptés par la loi du 13 juillet 1930 pour régler les conséquences de ce contrat, enfin, d'essayer de déduire de cet examen la théorie de la loi nouvelle sur la nature juridique d'une telle assurance.

Nous diviserons notre sujet en 3 parties.

I. Quelles sont les diverses combinaisons d'assurances sur la vie qu'un époux peut contracter au profit de son conjoint.

II. Effets de l'assurance sur la vie relativement à l'époux bénéficiaire.

III. Conséquences que l'on peut en tirer au point de vue de la nature juridique de cette assurance.

PREMIERE PARTIE

COMBINAISONS D'ASSURANCES SUR LA VIE QU'UN EPOUX PEUT CONTRACTER AU PROFIT DE SON CONJOINT

Ces combinaisons d'assurances sur la vie sont multiples ; M. Hémard déclarait que les compagnies peuvent en offrir 60 à 80 sortes à leurs clients. Le décret du 20 janvier 1906 en citait 16 catégories. L'art. 55 du projet de loi de 1904 essayait de les ramener à des types déterminés :

« Les sommes assurées peuvent être stipulées payables en cas de vie de l'assuré.

— Elles peuvent l'être lors de décès de l'assuré.

— Elles peuvent l'être soit en cas de vie de l'assuré à l'époque déterminée, soit à son décès arrivé avant cette époque ».

M. Dupuich, dans son rapport¹ sur ce projet de loi, reprochait au texte « de ne pas embrasser toutes les combinaisons pratiques, ainsi l'assurance à terme fixe ne rentre dans aucun mode de contrat décrit ».

1. Rapport de la Section des assurances diverses sur le projet de loi relatif au contrat d'assurance, *Journal des assurances*, 1909, p. 238.

La loi de 1930 n'essaie pas d'énumérer les combinaisons d'assurances sur la vie. Cependant, l'art. 54 nous permet de classer ces combinaisons en 2 groupes, d'après les 2 seules alternatives qui peuvent donner ouverture au droit du bénéficiaire : « en matière d'assurance sur la vie (assurance en cas de décès et assurance en cas de vie) ».

A ces 2 groupes, il faut en ajouter un troisième qui n'est qu'une combinaison des deux autres : l'assurance mixte.

Ces trois catégories se subdivisent en combinaisons particulières d'après le mode de paiement de la prime, la nature de la prestation promise par l'assureur, le nombre des têtes assurées, la participation ou la non participation aux bénéfices de l'entreprise.

Dans trois sections nous allons examiner ces trois groupes en nous plaçant au point de vue particulier d'une assurance sur la vie contractée par un époux au profit de son conjoint. Nous remarquons que les qualités de stipulant, d'assuré et de bénéficiaire peuvent résider sur des têtes différentes ; — ou bien deux qualités peuvent être réunies sur la même tête : le contractant sera aussi l'assuré, le capital étant stipulé payable à l'autre époux bénéficiaire ; — ou bien la vie du bénéficiaire sera assurée et l'époux stipulant paiera les primes.

Sommaire :

Première section. — L'assurance en cas de décès entre époux.

Deuxième section. — L'assurance en cas de vie entre époux.

Troisième section. — L'assurance mixte entre époux.

SECTION PREMIÈRE

L'ASSURANCE EN CAS DE DÉCÈS ENTRE ÉPOUX

C'est un contrat par lequel une compagnie d'assurances s'engage envers un époux à payer, lors du décès de l'assuré, survenu au cours de l'assurance, un capital déterminé ou une rente à son conjoint.

Bien entendu cette assurance en cas de décès au profit d'un époux est soumise à toutes les règles générales de l'assurance en cas de décès, quels que soient les contractants et les bénéficiaires, édictées par la loi du 13 juillet 1930, et que nous résumons :

A. — Si dans cette assurance en cas de décès la qualité d'assuré est distincte de celle de contractant, il sera nécessaire, à peine de nullité, d'obtenir de la personne assurée un consentement écrit avec indication de la somme assurée (art. 57, al. 1).

Le consentement écrit sera aussi nécessaire pour toute cession, constitution de gage et transfert du bénéfice du contrat souscrit sur la tête de l'assuré par un tiers (art. 57, al. 2).

B. — A peine de nullité, le tiers assuré ne peut être un mineur de 12 ans, un interdit ou une personne placée dans un établissement d'aliénés (art. 58).

C. — Si le mineur a plus de 12 ans, il faut l'autorisation de celui de ses parents qui est investi de la puissance paternelle, ou de son tuteur, ou de son curateur (art. 59).

D. — Si le tiers assuré est une femme mariée, il faut l'autorisation de son mari (art. 59). (Cette autorisation résulte d'ailleurs du contrat quand le mari stipule sur la tête et au profit de sa femme)

E. — Malgré l'habilitation de l'incapable son consentement écrit et personnel est indispensable à peine de nullité (art. 59, al. 2).

Ces diverses règles sont écrites pour éviter les spéculations criminelles.

F. — Enfin l'assurance en cas de décès est de nul effet en cas de suicide conscient de l'assuré (art. 62).

Cette règle est édictée pour une raison d'ordre public et parce que le suicide de l'assuré entraîne une aggravation des risques pour l'assureur.

L'assurance en cas de décès est très usitée entre époux. Elle permet, en effet, à un mari de protéger de la misère la vieillesse de sa femme, alors que le ménage ne possède qu'une fortune modeste, si le travail du mari est suffisamment rémunérateur pour permettre le paiement des primes. Le risque est ici la mort prématurée du chef de famille, le but poursuivi est un but de prévoyance. Ce but pourrait être aussi la reconstitution d'une dot dilapidée par le mari ou disparue par suite de mauvaises affaires.

Les primes payées par le stipulant en contre partie de la promesse de l'assureur peuvent être de deux sortes : Il peut y avoir une prime unique versée au moment de la conclusion du contrat, ou des primes périodiques versées annuellement. C'est cette dernière modalité qui est la plus répandue ; elle s'adapte mieux au but de prévoyance

poursuivi et aux conditions dans lesquelles ce genre de contrat est généralement conclu. Ces prestations sont économisées sur les revenus du ménage ou sur les revenus propres de l'époux stipulant, les dépenses courantes en sont peu augmentées. Au contraire, le paiement d'une prime unique grèverait le budget du ménage d'une charge très lourde ou bien serait impossible.

Les primes périodiques peuvent être soit viagères soit temporaires. Elles sont viagères lorsqu'elles sont payées pendant toute la durée de la vie de l'assuré, elles sont généralement uniformes mais peuvent varier, croître ou décroître avec les années. Elles sont temporaires lorsqu'elles sont payées durant une période indiquée dans la police. Ce dernier système est le plus pratique, car il est facile de prévoir la période pendant laquelle le preneur d'assurance gagnera largement sa vie et pourra payer facilement les primes.

La prime subit généralement une majoration si le contrat prévoit une participation aux bénéfices.

La périodicité de la prime rend conditionnelle l'obligation de l'assureur, bien que la mort de l'assuré, qui en assure l'exigibilité, soit un terme incertain. En effet, l'assureur ne doit la somme promise que si le décès de l'assuré survient au cours de l'année où la prime a été payée.

L'assurance en cas de décès comprend plusieurs modalités

- suivant les conditions d'exigibilité du bénéfice ;
- suivant qu'elle repose sur une seule tête ou sur plusieurs.

Dans tous les cas, la prestation promise peut être soit un capital soit une rente.

A. Assurance en cas de décès pour la vie entière.

Dans cette hypothèse l'assureur paiera au décès de l'assuré, quelle qu'en soit la date, le capital ou la rente déterminés au moment du contrat, pourvu que la prime ait été payée pour l'année du décès.

La rente que la Compagnie servira à l'époux bénéficiaire sera payable soit par an, soit par semestre ou trimestre, soit même par mois.

B. Assurance temporaire.

L'assureur ne paiera le capital ou la rente que si l'assuré meurt avant une date indiquée dans le contrat.

L'utilité de cette assurance apparaît lorsque la vie de l'assuré subit une menace exceptionnelle pendant une période déterminée. Il s'agit, par exemple, d'un explorateur, d'un voyageur devant faire une grande traversée : une assurance au profit de sa femme, qui permettra à celle-ci de toucher une certaine somme ou une rente, s'il meurt dans cette période, sera toute indiquée dans cette circonstance.

Voici une autre application possible de ce contrat. Un fonctionnaire n'aura droit à sa retraite que dans quelques années, s'il mourait actuellement sa femme ne pourrait recevoir aucune pension. Ce fonctionnaire peut contracter une assurance temporaire en stipulant que, s'il meurt dans la période qui le sépare de sa retraite, sa veuve touchera un certain capital ou une rente.

Si l'assuré vit au delà du terme fixé, les primes payées restent acquises à l'assureur comme prix du risque couru.

La contre assurance, qui peut accompagner une assurance de capital en cas de vie, est une assurance temporaire en cas de décès. Elle sert à obtenir le remboursement des primes qui, sans elle, seraient acquises à l'assureur quand l'assuré décède avant l'échéance de l'assurance en cas de vie.

C. *Assurance différée.*

Dans cette hypothèse le capital ou la rente ne seront payés à l'époux bénéficiaire que si le décès de l'assuré n'intervient qu'après un âge déterminé. C'est un contrat peu usité.

D. *Assurance de survie*

C'est un contrat par lequel un assureur s'engage à payer le capital stipulé ou une rente à l'époux bénéficiaire lors du décès de l'assuré, mais à condition que ce décès soit antérieur à celui du bénéficiaire. Le prédécès du bénéficiaire rend l'assureur propriétaire des primes, même si trois primes annuelles ont été payées. Il y a là une combinaison entre l'assurance en cas de décès et l'assurance en cas de vie. Plus l'époux bénéficiaire est âgé et l'assuré jeune, plus le montant de la prime diminue.

Une assurance vie entière peut être souscrite en subordonnant le droit du bénéficiaire désigné à sa survie à l'assuré, mais l'opération n'en reste pas moins autre que l'assurance de survie. Au premier cas le prédécès du bénéficiaire ne fait pas tomber l'assurance dont les effets

continuent au profit d'un bénéficiaire désigné en sous ordre ou au profit des héritiers de l'assuré. Dans le second cas ce prédécès entraîne l'extinction de l'assurance elle même.

L'assurance de rente en cas de décès est une assurance de survie qu'elle prenne la forme d'une assurance simple de rente, ou d'une assurance différée, ou d'une assurance de rente temporaire qui comporte le paiement d'une rente pendant un temps déterminé.

E. Assurance conjointe au profit du survivant.

L'assurance en cas de décès peut reposer sur la tête des deux époux, le capital ou la rente étant stipulés payables au survivant.

On s'est demandé si ce contrat était indivisible, ou bien s'il renfermait deux assurances. M. Labbé déclare, dans une note sur un arrêt de la Cour de Rennes du 9 février 1888¹, que l'opération est indécomposable.

Pour soutenir son opinion M. Labbé se place au point de vue de l'intention des parties au moment du contrat. En contractant conjointement une assurance en cas de décès au profit du survivant, chaque époux a été évidemment désireux de procurer à son conjoint survivant une existence convenable, mais il a aussi songé à lui-même et il a voulu retirer du contrat un avantage propre. Cette double préoccupation a amené les deux époux à conclure une assurance unique, où le risque est ramené à la fixation d'une prime annuelle unique, également

1. S. 89-2-121.

supportée par les deux époux, et dont l'objet est la prestation promise au survivant d'une somme « fixe et indivisible ». « Dans notre contrat, conclut M. Labbé, tout est commun entre les parties. Le résultat poursuivi est le même, la contribution de chaque partie est égale, la somme destinée au survivant est l'objet unique d'une dette contractée par la Compagnie... l'opération est une opération indécomposable de sacrifices mutuels et de prudence commune ».

La Cour de cassation (arrêt Théodat 28 mars 1877)¹, y voit, au contraire, deux assurances : chaque époux stipule sur sa propre vie et au profit de son conjoint, chaque assurance étant soumise à une condition suspensive et à une condition résolutoire. A l'arrivée de la condition, (le décès de l'un des époux,) l'une des branches ayant défailli, la seconde seule subsiste : « les droits du survivant doivent être réglés comme si l'assurance avait été contractée par le prémourant seul, sur sa propre vie, au profit du survivant ».

M. Dupuich, dans sa note à la suite d'un jugement du Tribunal civil d'Alais du 22 février 1918², soutient aussi la théorie de la Cour de cassation.

Dans l'espèce examinée il s'agissait d'une assurance mixte sur deux têtes se décomposant en deux éléments savoir :

1^o Une assurance en cas de vie des deux époux, au terme fixé.

1. D. 77-1-244 ; S. 77-1-393.

2. D. 1919-2-1.

2° Une assurance en cas de décès de l'un des époux avant ce terme au profit du survivant.

La femme était morte la première ; l'assurance en cas de décès était donc censée avoir existé dès l'origine et la Compagnie était obligée au profit du seul survivant : le mari.

Une circonstance particulière avait amené la compagnie à soutenir que l'assurance conjointe en cas de décès était indivisible. Le mari mobilisé avait négligé de souscrire l'avenant spécial de guerre. Il y avait aggravation du risque en ce qui concernait le mari assuré. Si le contrat était indivisible, la déchéance le frappait tout entier.

Outre son raisonnement de droit, la compagnie indiquait encore, à l'appui de sa thèse, cette circonstance de fait que la police portait cette clause « le paiement sera indivisible ».

M. Dupuich remarque d'abord, avec raison, que cette dernière clause n'a trait, comme les mots l'indiquent, qu'au mode de paiement, en supposant que la branche en cas de vie se réalise, et qu'elle ne pouvait influencer sur le point de savoir si la compagnie devait ou non le capital assuré.

Si on se place au point de vue de l'assureur, dit ensuite M. Dupuich, il faut toujours en arriver à diviser sa promesse, puisque les engagements qu'il a pris sont alternatifs et dès lors exclusifs l'un de l'autre : « c'est la vie du prémourant que la compagnie va payer et non pas la vie du survivant. Le surplus du contrat est évanoui ».

Malgré l'analyse ingénieuse faite par M. Labbé de l'intention des époux qui ont contracté l'assurance, il nous paraît que la Cour de cassation a exactement appré-

cié la situation juridique créée par le contrat, et nous concluerons avec M. Dupuich que l'assurance réciproque, au profit du survivant, est une combinaison analogue à l'assurance mixte. Elle contient deux assurances juxtaposées dans la même police, mais ces contrats sont passés tous les deux en cas de décès de l'assuré. Il y a deux stipulants, deux assurés, deux bénéficiaires ; le risque couru par la compagnie est double ; si la prime est unique elle est calculée d'après le double risque et chaque époux en doit la moitié ; enfin, l'objet du contrat n'est pas unique et indivisible, chaque époux a un droit conditionnel au bénéfice stipulé. L'arrivée de l'événement fait disparaître l'une des branches du contrat pour ne laisser subsister que la seconde. Ces deux assurances, étant indépendantes, n'obéissent pas aux mêmes conditions de validité, l'une peut être frappée de déchéance et l'autre non.

SECTION II

L'ASSURANCE EN CAS DE VIE ENTRE ÉPOUX

Ce contrat a pour but de garantir à l'assuré, s'il est vivant à une certaine époque, le paiement d'un capital ou la constitution d'une rente viagère.

Cette assurance est souvent faite au profit du stipulant lui-même, (il réunit alors sur sa tête les trois qualités de stipulant, d'assuré et de bénéficiaire) ; mais elle peut être conclue au profit d'un tiers et notamment du conjoint.

Par exemple, un mari peut contracter une assurance au profit de sa femme si celle-ci vit encore à telle époque,

date à laquelle ses ressources seront vraisemblablement diminuées, ou bien, au moment où elle atteindra tel âge déterminé. Il peut ainsi assurer une existence tranquille à sa femme sans dépouiller ses héritiers. Il ne diminue pas son patrimoine, les primes étant prélevées généralement sur les revenus normaux du ménage ; il pourra même lui conserver le montant de ces primes si une contre assurance est jointe au contrat. Nous savons en effet que, dans l'assurance en cas de vie, les primes sont acquises à l'assureur si l'assuré est mort à l'époque fixée pour le paiement. La contre assurance stipule, en retour d'une prime, le remboursement des sommes versées, à une personne désignée, en cas de décès de l'assuré ; l'assureur garde la contre assurance, si l'assuré vit encore à la date déterminée dans la police.

L'assurance en cas de vie comprend plusieurs modalités, suivant les conditions d'exigibilité du bénéfice ou la nature de la prestation promise. Ces modalités sont les suivantes :

A. L'assurance de capital différé.

La prestation promise par l'assureur est alors un capital. Cette assurance peut être faite sur la tête d'un seul des époux ou sur la tête des deux : la compagnie peut convenir de ne payer le capital stipulé que si, à une date fixée, les deux époux vivent encore.

Les prestations dues par le preneur d'une assurance à capital différé peuvent être une prime unique, ou des primes périodiques. Ces primes périodiques peuvent

être temporaires, et, dans ce cas, elles sont généralement payées jusqu'au moment où l'assuré touche son capital. Elles peuvent aussi cesser en cas de mort du preneur d'assurance.

L'obligation de l'assureur peut consister dans une rente qui peut être soit immédiate, soit différée.

B. *Le contrat de rente immédiate.*

C'est une combinaison par laquelle la compagnie s'engage à servir à l'époux assuré une rente, soit viagère, soit temporaire, calculée d'après son âge, qui commence à courir du jour du versement du capital constitutif, ou à une échéance très courte prévue dans le contrat.

On a contesté le caractère d'assurance au contrat de rente immédiate sous prétexte que les éléments de l'assurance étaient absents de ce contrat. Il n'y a pas de préjudice, pas d'indemnité.

M. Lefort déclare « on ne voit pas un préjudice quelconque susceptible d'être causé par la réalisation d'un événement incertain dans le fait de vivre au delà d'un certain nombre d'années ».

M. Vavasseur¹ constate aussi que la prestation promise par l'assureur n'a pas le caractère d'une indemnité. « Le crédientier, dit-il, n'a plus rien à assurer puisqu'il est vieux, il n'a plus de valeur productive, son besoin est immédiat. Il ne fait pas une assurance, mais un placement ».

Cette objection ne peut valoir que dans la théorie qui

1. *Revue des Sociétés*, 1888, p. 276.

voyait dans l'assurance sur la vie un contrat d'indemnité. Mais la loi de 1930 a distingué les assurances de personnes des assurances de dommages. L'assurance sur la vie est une assurance de personnes où la somme stipulée, appelée bénéfice, est fixée arbitrairement par l'assuré. L'assureur est tenu de la payer, quand le risque se réalise, sans que l'assuré ait à prouver un préjudice. Il importe donc peu que la prestation promise par l'assureur n'ait pas le caractère d'une « indemnité ».

M. Vavasseur fait une seconde objection : dans ce contrat il n'y a pas de risque. Il cite M. de Courcy : « vivre et vieillir ce n'est pas un accident comme la mort prématurée, et si l'on conçoit qu'il y ait à s'assurer contre le risque de mort prématurée, on ne le comprendrait pas contre le risque de mort tardive, de la vieillesse ».

On peut bien s'assurer sur la vie parce que la vie humaine est, comme le disent les économistes, *un capital* et que ce capital risque soit de disparaître par une mort prématurée, soit de se déprécier par l'effet de la vieillesse. L'assurance prémunit contre la première éventualité par une assurance en cas de décès, et contre la deuxième en stipulant en cas de vie à une certaine époque une rente viagère différée. Mais le contrat de rente viagère immédiate ne couvre aucun risque. Ce contrat ne peut donc être une assurance.

C'est ainsi l'avis de M. Lefort « le capital versé n'est pas le prix d'un risque, mais le prix des annuités », et celui de M. Wahl¹. Il pense que la prestation à fournir

1. S. 92-1-33, note M. Wahl.

par l'assureur à l'assuré est certaine dans son existence ; il n'y a d'aléa que pour ce qui regarde le nombre des prestations périodiques imposées au débi rentier

M. Hémard estime, au contraire, que cet aléa existe pour l'assuré et pour l'assureur : « l'assuré couvre le risque de survivance à ses ressources, l'assureur court le risque de voir l'assuré vivre assez longtemps pour recevoir plus que le capital constitutif. Tout le monde le reconnaît pour la rente différée et il devrait en être de même pour la rente immédiate, le risque au fond est dans la prolongation de vie de l'assuré.... ce risque rend conditionnel le droit à l'indemnité ».

D'autres auteurs ont invoqué, pour nier le caractère d'assurance du contrat de rente immédiate, le fait que la prestation du souscripteur est versée en une fois. Mais la prime, dans l'assurance, n'est pas nécessairement périodique, elle peut être unique.

Nous sommes portés à nous rattacher à la thèse de M. Hémard. Un élément essentiel de l'assurance c'est l'association, la mutualité qui réalise la répartition des risques sur tous les assurés de la même catégorie. Cet élément est absent des constitutions de rentes viagères consenties par des particuliers, mais pourquoi nier le caractère d'assurances aux opérations de cette sorte réalisées par des Sociétés ?

La loi de 1930 ne les a pas exclues ; il faudra donc leur appliquer les règles de l'assurance.

La rente immédiate, constituée par une compagnie d'assurances, peut être temporaire ou viagère. Dans les deux hypothèses elle peut être constante ou variable.

Elle est constante quand son montant annuel ne doit pas changer, elle est variable lorsqu'elle peut croître ou décroître. Elle sera croissante quand le stipulant aura prévu l'affaiblissement progressif de la capacité de travail ou des ressources du bénéficiaire à mesure qu'il avancera en âge. Elle sera décroissante pour une personne, dont les besoins iront en diminuant, ou pour laquelle on aura prévu une augmentation de ressources.

La rente immédiate peut être établie au profit des deux époux, elle est alors ordinairement réversible, en ce cas elle accroît à la part du survivant au premier décès. Des époux sans enfants, n'obtenant de leurs capitaux que des revenus insuffisants pour vivre, pourront augmenter leurs ressources en versant ces capitaux à une compagnie d'assurances contre une promesse de rente viagère immédiate. La rente étant stipulée réversible le survivant jouira de la totalité des arrérages au décès de son conjoint. Si les deux époux estiment que le survivant n'a pas besoin d'une aussi grosse rente pour vivre, et préfèrent augmenter le montant des arrérages pendant que tous deux sont vivants, ils peuvent stipuler la rente réductible au premier décès ou au décès d'un époux désigné.

Dans ce cas, pour calculer le prix de la rente, l'assureur décompose l'opération. Par exemple, si la rente est réductible d'un tiers au premier décès, l'opération revient à constituer un tiers de la rente sur chaque tête isolément et le dernier tiers sur les deux têtes avec réversion totale.

Si le preneur d'assurance ne veut pas priver ses héri-

tiers du capital, il peut joindre au contrat de rente viagère immédiate une assurance en cas de décès, soit en réservant le capital, soit en faisant promettre à l'assureur de verser, au décès de l'assuré, à ses héritiers ou ayants cause, la différence entre le prix d'achat de la rente et le montant total des annuités de rente touchées jusqu'au décès, soit en contractant une contre assurance pour une part du capital versé à la compagnie.

C. *L'assurance de rente différée.*

C'est un contrat par lequel une compagnie s'engage, moyennant une somme une fois payée, ou moyennant le paiement de primes annuelles, à servir une rente à l'époux assuré, s'il vit à l'époque convenue.

C'est un contrat adopté par des époux sans enfants qui veulent mettre leur vieillesse à l'abri du besoin ; par un fonctionnaire dont la femme n'aura pas droit à une pension s'il meurt avant d'avoir accompli le nombre d'années de service réglementaire.

Cette assurance peut être viagère et reposer sur la tête d'un seul des époux ou des deux. La fixation de la date de l'exigibilité de la rente peut varier. Si les deux époux sont assurés, l'échéance sera le décès de l'un d'eux, ou à une date fixe, ou à un âge déterminé, ou bien on peut dire que la rente sera versée soit au premier décès soit après tant d'années. Si un seul époux est assuré, la rente viagère est un terme certain quand le bénéficiaire peut fixer lui-même le moment où il désire jouir de la rente ; s'il peut travailler longtemps, il reculera le moment de l'échéance et pourra jouir plus tard d'arré-

rages plus élevés. Le contrat est à terme fixe si l'assureur s'engage à servir la rente à une date fixe ou à un âge déterminé.

Le contrat peut être conclu avec contre assurance pour les primes, ou capital réservé.

L'assurance de rente différée peut être aussi temporaire et donner droit à une rente pendant un certain temps à partir d'une certaine date.

SECTION III

L'ASSURANCE MIXTE ENTRE ÉPOUX

Nous devons examiner une dernière catégorie d'assurance sur la vie qu'un époux peut contracter au profit de son conjoint : c'est l'assurance mixte, qui résulte de la juxtaposition de deux assurances, en cas de vie et en cas de décès, dans une même police. Une seule des deux assurances se réalisera, seront seules applicables les règles qui la concernent.

L'assurance mixte se divise en trois combinaisons :

- l'assurance mixte simple ;
- l'assurance combinée ;
- l'assurance à terme fixe.

A. *L'assurance mixte simple.*

C'est un contrat par lequel l'assureur s'oblige à payer un capital ou une rente soit à l'assuré lui-même ou à des tiers désignés, s'il est encore vivant à une date déter-

minée, soit à ses héritiers ou à des tiers, aussitôt après son décès, s'il meurt avant la date fixée.

La prime comprend la prime d'assurance en cas de décès et celle d'assurance en cas de vie. Cette prime peut être payée pendant toute la durée du contrat, et, dans cette hypothèse, on la calculera d'autant moins forte que la durée du contrat sera plus longue ; ou bien elle peut être payée pendant une durée inférieure au contrat ; cette assurance mixte à primes limitées sera adoptée par les contractants dont les ressources diminueront à une certaine date.

La jurisprudence a varié quand elle a dû se prononcer sur la nature juridique de cette assurance sur la vie. Une première opinion y voyait un seul contrat conclu principalement au profit de l'assuré et subsidiairement, à son défaut, au profit du bénéficiaire désigné. Le droit au capital serait toujours entré dans le patrimoine de l'assuré et aurait été transmis au bénéficiaire au décès de l'assuré. Ainsi se sont prononcées les Cours de Douai ¹ et de Liège ², et la Cour de cassation ³.

Les arrêts les plus récents, approuvés généralement par la doctrine, reconnaissent dans l'assurance mixte l'existence de deux contrats juxtaposés dans une même police. Le premier est un contrat d'assurance en cas de vie, conclu au profit de l'assuré ou d'un tiers sous la condition suspensive de la survie de l'assuré à la date indiquée, et la condition résolutoire de son prédécès. Le second

1. Douai, 16 janvier 1897 ; D. 97-2-425.

2. Liège, 3 juillet 1897 ; D. 98-2-201.

3. Civ. Cass. 7 février 1877 ; D. 77-1-337 ; S. 77-1-393 ; Civ. Cass. 10 février 1880 ; D. 80-1-169 ; S. 80-1-152.

est un contrat d'assurance en cas de décès conclu au profit d'un tiers bénéficiaire sous la condition suspensive du décès de l'assuré à l'époque fixée et la condition résolutoire de la survie de l'assuré. Ces assurances étant conclues avec des conditions contraires une seule est appelée à se réaliser. Les règles à appliquer seront celles de l'assurance qui subsiste et qui est réputée avoir seule existé depuis la formation du contrat par l'effet rétro-actif de la condition.

Un arrêt de la Cour de Grenoble¹, en date du 22 janvier 1901, annoté par M. Dupuich, nous présente une espèce où il est fait application de cette théorie.

Le mari, assuré et bénéficiaire de la branche vie de l'assurance mixte, avait désigné sa femme comme bénéficiaire de l'assurance décès, puis, bien que tombé en faillite, il avait endossé la police à un tiers.

Or, l'assurance en cas de décès s'étant réalisée, il s'en est suivi que les créanciers de la masse n'ont plus eu le droit de demander la nullité du transport du bénéfice de l'assurance faite par le failli au moyen de l'endossement. Voici pourquoi : Par suite de la réalisation de l'assurance en cas de décès, c'est la femme qui avait acquis un droit personnel et direct au bénéfice du capital stipulé et cela à l'exclusion des ayants cause de son mari. Seulement le droit de la femme avait été révoqué par l'endossement de la police à un tiers. Mais cette révocation ne pouvait nuire qu'à la femme et non aux créanciers puisque ces derniers n'avaient jamais eu droit à la

1. D. 1901-2-337.

créance contre l'assureur. Dès lors ces créanciers de l'assuré se sont trouvés sans intérêt, et par suite sans action, pour demander la nullité du transport réalisé par l'endossement. Il en eût été tout autrement si l'assurance en cas de décès s'était réalisée « l'endossement de la police entraînerait aliénation de la créance que le mari s'était procuré à lui-même et l'application des art. 446 et 447 C. com. s'imposerait ici nécessairement. »

Mais une jurisprudence plus récente, fixée par l'art. 63 5^e al de la loi de 1930, considère l'endossement comme un mode de désignation d'un bénéficiaire ou de substitution d'un bénéficiaire à un autre ; le nouveau bénéficiaire a un droit direct au bénéfice. Par conséquent, dans l'espèce, si l'assurance en cas de vie s'était réalisée, et si le failli avait endossé la police, même dans la période suspecte, les créanciers de la masse ne pouvaient demander la nullité de l'opération. Le failli, en effet, n'avait pu aliéner la créance contre l'assureur puisqu'elle n'avait jamais fait partie de son patrimoine.

Ce traitement semblable des créanciers de l'assuré dans les deux cas est dû au développement de la théorie de la stipulation pour autrui ; chaque branche de l'assurance mixte contient une stipulation pour autrui implicite. Il en résulte que le bénéfice de l'assurance en cas de vie n'appartient à l'assuré que s'il n'a jamais désigné d'autre bénéficiaire suivant les modes indiqués par l'art. 63, 5^e al. de la loi de 1930

Les deux assurances juxtaposées dans la même police sont bien indépendantes. Ce qui le prouve c'est que le stipulant peut désigner des bénéficiaires différents pour

chaque branche d'assurance, ou substituer deux nouveaux bénéficiaires à ceux déjà désignés. De plus ces bénéficiaires peuvent transmettre, chacun séparément, le bénéfice qu'ils ont accepté, si la cessibilité de ce droit a été prévue au contrat, ou avec le consentement du contractant. Enfin, les deux assurances obéissent à des règles différentes, sont soumises à des conditions de validité particulières.

L'assurance mixte simple comporte quelques variantes concernant le taux des primes ou le montant du capital assuré.

Les primes peuvent être décroissantes. Par exemple, une compagnie d'assurances offre à l'assuré un intérêt annuel de 3 % sur la totalité des primes versées, à partir de la cinquième année, et qui vient en déduction de chacune des primes ultérieures : la sixième prime est réduite de 15 %, la septième de 18 %, et ainsi de suite. On peut adopter, au contraire, le système des demi primes dans lequel les cinq premières primes sont égales à la moitié des primes suivantes. Deux jeunes époux peuvent trouver avantage à adopter cette modalité. Elle leur permettra de souscrire immédiatement une assurance malgré la modicité de leurs ressources, de plus, le tarif qui leur est applicable est peu élevé ; les conditions seraient différentes s'ils attendaient un âge plus avancé.

Les primes peuvent être invariables et le capital assuré peut augmenter. Cette augmentation peut dépendre soit de la durée du contrat, le capital augmentant de tant pour cent chaque année, soit du fait de la survie de l'assuré à l'époque fixée.

Elle peut n'intéresser que l'assurance en cas de vie ou seulement celle en cas de décès.

L'assurance mixte peut reposer sur la tête d'un seul des époux ou des deux.

L'assurance réciproque mixte est un contrat par lequel l'assureur s'oblige à payer le capital stipulé aux deux époux assurés, s'ils sont vivants à cette date, ou immédiatement au survivant, en cas de décès de l'un d'eux. Un exemple de cette combinaison nous a été donné par l'espèce du jugement du Tribunal d'Alais¹ du 22 février 1918 commenté par M. Dupuich.

La compagnie s'était engagée à payer aux époux le capital assuré au jour fixé. « Mais, dit M. Dupuich, puisque le premier cas de l'alternative, la survie des deux époux au jour fixé, ne s'est pas produit, il n'y a lieu de rien retenir de la première branche du contrat mixte et de ne considérer que la deuxième (l'assurance décès). Celle-ci est censée avoir existé seule dès l'origine. On peut donc raisonner comme s'il n'y avait jamais eu qu'une assurance en cas de décès sur deux têtes, c'est-à-dire avec obligation de la compagnie au profit du seul survivant ».

Il faut donc conclure que, dans cette combinaison, il y a trois assurances, une en cas de vie et deux en cas de décès. Ces assurances sont soumises à des conditions en sens inverse ; une seule peut se réaliser, on lui appliquera uniquement les règles qui la concernent.

Nous avons étudié l'assurance mixte simple sur une tête ou sur deux têtes, nous devons examiner maintenant

1. D. 1919-2-1.

deux types d'assurance mixte dans lesquelles soit la branche vie, soit la branche décès se complique.

B. L'assurance mixte combinée.

Il y a complication de la branche vie dans l'assurance mixte combinée.

Si l'assurance vie se réalise, l'assuré aura le choix entre trois ou quatre combinaisons.

a) L'assurance en cas de décès est résiliée et la Compagnie paie en espèces une somme fixée d'avance au moment de la signature du contrat, et supérieure au capital assuré. Cette somme représente la valeur de rachat des deux assurances.

b) L'assurance en cas de décès continue, le versement des primes cesse, et l'assuré reçoit immédiatement en espèces une somme fixée d'avance, au moment de la signature du contrat.

c) L'assurance en cas de décès continue, le versement des primes cesse, et l'assuré reçoit un titre de rente viagère sur sa tête et à son profit, la dite rente payable par semestre.

d) L'assuré renonce à toute assurance ultérieure et reçoit un titre de rente viagère payable par semestre et fixée d'avance.

C. L'assurance à terme fixe.

Il y a modification de la branche décès dans l'assurance à terme fixe.

C'est un contrat par lequel l'assureur s'engage à payer un capital ou une rente à une époque fixée d'avance, soit

à l'époux assuré, s'il est vivant à cette époque, soit à son conjoint survivant, étant entendu toutefois, si l'époux assuré meurt avant le terme fixé, que les primes cessent d'être dues à partir de son décès.

C'est une combinaison de l'assurance mixte. Ce contrat réunit dans une même police deux assurances distinctes : une assurance en cas de vie et une assurance en cas de décès. Mais il présente ceci de particulier qu'il est soumis à deux conditions suspensives. La première est le décès de l'assuré dans l'année où la prime a été payée. Mais, si elle suffit à résoudre l'assurance en cas de vie, elle ne peut à elle seule donner ouverture à l'obligation pour l'assureur de payer le capital assuré ; il faut encore que le bénéficiaire de l'assurance en cas de décès survive à l'échéance fixée dans la police.

Cette combinaison est moins chère que l'assurance mixte simple, l'assureur étant certain de ne payer le capital stipulé qu'à l'époque convenue.

Ce qui rend le contrat d'assurance à terme fixe aléatoire, c'est la cessation du paiement des primes à la mort de l'assuré ; si le contrat prévoyait le paiement des primes jusqu'à l'échéance, l'opération serait un placement, le risque disparaîtrait.

Cette combinaison pourra être adoptée par un mari qui est débiteur d'un capital à une certaine époque. Il stipule de la compagnie une assurance à terme fixe pour la date de l'exigibilité de sa dette. S'il vit à cette époque, il recueille le capital ; et peut s'acquitter aisément s'il meurt avant cette date, sa femme touchera le capital et pourra faire face au paiement, de plus, elle n'aura pas

de primes à verser depuis le décès de son mari, ce qui, vu la diminution possible de ses revenus, aurait pu la gêner. Ou bien, le mari espère de cette façon constituer un capital lui permettant, ou permettant à sa femme, s'il meurt avant, d'établir leurs enfants à une certaine date.

Si le mari préfère ne pas désigner d'autres bénéficiaires que sa femme pour l'assurance en cas de décès, il peut déclarer que le capital assuré ne sera payé que si la bénéficiaire lui survit. Le montant de la prime est bien inférieur dans ce contrat. On y joint souvent une contre assurance qui assure le remboursement des primes en cas de prédécès du bénéficiaire.

Dans un article du *Journal des Assurances*¹, un auteur, M. Gosselin, s'est demandé qu'elle était la nature du droit du bénéficiaire d'une assurance à terme fixe qui a accepté le bénéfice, si l'on se place après la mort de l'assuré, mais avant l'échéance du terme.

M. Gosselin constate que le contrat contient deux conditions suspensives superposées. Il estime que, la première condition s'étant réalisée, le bénéficiaire possède d'ores et déjà un droit propre, direct, irrévocable au bénéfice, et qui, si la seconde condition se réalise, rétroagira au jour du contrat. Mais il ajoute que ce droit est encore éventuel parce que son existence est subordonnée à la condition que le bénéficiaire sera vivant à l'échéance.

Par la nature éventuelle du droit du bénéficiaire, M. Gosselin explique les clauses spéciales de l'assurance à terme fixe :

1. J. A. 1908, p. 29.

Le bénéficiaire ne peut disposer de son droit soit à titre gratuit, soit à titre onéreux.

L'assureur s'interdit le droit de consentir au rachat de l'assurance.

L'assureur ne peut consentir aucune avance au bénéficiaire.

Le stipulant choisit un bénéficiaire subsidiaire. C'est donc, dit M. Gosselin, qu'après la mort de l'assuré, le bénéficiaire n'est pas saisi d'un droit définitif, il n'a qu'un droit éventuel.

Mais M. Gosselin nous paraît fonder sa théorie sur une confusion entre les droits éventuels et les droits conditionnels.

Un droit éventuel est celui qui pourra naître dans l'avenir au profit d'une personne déjà désignée, mais dont tous les éléments ne sont pas réunis.

Un droit conditionnel est un droit dont le titulaire est également désigné, mais dont tous les éléments existent en germe ¹.

Or, dans l'assurance envisagée, tous les éléments du droit du bénéficiaire sont déjà réunis. Le bénéficiaire a donc, non pas un droit éventuel, mais un droit conditionnel.

Les clauses de la police à terme fixe, que M. Gosselin explique par la nature éventuelle du droit du bénéficiaire, peuvent s'expliquer de bien autre manière.

Le stipulant a prévu que le bénéficiaire aurait besoin d'argent à une époque déterminée. Il ne veut pas que le

1. Colin et Capitant, T. 2, p. 163.

titulaire du droit puisse s'en dépouiller avant l'arrivée de l'échéance il ne veut pas non plus ; que le bénéficiaire fasse argent de son droit et le dilapide avant l'arrivée de l'événement qui a motivé la conclusion du contrat.

Enfin, si le bénéficiaire ne survit pas à l'événement, pourquoi ses héritiers profiteraient-ils d'un contrat qui a été conclu dans l'intérêt exclusif de la personne désignée ? Le stipulant a bien le droit de leur préférer un autre bénéficiaire, ou ses propres héritiers.

La théorie de M. Gosselin nous paraît donc devoir être écartée.

Pour M. Dupuich, qui a examiné la même question¹, le droit du bénéficiaire existe en sa personne, avec tous les avantages qui en découlent, depuis le décès de l'assuré. Mais ce droit du bénéficiaire est subordonné à une condition résolutoire, qui est le décès du bénéficiaire avant l'échéance. M. Dupuich refuse de considérer le bénéficiaire comme titulaire d'un droit éventuel sous condition suspensive parce qu'une créance ne se conçoit pas sans créancier. Or, après la mort de l'assuré et avant l'échéance, si le bénéficiaire n'était pas saisi du droit au bénéfice, ce droit ne pourrait appartenir qu'aux héritiers du stipulant à titre provisoire, ce qui serait contraire à sa volonté probable.

La solution de M. Dupuich nous paraît acceptable mais à la condition d'écarter, comme nous l'avons dit, l'idée de droit éventuel ; nous croyons aussi que l'on peut parfaitement admettre que, à l'époque envisagée, le

1. *Assurance vie*, n° 444.

bénéficiaire est titulaire de son droit sous condition suspensive.

L'objection faite par M. Dupuich, que, avant l'accomplissement de la condition suspensive, la créance va rester sans créancier, ne nous paraît pas fondée. Tout créancier sous condition suspensive est titulaire d'un droit qui, comme celui du bénéficiaire dont nous nous occupons, ne se réalisera qu'à l'arrivée de la condition. Il n'est venu à la pensée de personne de soutenir que son droit ne pouvait exister, pendente conditione, faute de créancier.

D'ailleurs, au point de vue pratique, la controverse paraît devoir rester sans grandes conséquences.

Il a toujours été reconnu, en effet, que le créancier sous condition suspensive pouvait faire des actes conservatoires de son droit, l'aliéner, et le transmettre à ses héritiers aussi bien que le créancier sous condition résolutoire. La seule chose que le créancier sous condition suspensive ne peut faire, c'est exercer son droit, notamment, en procédant à des poursuites. Mais, dans l'espèce, le créancier sous condition résolutoire ne le pourrait pas non plus puisqu'il doit attendre aussi l'arrivée de l'échéance.

DEUXIEME PARTIE

LES EFFETS DE L'ASSURANCE SUR LA VIE RELATIVEMENT A L'EPOUX BENEFICIAIRE

Après avoir examiné les différentes combinaisons d'assurances sur la vie qu'un époux peut contracter au profit de son conjoint, nous devons étudier les règles de la loi de 1930 sur l'attribution du bénéfice à ce conjoint.

Cette attribution est tout à fait indépendante du contrat d'assurance conclu entre le preneur et l'assureur ; elle peut se faire soit dans la police, soit dans un acte postérieur.

Quand il s'agit uniquement des relations du souscripteur et du tiers bénéficiaire, les règles établies par la loi de 1930 peuvent être modifiées bien que non comprises dans les prescriptions facultatives énumérées par l'art. 2 de la loi. En effet, sont impératives seulement les dispositions concernant les rapports entre l'assureur et le preneur d'assurance.

Pour limiter notre sujet, nous nous placerons uniquement dans l'hypothèse où le conjoint bénéficiaire n'est

pas débiteur de l'époux stipulant et ne lui donne aucune contre-prestation.

En principe, il faudra appliquer à l'assurance conclue par un époux au profit de son conjoint les règles édictées par la loi pour un tiers bénéficiaire quelconque ; nous signalerons cependant quelques règles particulières à l'époux bénéficiaire (art. 72 et 73 loi 1930).

Mais le régime matrimonial adopté, peut modifier cette situation : ce sera seulement dans le cas où les époux sont communs en biens. Le régime de la communauté (légale, universelle, ou réduite aux acquêts) établit, en effet, un patrimoine commun, indépendant de ceux des époux, pendant le mariage. A raison de l'existence de ce patrimoine commun, il sera nécessaire de rechercher si le bénéfice du contrat, attribué à l'un des époux, est la propriété de la communauté ou devient un bien propre à cet époux, et, dans ce dernier cas, si des récompenses sont dues à la communauté qui a fourni les primes.

Sommaire :

Chapitre premier. — *Règles communes à tous les époux quel que soit leur contrat de mariage.*

Première section. — La désignation de l'époux bénéficiaire.

§ 1. Conditions de la désignation.

§ 2. Acceptation du bénéfice.

§ 3. Révocation de l'attribution du bénéfice.

Deuxième section. — Effets de la désignation du bénéficiaire.

- § 1. Naissance du droit propre du bénéficiaire.
- § 2. La forme de la désignation du bénéficiaire ne modifie pas son droit direct.
- § 3. Le capital ne fait pas partie du patrimoine du stipulant.

Troisième section. — La règle de l'art. 1097 C. civ.

Validité de l'assurance conjointe au profit du survivant des époux.

Chapitre II. — *Règles spéciales au cas où les époux sont communs.*

I. — Le bénéfice du contrat constitue un propre.

II. — Les récompenses.

CHAPITRE PREMIER

Règles communes à tous les époux quel que soit leur contrat de mariage

SECTION PREMIÈRE

LA DÉSIGNATION DE L'ÉPOUX BÉNÉFICIAIRE

§ I. Conditions de cette désignation

Ces conditions se réfèrent soit à la personne qui peut effectuer la désignation du bénéficiaire, soit à la personne qui peut bénéficier de cette désignation, soit au mode de désignation.

Nous supposons qu'une personne désire contracter une assurance sur la vie au profit de son conjoint actuel ou futur. Nous allons rechercher les conditions prévues par la loi du 13 juillet 1930, pour lui permettre de réaliser ce désir ¹.

1. Nous ne parlerons ici ni de la capacité de l'époux souscripteur de l'assurance, ni de la capacité de l'époux bénéficiaire. En effet, ces deux questions ne pourront être résolues que lorsque nous serons fixés sur la nature juridique d'une assurance sur la vie contractée par un époux au profit de son conjoint. Nous en renvoyons l'étude à la 3^e partie de notre travail.

1° *Le droit de désigner le bénéficiaire est-il personnel au souscripteur ?*

Naturellement, et c'est ce que suppose l'art. 63 de la loi, la désignation du bénéficiaire de l'assurance ne peut être faite que par le contractant lui-même. Toutefois, en quelques hypothèses, certaines personnes pourraient prétendre se substituer au contractant pour effectuer cette désignation. Ce serait notamment des créanciers, des héritiers, ou un représentant légal. Que vaudrait cette prétention ?

En ce qui concerne les créanciers et les héritiers, la loi est muette, mais les travaux préparatoires¹ et les commentateurs de la loi² leur refusent le droit de désigner un bénéficiaire. Il faudra même écarter, si le souscripteur de l'assurance était mort avant d'avoir désigné son conjoint, les héritiers qui prétendraient obéir à la volonté du défunt en désignant à sa place le conjoint comme bénéficiaire de l'assurance. Cette situation ne se présentera d'ailleurs que bien rarement, les créanciers et les héritiers étant naturellement portés à s'attribuer le bénéfice de l'assurance à l'exclusion du conjoint.

Reste le cas du représentant légal d'un époux incapable, et cette hypothèse ne paraît pouvoir se réaliser pratiquement que s'il s'agit d'un interdit.

Le tuteur peut avoir contracté une assurance pour son pupille (l'art. 510 C. civ. semble l'y autoriser). Il peut aussi se trouver en face d'une assurance contractée avant

1. Exposé des motifs, p. 648 ; Rapport Lafarge, p. 1171.

2. Trasbot (*Commentaire Dalloz*, p. 34, note 1) ; Nast (*Répertoire du Notariat*, 1932, art. n° 23 203).

l'interdiction et dont le pupille n'aurait pas désigné le bénéficiaire. Dans l'un et l'autre cas, l'art. 510 C. civ. paraît s'opposer à ce que le tuteur désigne le conjoint de son pupille comme bénéficiaire de l'assurance puisque, aux termes de cet article, les revenus de l'interdit doivent être seulement employés « à adoucir son sort, et à accélérer sa guérison ».

Si l'interdit était une femme mariée dont le mari serait de droit le tuteur (art. 506 C. civ.), la question qui nous occupe ne pourrait même pas se poser, car il est bien évident que le mari ne pourrait, agissant en sa qualité de tuteur, faire une désignation dont, en sa qualité de conjoint, il serait bénéficiaire..

2° Détermination du bénéficiaire.

L'art. 63 de la loi de 1930 exige que le ou les bénéficiaires soient déterminés, mais ajoute « est considérée comme faite au profit d'un bénéficiaire déterminé, la stipulation par laquelle le contractant attribue le bénéfice de l'assurance à sa femme, sans indication de nom ». Il suffit, en effet, que le bénéficiaire puisse être déterminable par les indications de la police, au jour de l'échéance du contrat ; c'est bien le cas lorsque le stipulant est marié et indique sa femme comme bénéficiaire.

Le rapporteur de la Commission de la Chambre des députés pour le projet de 1904 avait proposé de remplacer le mot « femme » par celui de « conjoint », afin de préciser que ce mode de désignation est également possible pour la femme au profit de son mari. La Commission de la Chambre a estimé que cette modification du texte

était inutile, « qu'il allait de soi que chacun des époux pût être un bénéficiaire déterminé par le seul fait de l'indication de sa qualité de mari ou de femme »¹.

Donc les mots de mari, femme, conjoint pourront être employés pour désigner l'époux actuel du souscripteur. Ils pourront l'être aussi pour désigner son époux futur. L'art. 63 continue : « l'assurance faite au profit de la femme profite à la personne qu'il épouse même après la date du contrat ». Il sera donc possible à un célibataire d'attribuer le bénéfice d'une assurance sur la vie à sa future femme, même s'il n'existe aucun projet de mariage ; quand le mariage sera célébré le bénéficiaire sera déterminé, son droit datera du jour du contrat d'assurance.

Si le mari, après avoir attribué le bénéfice d'une assurance en cas de décès à sa femme, contracte un second mariage, soit après la mort de son premier conjoint, soit après un divorce, le profit du contrat appartient à sa veuve et non au premier conjoint ou à ses ayants droits : « en cas de second mariage, le profit de cette stipulation appartient à la veuve ». Cette solution est applicable à la femme stipulant au profit de son mari. Le profit du contrat appartient toujours à la personne qui a la qualité de conjoint du preneur d'assurance au décès de ce dernier.

La loi de 1930 n'a fait que consacrer la jurisprudence généralement admise en ce qui regarde la première question², mais elle a mis fin aux controverses et aux

1. Exposé des motifs. Annexe, n° 1544, p. 648.

2. Cass. 6 février 88 ; 29 juin 96.

difficultés que soulevaient le second et le troisième points.

La détermination du bénéficiaire a pour conséquence, comme nous le verrons ultérieurement, la création d'un droit direct contre l'assureur sur la tête du bénéficiaire. Si cette détermination était impossible, le droit au bénéfice appartiendrait au patrimoine du stipulant (art. 66).

3° Modes de désignation du bénéficiaire.

Cette désignation se fait généralement dans la police, mais, si elle n'a pas été faite, ou tant que le bénéficiaire n'aura pas accepté, le souscripteur de la police a le droit de désigner son conjoint comme bénéficiaire, ou de le substituer au bénéficiaire primitif « soit par testament, soit entre vifs par voie d'avenant, ou en remplissant les formalités édictées par l'art. 1690 C. civ., ou, quand la police est à ordre, par voie d'endossement (art. 63, 5^e al).

Pour faire la désignation par testament l'époux souscripteur devra avoir la capacité de tester. Le testament qui renferme cette désignation pourra ne pas contenir d'autres dispositions. L'époux bénéficiaire ne sera pas considéré comme un légataire, même dans ce cas, il n'y a pas de transmission du bénéfice d'un patrimoine dans un autre, mais création d'un droit contre l'assureur au profit du bénéficiaire. Ce droit ne pourra être invoqué qu'au décès du testateur, car le testament est un acte essentiellement révocable, mais ses effets remonteront au jour du contrat

L'attribution du bénéfice se fait aussi par acte entre vifs.

L'avenant est un acte qui intervient en cours d'assurance pour modifier les stipulations contenues dans la police. L'avenant qui réalise l'attribution du bénéfice à un tiers, et qu'on appelle avenant d'attribution, ne modifie pas les obligations de l'assureur, c'est seulement une stipulation pour autrui greffée sur le contrat ; cependant l'assureur devra donner son consentement, car il ne peut être exposé à payer deux fois le bénéfice.

L'avenant est spécial aux assurances, mais, tous les modes admis par le droit commun pour le transfert des créances peuvent être usités pour désigner le bénéficiaire. Théoriquement la donation entre vifs pourrait être employée, mais ses formes solennelles l'ont fait exclure de la pratique ; la loi de 1930 ne la nomme pas. Si on a recours à la formalité du transport, conformément à l'art. 1690 C. civ., l'attribution du bénéfice n'aura lieu au regard des tiers qu'après la signification à l'assureur ou son acceptation dans un acte authentique. Enfin, si la police d'assurance est à ordre, l'attribution pourra se faire par endossement. Pour être valable, l'endossement d'une police d'assurance sur la vie à ordre doit, dit l'art. 61, être daté, indiquer le nom du bénéficiaire de l'endossement, et être signé de l'endosseur.

L'art. 63 al. 5 de la loi de 1930 consacre la jurisprudence antérieure. La Cour de cassation admettait que tout contrat d'assurance sur la vie contient une stipulation pour autrui implicite. Le contractant se réserve nécessairement le droit de désigner un tiers bénéficiaire ; cette faculté résulte de la nature du contrat, si le souscripteur n'en a pas usé dans la police il pourra le faire

en cours d'assurance. Le preneur d'assurance pourra attribuer le bénéfice par les divers procédés énumérés par l'art. 63 ; ce ne sont que des modes de désignation qui laissent au contrat son caractère de stipulation pour autrui. Quel que soit le mode employé, l'effet de la désignation sera toujours le même : faire acquérir au bénéficiaire un droit direct au capital ou à la rente stipulés.

§ 2. *Acceptation du bénéficiaire*

1^o *Nature juridique de l'acceptation.*

L'art. 64 pose la règle que la stipulation dévient irrévocable par l'acceptation expresse ou tacite du bénéficiaire.

C'est la règle même établie en matière de stipulation pour autrui par l'art. 1121 C. civ. « celui qui a fait cette stipulation ne peut plus la révoquer, si le tiers a déclaré vouloir en profiter ».

Nous avons vu, en effet, que la loi de 1930, à la suite de la jurisprudence, considère la désignation du tiers bénéficiaire comme une stipulation pour autrui jointe au contrat d'assurance. Cette conception a succédé à celle qui voyait dans l'attribution l'offre par le preneur d'assurance de céder au bénéficiaire sa créance contre la Compagnie. L'acceptation du bénéficiaire était indispensable, dans cette conception, pour acquérir le droit au capital ; aujourd'hui ce droit existe au profit du bénéficiaire dès le contrat, son acceptation ne fait que le consolider.

2^o Conditions de l'acceptation.

A. *Délais de l'acceptation.* — La loi n'impose au bénéficiaire aucune condition de temps. Il pourra accepter au moment même du contrat. Il le fera généralement s'il est désigné à titre onéreux, mais, si l'attribution intervient à titre gratuit, il sera le plus souvent dans l'impossibilité de le faire, n'étant pas prévenu par le stipulant qui veut se réserver le droit de révoquer.

L'acceptation pourra intervenir aussi en cours d'assurance. On a contesté cette faculté quand le stipulant est déclaré en faillite ou en liquidation judiciaire. On a prétendu que le droit de créance contre la compagnie faisait partie de la masse et ne pouvait en être distrait au profit d'un tiers¹. Mais cette théorie est périmée, l'acceptation est considérée maintenant comme la simple prise de possession d'un droit acquis au jour du contrat².

L'acceptation peut encore intervenir après le décès du stipulant. La théorie de l'offre était opposée à cette solution ; la transmission du bénéfice nécessitait le concours de deux volontés, donc, l'existence du stipulant au moment de l'acceptation. Mais, dès que cette théorie a été abandonnée, la jurisprudence a admis la possibilité pour le tiers bénéficiaire d'accepter après le décès du stipulant. Cette faculté s'impose d'autant plus que la désignation à titre gratuit n'est généralement pas connue du bénéficiaire pendant la vie du preneur d'assurance.

La loi de 1930 a confirmé cette jurisprudence par

1. Besançon, 26 octobre 1892 ; D. 94-2-57.

2. Civ. rej. 8 février 1888 ; D. 88-1-193 ; Req. 22 juin 1891 ; S. 92-1-177

l'art. 64 al. 3. Après la mort de l'assuré, ses héritiers ne peuvent exercer le droit de révocation qu'après avoir mis le bénéficiaire en demeure de déclarer s'il accepte, et attendu un délai de trois mois. D'autre part, l'art. 67 *in fine* décide que la personne désignée est réputée avoir eu seule droit au bénéfice à partir du jour du contrat, « même si son acceptation est postérieure à la mort de l'assuré ».

B. *Formes de l'acceptation.* — La loi, comme autrefois la jurisprudence, ne soumet l'acceptation à aucune forme. Elle peut être expresse ou tacite.

L'acceptation expresse résultera de toute déclaration formelle du bénéficiaire. Cette déclaration sera souvent consignée dans l'acte d'attribution, elle pourra l'être aussi dans un acte sous seing privé quelconque.

L'acceptation tacite, lorsqu'elle se produit au moment du contrat, s'apprécie d'après les circonstances de fait. Le bénéficiaire sera considéré comme acceptant s'il a concouru au contrat passé à son profit, soit directement en qualité de stipulant dans une assurance sur deux têtes¹, soit en qualité de mari autorisant sa femme lorsque celle-ci contracte une assurance au profit de son conjoint².

En cours d'assurance l'acceptation tacite peut résulter de la possession par le bénéficiaire de la police faite à son profit si cette possession n'est pas précaire. Un exemple de possession non précaire nous est donné dans l'espèce

1. Civ. rej. 28 mars 1877 ; D. 77-1-241 ; S. 77-1-401.

2. Paris, 5 mai 1899 ; D. 1901-2-240.

jugée par le tribunal civil de Bruxelles, le 19 janvier 1897¹. Lors de la levée des scellés après le décès du contractant, la police avait été trouvée dans un coffret dont la femme bénéficiaire avait la clé et qui était placé dans sa chambre, par conséquent à sa disposition. Le bénéficiaire sera aussi considéré comme acceptant s'il concourt à l'acte par lequel le stipulant donne en garantie à son créancier le bénéfice de l'assurance. En effet, il a consenti, dans l'hypothèse où le créancier du stipulant ne serait pas désintéressé à l'échéance du contrat d'assurance, à voir ce créancier exercer un droit de préférence sur le montant du bénéfice².

L'art. 74 de la loi de 1930 a introduit un cas nouveau d'acceptation tacite : le fait de payer les primes à défaut du stipulant.

Après la mort du stipulant le bénéficiaire acceptera tacitement la stipulation s'il prévient l'assureur de l'existence du contrat à son profit, de la mort du stipulant, s'il lui réclame le capital assuré, s'il résiste en justice aux prétentions des ayants-droit de l'assuré, s'il réclame en justice la remise de la police entre ses mains³, enfin, s'il touche le capital assuré.

« L'acceptation n'est opposable à l'assureur que lorsqu'il en a eu connaissance » (art. 64, al. 4). Le danger de la révocation possible du stipulant jusqu'à l'acceptation du bénéficiaire justifie le refus de paiement de l'assureur tant que cette acceptation ne lui a pas été notifiée dans une forme quelconque.

1. J. A. 97, 175.

2. Nancy, 17 janvier 1888 ; D. 89-2-153.

3. Civ. Cass. 8 avril 1985 ; S. 95-1-265.

C. *Le bénéficiaire peut-il seul accepter ?* La loi ne le dit pas. D'après M. Capitant il faut distinguer en s'inspirant de l'art. 64 *in fine*. Si l'attribution est à titre gratuit, le bénéficiaire peut seul accepter, car il est seul en mesure de juger de la convenance de son acceptation. Ses créanciers ne peuvent se substituer à lui dans l'exercice de ce droit ; ses héritiers ne le peuvent que si une clause spéciale de la police fait subsister le contrat malgré le décès du bénéficiaire à l'échéance. Si l'attribution est à titre onéreux, les héritiers et les créanciers du bénéficiaire peuvent accepter à sa place.

3^o *Effets de l'acceptation*

A. *Consolidation du droit du bénéficiaire.* — En acceptant, le bénéficiaire consolide son droit ; le stipulant ne pourra plus le révoquer, tout au moins d'après les règles de la stipulation pour autrui.

Il y aura lieu de se demander si l'attribution à titre gratuit ne réalise pas une donation et si les règles de révocation des donations entre vifs, ne sont pas applicables après acceptation. L'intérêt est très vif pour les assurances entre époux, sujet de notre étude, car, si l'attribution réalisait une donation entre vifs, elle serait toujours révocable en vertu de l'art. 1096 C. civ. La loi de 1930 est muette sur cette question, mais elle prévoit un cas de révocation après acceptation dans l'art. 79. Lorsque, dans une assurance en cas de décès, le bénéficiaire s'est rendu coupable d'une tentative de meurtre ou d'assassinat sur la personne de l'assuré, le contractant pourra révoquer l'attribution du bénéfice de l'assu-

rance malgré l'acceptation. Cette révocation a lieu que l'attribution soit faite à titre gratuit ou à titre onéreux.

Si le contractant et l'assuré sont deux personnes distinctes, ce droit de révocation appartient au contractant et à lui seul¹. Cette disposition, ayant pour but de défendre la vie de l'assuré contre la cupidité du bénéficiaire, doit être considérée comme d'ordre public.

B. *Cession du bénéfice*. — L'acceptation du bénéficiaire lui permet de céder son droit de créance contre l'assureur, si toutefois le stipulant a prévu expressément la cessibilité de ce droit, ou s'il consent ultérieurement à cette cession (art. 70).

Cette cession pourra se faire soit dans la forme de l'art. 1690 C. civ., soit, si la police est à ordre, par endossement. Il s'agit ici d'une véritable cession, d'un transfert d'une créance d'un patrimoine dans un autre, et non plus de la désignation d'un bénéficiaire. Si l'assurance est en cas de décès, pour transmettre la créance, le bénéficiaire devra obtenir également le consentement de l'assuré.

§ 3. *Révocation de l'attribution du bénéfice*

Le bénéfice étant attribué en vertu d'une stipulation pour autrui, le stipulant ne peut plus en priver le bénéficiaire qui a déclaré vouloir en profiter (1121 C. civ). Mais le contractant peut révoquer jusqu'à l'acceptation (64 al. 2).

1. *Code des Assurances* (J. Godart et Perraud-Charmentier), p. 237.
Zambeaux

1° Le droit de révoquer l'attribution du bénéfice est personnel au stipulant.

Du vivant du stipulant ce droit ne peut être exercé par ses créanciers ou le syndic de sa faillite, ni par ses représentants légaux. Si l'interdiction avait été prononcée contre le stipulant après le contrat, son tuteur ne pourrait révoquer à sa place. La jurisprudence était déjà en ce sens avant la loi de 1930. Cette solution est la conséquence de la façon dont s'opère la révocation. Elle ne s'opère pas de plein droit comme la révocation d'une donation pour survenance d'enfant au donateur, elle n'est pas le résultat d'une action en justice comme la révocation d'une donation pour inexécution des charges ou ingratitude du donataire. Il faut, mais il faut seulement, un acte de volonté expresse ou tacite de la part du stipulant ; personne ne peut se substituer à lui pour apprécier l'opportunité du maintien ou non de l'assurance.

Si le stipulant est incapable doit-il être habilité pour révoquer ? M. Trasbot ne le croit pas ¹. « Il semble bien, dit cet auteur, qu'il puisse révoquer seul à condition de pouvoir émettre une volonté consciente, sans aucune formalité habilitante, sans faire agir ses représentants. M. Trasbot admet, cependant, la nécessité des formalités habilitantes pour la désignation du bénéficiaire. Pour expliquer la différence de solution il remarque que la révocation fait rentrer dans le patrimoine quelque chose qui en était sorti, tandis que la désignation fait sortir quelque chose du patrimoine.

1. Dalloz, 1931-4, p. 34.

Après la mort du stipulant le droit de révoquer pourra être exercé par ses héritiers ; mais l'art. 64, al. 3 leur impose certaines conditions.

- attendre le moment où le bénéfice est exigible,
- mettre le bénéficiaire en demeure d'accepter et lui laisser un délai de trois mois pour se décider.

Les créanciers du stipulant défunt ne peuvent révoquer à sa place.

2° *Formes de la révocation*

La loi n'en indique aucune. La révocation pourra être expresse ou tacite

La révocation tacite résulte d'actes qui

- manifestent une intention révocatoire,
- sont incompatibles avec le droit primitivement conféré au bénéficiaire.

Tel sera le cas de la désignation d'un nouveau bénéficiaire substitué à l'ancien soit par avenant, soit par transport, soit par endossement, soit par testament, ou d'une attribution au profit du patrimoine du stipulant. Cette révocation ne résulte pas forcément du non paiement des primes par le contractant ; il se peut qu'il n'ait pas l'intention de priver le bénéficiaire du profit du contrat mais éprouve seulement des difficultés pour ces versements.

D'ailleurs en cas de réduction ou de rachat du contrat, la valeur de réduction ou de rachat appartient au bénéficiaire si le stipulant ne révoque pas l'attribution.

Le droit du bénéficiaire ne sera pas révoqué non plus par la mise en gage de la police soit par avenant, soit

par endossement à titre de garantie, si elle est à ordre, soit par acte soumis aux formalités de l'art. 2075 C. civ. Si le stipulant donne en gage la police d'assurance à un de ses créanciers avant l'acceptation du bénéficiaire, le créancier acquiert un privilège sur le capital assuré. S'il est payé avant l'échéance il n'a aucun droit pour réclamer le bénéfice, s'il n'est pas payé à ce moment il touche le montant de sa créance sur le capital assuré, le surplus, s'il y en a, appartient au bénéficiaire.

Si le stipulant demande à l'assureur de lui faire une avance sur le capital assuré, le bénéfice sera restreint, mais l'attribution n'est pas révoquée.

3^o *Effets de la révocation.*

La révocation fait entrer le bénéfice de l'assurance dans le patrimoine du stipulant ou bien substitue un nouveau bénéficiaire au premier.

Cette révocation n'est opposable à l'assureur que s'il en a eu connaissance. S'il n'a pas été prévenu et s'il a déjà payé le premier bénéficiaire, les créanciers et les héritiers du stipulant ou le second bénéficiaire n'auront rien à réclamer.

L'art. 64 *in fine* prévoit, un cas de caducité de la désignation. Conformément à la volonté présumée du stipulant, le bénéficiaire doit survivre à l'échéance du contrat ; s'il meurt avant, le capital ou la rente assurés n'entrent pas dans son patrimoine, sauf clause contraire.

SECTION II

EFFETS DE LA DÉSIGNATION DU BÉNÉFICIAIRE

Les effets de la désignation du bénéficiaire ont été énumérés notamment dans les art. 63, 67, 68, 69 de la loi de 1930. Mais ces articles ne sont que l'application d'une théorie antérieure, née de l'art. 1121 C. civ., appelée Théorie du droit direct du bénéficiaire, et qui peut se résumer ainsi :

§ 1. *Naissance d'un droit direct pour le bénéficiaire*

Dès qu'il est désigné le bénéficiaire acquiert un droit propre, c'est-à-dire qu'il a une action personnelle contre l'assureur pour obtenir l'exécution de la stipulation pour autrui.

Son droit est immédiat, c'est-à-dire qu'il existe dès la stipulation, avant toute acceptation.

Il est direct, il naît en sa personne sans être passé par l'intermédiaire du stipulant.

Ce droit n'a donc jamais fait partie du patrimoine du stipulant, mais, celui-ci a le pouvoir de l'y faire entrer par une révocation jusqu'à l'acceptation du bénéficiaire.

La jurisprudence affirme, depuis un arrêt du 2 juillet 1884¹ le droit direct du tiers bénéficiaire contre l'assureur ; six arrêts en 1888² sont venus confirmer

1. S. 85-1-5.

2. Cass. 16 janvier 1888, D. 88-1-77 ; 6-8-22 février et 7 mars 1888, S. 88-1-121 ; 7 août 1888, S. 89-1-97.

cette théorie. Mais il existait une contradiction dans la doctrine de la Cour de cassation. En effet, elle admettait le droit direct du tiers bénéficiaire à l'encontre des créanciers du stipulant, de telle sorte que le bénéfice était exclu de leur gage, et au contraire, lorsqu'il s'agissait de ses héritiers, elle obligeait le bénéficiaire à rapporter le capital, soit réellement, soit fictivement, à la succession du stipulant. Un arrêt de la Chambre civile du 29 juin 1896 a mis fin à cette contradiction¹. Le bénéficiaire n'est plus considéré comme recevant le capital assuré du souscripteur, on ne l'oblige plus au rapport et à la réduction de ce capital.

La jurisprudence est arrivée à ce résultat en appliquant les règles de la stipulation pour autrui. Sur le contrat passé entre l'assureur et le souscripteur se greffe une stipulation faite par le souscripteur au profit du tiers bénéficiaire. L'assureur devient par elle le débiteur direct du bénéficiaire. Cette stipulation pour autrui est possible, d'après l'art. 1121 C. civ., parce que le stipulant a toujours un intérêt à l'exécution de sa promesse par l'assureur. Cet intérêt peut être pécuniaire car, jusqu'à l'acceptation du bénéficiaire, il lui est toujours possible de révoquer l'attribution et de s'appliquer le bénéfice de l'assurance. En outre l'assurance sur la vie au profit d'un tiers présente toujours pour le stipulant un intérêt moral.

La Cour de cassation a estimé cette explication suffisante, mais certains auteurs la trouvent incomplète, ils

1. Cass. 29 janvier 1896, S. 96-1-361.

ont cherché à expliquer plus juridiquement la création de ce droit direct par stipulation pour autrui. Certains y voient une application de la gestion d'affaires, d'autres pensent que ce droit de créance est d'origine unilatérale, la déclaration unilatérale de volonté de l'assureur produit effet parce qu'elle vient se greffer sur un contrat. C'est l'avis de MM. Capitant et Josserand¹.

§ 2. *La forme de la désignation du bénéficiaire ne modifie pas son droit direct.*

Ainsi que nous l'avons déjà indiqué, la désignation d'où naît le droit direct du bénéficiaire peut être contenue dans la police d'assurance. Elle peut aussi être faite seulement en cours d'assurance par un acte spécial (avenant, endossement, cession de créance, testament). Nous allons examiner les difficultés qui se sont présentées dans ces diverses hypothèses, difficultés qui ont été finalement supprimées par les art. 63 et 67 de la loi du 13 juillet 1930.

A. *Désignation du bénéficiaire dans la police.*

Cette désignation dans la police peut avoir lieu quelle que soit la combinaison d'assurance sur la vie adoptée.

S'il s'agit d'une assurance simple en cas de décès ou en cas de vie il n'y a aucune difficulté. La désignation du bénéficiaire lui confère un droit propre qui naît à la date de la police (art. 1121 C. civ.).

1. Colin et Capitant, t. 2, p. 328; Josserand, t. 2, p. 146.

Mais on peut se trouver en présence d'une combinaison plus compliquée.

En cas d'assurance mixte la police contient deux stipulations, une au profit du tiers, une au profit du contractant. Pendant une certaine période la jurisprudence avait pensé que, dans cette hypothèse, le tiers ne pouvait prétendre à un droit propre au bénéfice. D'après elle la créance contre l'assureur était entrée dans le patrimoine de l'assuré, bénéficiaire en cas de vie, même s'il était mort avant la date fixée par la police ; le droit du bénéficiaire au cas de décès naissait seulement au décès de l'assuré¹. Mais cette jurisprudence n'a pas prévalu ; elle procédait d'une analyse inexacte du contrat d'assurance mixte. Il est généralement admis aujourd'hui que la police mixte contient deux contrats, un en cas de vie au profit de l'assuré, l'autre en cas de décès au profit du tiers, chacun d'eux soumis à une condition suspensive et à une condition résolutoire. Il en résulte que le bénéficiaire de la branche qui se réalise a un droit propre au bénéfice à partir de la date de la police, l'autre n'a jamais eu de droit².

En cas d'assurance sur deux têtes, on doit faire le même raisonnement, car la police contient deux assurances décès, l'une sous condition suspensive au profit du survivant, l'autre sous condition résolutoire au profit du prémourant. Le survivant seul a un droit propre au bénéfice à compter de la date de la police.

1. Civ. cass. 7 février 1877, S. 77-1-393, D. 77-1-337 ; Civ. Cass. 10 février 1880, S. 80-1-152 ; D. 80-1-169.

2. Civ. rej. 6 février 1888, D. 88-1-193, S. 88-1-121 ; Civ. cass. 4 mai 1904, D. 1905-1-165, S. 1904-1-385.

Le souscripteur a pu se réserver dans la police certaines facultés, par exemple de se faire consentir une avance par l'assureur, ou de donner la police en gage à un de ses créanciers. Ces réserves n'empêchent pas le bénéficiaire d'acquérir un droit propre au bénéfice dès la signature de la police. Si le souscripteur exerce ces facultés, on dira qu'il a usé de son droit de révocation avant l'acceptation du bénéficiaire ; il a attribué à lui même ou à son créancier la part du bénéfice qu'il a enlevée au tiers primitivement désigné.

B. Désignation du bénéficiaire en cours d'assurance.

En cours d'assurance, la désignation du bénéficiaire a été réalisée en pratique au moyen d'un avenant, d'un transfert de créance, d'un testament. Nous allons indiquer brièvement les solutions de la jurisprudence en présence de ces désignations.

a) *Désignation du bénéficiaire par avenant.* Deux hypothèses se sont présentées. —

1^o Dans une première hypothèse une première attribution du bénéfice avait été faite dans la police, puis, en cours d'assurance, le souscripteur avait, par avenant, substitué un second bénéficiaire au premier. La Chambre civile de la Cour de cassation le 16 janvier 1888 ¹, a reconnu à ce second bénéficiaire un droit direct contre l'assureur ; elle a dit que l'avenant est une nouvelle stipulation pour autrui dont la validité requiert seulement l'intervention du stipulant et du promettant. Ni le premier bénéficiaire, ni

1. D. 88-1-77 ; S. 88-1-121 ; J. A. 88, 68 ; R. P. 88, 29.

les ayants cause du stipulant ne devaient être consultés. En effet, le stipulant avait toute faculté pour révoquer l'attribution jusqu'à l'acceptation du bénéficiaire, et, le bénéfice n'ayant jamais fait partie du son patrimoine, puisqu'une première attribution avait été faite, ce bénéfice ne pouvait constituer le gage de ses créanciers. Le preneur d'assurance avait donc implicitement le droit de substituer un bénéficiaire à un autre par un avenant.

Cette même solution s'appliquerait évidemment si le souscripteur n'avait pas désigné de bénéficiaire dans la police, mais s'était réservé, par une clause spéciale, le droit de le faire en cours d'assurance.

2^o Dans une deuxième hypothèse, la police n'avait pas attribué le bénéfice à un tiers déterminé et ne s'était pas réservé le droit de procéder ultérieurement à cette désignation. Par un arrêt du 7 août 1888¹ la Chambre civile a admis que l'avenant, désignant un tiers bénéficiaire en cours d'assurance, avait un caractère déclaratif et rétroactif et non translatif, soit que le souscripteur n'eût désigné aucun bénéficiaire dans la police, soit qu'il eût stipulé au profit de ses héritiers, stipulation considérée à cette époque comme faite au profit de bénéficiaires indéterminés.

Dans l'hypothèse du premier arrêt une stipulation pour autrui avait été jointe au contrat d'assurance ; par l'avenant une deuxième stipulation pour autrui lui avait été substituée ; la solution était dès lors facile à expliquer ; mais, dans l'hypothèse du second arrêt, le

1. D. 88-1-118 ; S. 89-1-97 ; J. A. 88-458 ; R. P. 88, 330.

souscripteur avait stipulé pour son patrimoine, le bénéfice de l'assurance était devenu le gage de ses créanciers, comment pouvait-il les en priver en désignant un tiers bénéficiaire en cours d'assurance ?

La Chambre civile a répondu que, en souscrivant une assurance sur la vie, le preneur « se réserve implicitement mais nécessairement la faculté de désigner ultérieurement la personne à laquelle il entendait attribuer le bénéfice de l'assurance ». Le souscripteur qui signe un avenant d'attribution en cours d'assurance ne fait qu'user de cette faculté.

La formule de la Chambre civile a été reprise par la Chambre des requêtes dans un arrêt du 22 juin 1891.

Il a été établi par cette jurisprudence que toute assurance sur la vie contient une stipulation pour autrui implicite. Si aucun bénéficiaire n'a été désigné dans la police le bénéfice entre bien dans le patrimoine du contractant, mais sous condition résolutoire ; ses créanciers et ses héritiers ne peuvent rien réclamer si une attribution est faite à un tiers bénéficiaire par un avenant en cours d'assurance ; leur droit ne subsistera que si le souscripteur meurt sans avoir désigné personne. L'avenant est considéré comme faisant corps avec la police primitive, il a un effet déclaratif et rétroactif.

b) *Désignation du bénéficiaire par un mode de transfert de créance : endossement, transport-cession.* — Ici encore deux hypothèses peuvent être envisagées :

1^o Première hypothèse où une première attribution a été faite dans la police.

La Chambre civile de la Cour de cassation, statuant sur cette première hypothèse, a persévéré dans la voie où elle s'était engagée à propos de l'avenant.

La question s'est posée d'abord à propos d'un transfert par endossement le 4 mai 1904¹.

Dans l'espèce la police était mixte, l'assurance en cas de vie au profit du mari ne s'était pas réalisée ; seule subsistait l'assurance en cas de décès au profit de la femme, mais, par un endossement en cours d'assurance, le souscripteur avait substitué un nouveau bénéficiaire à sa femme.

La Chambre civile s'est prononcée comme en janvier 1888 en matière d'avenant. Elle a jugé que l'endossement n'a été « qu'un mode d'exécution de la faculté qui appartenait à l'assuré de désigner un bénéficiaire de son choix » et qu'il laisse au contrat le caractère juridique de stipulation pour autrui dans les termes de l'art. 1121 C. civ. ».

On aurait pu soutenir que l'endossement avait eu pour effet de révoquer l'attribution à la femme, de faire entrer le bénéfice dans le patrimoine du stipulant où il devenait le gage de ses créanciers, puis de le transmettre à un autre bénéficiaire. Mais la Chambre civile n'a pas voulu admettre ce passage rapide dans le patrimoine du souscripteur, elle a voulu s'attacher uniquement à la volonté exprimée par le stipulant de substituer un bénéficiaire à un autre. Cette substitution peut se faire par avenant ; une question de forme ne doit pas être un

1. J. A. 1904, 135 ; D. 1905-1-165 ; S. 1904-1-385.

obstacle à l'acquisition d'un droit direct par le bénéficiaire ; son nom mis au dos d'une police à ordre, accompagné de la date et de la signature du souscripteur, sera considéré comme une déclaration attributive du bénéfice.

La substitution d'un bénéficiaire à un autre par le procédé du transport cession a été soumise à la Chambre civile le 19 novembre 1907¹. Elle a statué dans le même sens.

2^o Deuxième hypothèse où la police ne désigne pas de bénéficiaire déterminé.

La Chambre civile n'a pas eu l'occasion de se prononcer dans cette hypothèse, soit en matière d'endossement, soit en matière de transport cession.

La Chambre des requêtes a bien décidé, dans un arrêt du 15 mars 1905², que, dans ces conditions, l'endossement en cours d'assurance ne confère pas au bénéficiaire un droit direct, mais il est permis de penser que la solution de la Chambre civile aurait été différente.

En effet, elle a jugé que l'endossement, comme l'avenant, « n'est qu'un mode d'exécution de la faculté qui appartient à l'assuré de désigner un bénéficiaire de son choix » et que cette faculté découle de la nature, de l'économie du contrat. Elle a admis que, si le contractant a stipulé dans la police au profit de ses héritiers et ayants-droit, la désignation par avenant d'un tiers bénéficiaire a un effet déclaratif et rétroactif ; logiquement elle devait admettre ce même effet pour l'endossement et

1. J. A. 1908, 159 ; D. 1908-1-129 ; S. 1907-1-481.

2. D. 1905-1-465 ; S. 1905-1-257 ; J. A. 1905, 583 ; R. P. 1905, 397.

le transport-cession usités en cours d'assurance dans les mêmes conditions.

En résumé, quel que soit le mode de désignation employé, qu'il y ait ou non une stipulation pour autrui expresse dans la police, le souscripteur n'a jamais été créancier de l'assureur, le tiers désigné a un droit propre, immédiat et direct contre l'assureur du jour de la signature de la police.

c) *Désignation du bénéficiaire par testament.* — L'art. 63 déclare que « la désignation ou la substitution peut se faire aussi par testament ».

Était-ce l'avis de la Cour de cassation avant la loi de 1930 ? Elle n'avait pas eu l'occasion de statuer dans l'hypothèse de la substitution d'un bénéficiaire à un autre, elle s'était prononcée seulement dans l'hypothèse d'une police sans désignation primitive par un arrêt du 24 février 1902¹.

Elle avait adopté une solution contraire : la désignation du bénéficiaire par testament constitue un legs, c'est-à-dire un mode translatif de propriété à cause de mort par lequel le bénéficiaire acquiert son droit contre l'assureur au jour du décès de l'assuré et non au jour de la signature de la police

Mais cette décision s'explique, dans l'espèce, par la rédaction du testament « je donne à ma femme tout ce que je possède y compris les 50.000 francs que j'ai d'assurés sur la vie », c'était un legs et non une désignation du bénéficiaire.

1. D. 1903-1-433 ; S. 1902-1-165 ; J. A. 1902, 172 ; R. P. 1902, 104.

Les art. 63 et 67 de la loi du 13 juillet 1930 ont résolu les difficultés que nous venons de passer en revue. Ils décident que, lorsque la police ne contient aucune désignation de bénéficiaire déterminé, ou tant que le tiers désigné n'a pas accepté la désignation faite en sa faveur, le souscripteur peut effectuer une désignation ou substituer un bénéficiaire à un autre par testament, par avenant, par transport-cession ou par endossement.

Le bénéficiaire est réputé y avoir seul droit à partir du jour du contrat quelles que soient la forme et la date de sa désignation.

Le projet de loi de 1904 ne nommait pas le testament parmi les modes de désignation. M. Dupuich, dans son rapport sur ce projet, voulait y faire comprendre le testament, et même tout écrit daté et signé de l'assuré ne remplissant pas les conditions d'un testament. La loi de 1930 a réalisé ce vœu pour le testament, mais elle a arrêté là la liste des modes de désignation conférant un droit direct au bénéficiaire ; il ne semble pas possible de se contenter d'un simple écrit.

Remarquons d'ailleurs que l'énumération faite par l'art. 63 des modes de désignation du bénéficiaire n'est limitative qu'à l'égard de l'assureur qui est un tiers. Mais, dans les rapports du souscripteur et du bénéficiaire, la désignation, si elle est expresse, n'est plus renfermée dans les modes de désignation énumérés par l'art. 63. Elle peut même être tacite (Sic. Requêtes 19 janvier 1932 ; D. 33, 1, p. 41, note de M. Trasbot).

§ 3. *Le capital assuré ne fait pas partie du patrimoine du stipulant*

Le bénéficiaire ayant un droit propre, exclusif, au bénéfice du contrat, il en résulte que le stipulant n'a jamais eu ce bénéfice dans son patrimoine.

Conséquences de cette constatation au point de vue :

A. de l'époux bénéficiaire successeur irrégulier de son conjoint

B. des créanciers du stipulant

C. des héritiers du stipulant.

A. *Conséquences vis-à-vis de l'époux bénéficiaire successeur irrégulier de son conjoint.*

Il a droit au capital ou à la rente assurés malgré sa renonciation à la succession du contractant ou son indignité, et même si son conjoint l'a exhéredé, à moins cependant que l'on se trouve dans l'hypothèse de l'art. 79 al. 1.

Cette solution nous paraît devoir être adoptée par analogie avec celle prévue par l'art. 63, al. 4. Les enfants et descendants, les héritiers du contractant, désignés par lui, conservent leur droit au bénéfice de l'assurance en cas de renonciation à sa succession.

B. *Conséquences vis-à-vis des créanciers du stipulant.*

Appliquant le principe que le bénéfice ne fait pas partie du patrimoine du contractant, l'art. 69 décide que « le capital assuré au profit d'un bénéficiaire déterminé ne peut être réclamé par les créanciers de l'assuré ».

L'article s'occupe ensuite des droits des créanciers qui peuvent être lésés par le paiement des primes.

Nous allons voir que la loi de 1930 a consacré la jurisprudence antérieure sur les droits des créanciers du stipulant d'une assurance sur la vie au profit de son conjoint.

I. Exercice de l'action oblique par les créanciers du stipulant.

1^o réclamation du capital à l'échéance du contrat,

2^o réclamation de la valeur de rachat,

3^o réclamation de la participation aux bénéfices.

II. Critique par les créanciers du stipulant des actes de leur débiteur.

1^o quand le stipulant n'est pas un commerçant en faillite,

2^o quand le stipulant est un commerçant en faillite.

I. Exercice de l'action oblique par les créanciers du stipulant.

Le souscripteur d'une assurance sur la vie a des droits qui sont exclusivement attachés à sa personne ; tels sont le droit de désigner le bénéficiaire, de révoquer l'attribution du bénéfice jusqu'à l'acceptation, et la faculté d'opter entre le rachat et la réduction après la cessation du paiement des primes. Les créanciers du contractant ne peuvent se prévaloir de l'art. 1166 pour les exercer à sa place. Mais ils peuvent intenter toutes autres actions qui auront pour résultat de faire entrer une valeur pécuniaire dans le patrimoine de leur débiteur.

Nous devons étudier l'influence du droit propre du

bénéficiaire sur la possibilité pour les créanciers du stipulant d'exercer ces actions.

Les droits de ces créanciers sont les mêmes que leur débiteur soit ou non en faillite.

1^o Réclamation du capital à l'échéance du contrat.

L'art. 69 de la loi du 13 juillet 1930 ne permet pas aux créanciers du stipulant de réclamer le capital à l'échéance du contrat, c'est-à-dire à la mort de l'assuré quand l'assurance est en cas de décès. L'assureur doit payer directement à l'époux bénéficiaire le capital ou la rente stipulés, même si l'acceptation n'est intervenue qu'après la mort du conjoint stipulant ou sa mise en faillite.

Avant 1884 la situation de l'époux bénéficiaire était bien différente. M. le conseiller Crépon, dans le rapport qui a précédé l'arrêt du 2 juillet 1884, nous dit que, si l'époux bénéficiaire n'avait pas accepté du vivant de l'époux assuré, le capital faisait partie de l'actif de la succession, il était le gage des créanciers. Cependant, la doctrine et la jurisprudence permettaient généralement à l'époux bénéficiaire d'accepter après le décès de son conjoint assuré ; seulement il recueillait le bénéfice comme un légataire, son droit datait du jour de l'ouverture de la succession, et il devait laisser les créanciers du de cujus se payer sur le capital assuré avant de pouvoir rien réclamer. Si l'époux stipulant avait été déclaré en faillite, la jurisprudence permettait au syndic de demander le rapport du bénéfice à la masse.

L'art. 69, adoptant la jurisprudence inaugurée en 1884, a mis fin à toute discussion.

Ne pouvant réclamer à l'échéance ni le capital ou la rente stipulés, ni la valeur réduite, les créanciers du stipulant ne peuvent pratiquer de saisie arrêt sur ces valeurs, ils n'ont aucun intérêt à prendre cette mesure conservatoire. La Cour de Douai avait décidé le contraire le 6 décembre 1886 ¹. A son avis, la créance était entrée dans le patrimoine du stipulant ; il avait stipulé pour lui même en se réservant le droit d'endosser des parts du bénéfice à des bénéficiaires indéterminés. Cette jurisprudence a été abandonnée.

2° Réclamation de la valeur de rachat.

Le contractant a pu exercer son droit de racheter la police en cours d'assurance. Jusqu'à l'acceptation du bénéficiaire, il est admis qu'en usant de cette faculté le stipulant a révoqué l'attribution du bénéfice. La valeur de rachat est entrée dans le patrimoine du souscripteur, elle forme le gage de ses créanciers. Mais, depuis l'acceptation du bénéficiaire, cette valeur lui est acquise irrévocablement ; les créanciers du stipulant n'y ont aucun droit.

3° Réclamation de la participation aux bénéfices.

Si le contrat avait été conclu avec une clause de participation aux bénéfices, pour savoir si les créanciers du souscripteur peuvent profiter de cette participation il faut connaître les termes de la clause. Si le capital devait être augmenté par cette participation aux bénéfices, les créanciers n'y ont aucun droit ; si le versement devait être fait en espèces, entre les mains du souscripteur, cette somme entre dans le gage des créanciers du stipulant.

1. D. 88-2-140.

*II. Critique par les créanciers du stipulant des actes
de leur débiteur*

1^o Quand le stipulant n'est pas un commerçant en faillite.

Dans ces conditions les créanciers du stipulant n'ont le droit de critiquer ses actes qu'en vertu de l'action paulienne. L'exercice de cette action contre les actes à titre gratuit du débiteur exige trois conditions : Il faut que les créanciers soient titulaires d'une créance antérieure à la libéralité, qu'ils aient souffert d'un préjudice, qu'il y ait eu fraude de la part du débiteur. Le débiteur cause un préjudice à ses créanciers s'il se rend insolvable ou augmente son insolvabilité ; il commet une fraude envers eux s'il a eu connaissance du préjudice qu'il leur cause

Les créanciers du stipulant pourront-ils exercer cette action :

- a) quant à l'attribution du bénéfice,
- b) quant aux primes.

a). *Révocation de l'attribution du bénéfice.* — Les créanciers du stipulant ne peuvent demander cette révocation ; en effet, leur débiteur ne leur a causé aucun préjudice. Le conjoint bénéficiaire a un droit propre au capital assuré dès le jour où le contrat a été fait ; ce capital n'a jamais été dans le patrimoine du stipulant, il n'a pu l'aliéner.

La jurisprudence donne cette solution depuis 1884. La loi de 1930 la consacre et la complète (art. 67 et 69). On peut dire aujourd'hui sans hésiter que le contrac-

tant n'aliène pas la créance du bénéfice, même si la police a été conclue primitivement sans désignation de bénéficiaire, et si l'attribution a été faite en cours d'assurance par un mode translatif de propriété : transport-cession, endossement, testament. Le stipulant n'a pas diminué son patrimoine, ses créanciers ne pouvaient l'obliger à s'enrichir en conservant le bénéfice du contrat, ils n'ont subi aucun préjudice.

La deuxième circonstance nécessaire à l'exercice de l'action paulienne, la fraude, fait également défaut : la fraude, en cette matière, n'est que la connaissance par le débiteur du préjudice qu'il cause à ses créanciers.

Les créanciers du stipulant ne peuvent demander la révocation de l'attribution du bénéfice.

M. Lefort¹ et M. Dupuich² soutiennent d'ailleurs que l'attribution du bénéfice ne pourrait être révoquée indépendamment du contrat d'assurance sur la vie passé entre le souscripteur et la compagnie. En effet, l'opération est « unique et forme un tout indivisible », elle doit être révoquée en entier ; or, les rapports du souscripteur et de la compagnie sont à titre onéreux ; pour pouvoir agir en vertu de l'art. 1167 C. civ. une autre condition serait nécessaire, il faudrait prouver la complicité de l'assureur, ce qui serait très difficile.

b). Exercice de l'action paulienne quant aux primes. — Le souscripteur d'une assurance sur la vie ne contracte aucune obligation, mais, chaque fois qu'il paie une prime, une valeur sort de son patrimoine.

1. Lefort, t. 2, p. 279, note 2.

2. *Assurance-vie*, n° 469.

L'art. 69 de la loi de 1930 permet aux créanciers du souscripteur d'en demander le remboursement dans le cas indiqué par l'art. 68 2^e al., c'est-à-dire lorsqu'elles sont manifestement exagérées eu égard aux facultés de l'assuré, en vertu de l'art. 1167 C. civ.

Avant la loi nouvelle des controverses existaient dans la doctrine sur la question de savoir si les primes devaient être rapportées et comment ; nous les examinerons à propos du rapport successoral et de la réduction pour atteinte à la réserve.

La Cour de cassation exigeait le rapport des primes selon les circonstances. Elle laissait le juge du fait libre de décider s'il y avait eu appauvrissement réel du patrimoine du débiteur¹.

L'art. 69 semble confirmer cette jurisprudence. Les circonstances de fait pourront seules permettre de décider si les créanciers ont subi un préjudice, si les primes sont excessives par rapport à l'état de fortune du souscripteur au moment où il les a versées.

L'action paulienne ne pourra être exercée contre les primes excessives qu'après le paiement du capital au bénéficiaire ; jusque là il ne s'est pas enrichi. Il n'est tenu au rapport que jusqu'à concurrence de son enrichissement, par conséquent, si le montant des primes excessives dépasse celui du capital, les créanciers ne toucheront que la valeur de ce capital².

2^o Quand le stipulant est un commerçant en faillite.

1. Civ. Cass. 7 août 1888, D. 89-1-118, S. 89-1-97 ; Civ. Cass. 23 juillet 89, D. 90-1-383, S. 90-1-5.

2. Poitiers, 16 janvier 1905, R. P. 1908-91.

Les actes du failli peuvent être attaqués de façon différente par les créanciers de la masse suivant la période pendant laquelle ils ont été réalisés

a. *Période qui précède le temps suspect.*

Quand un débiteur, plus tard mis en faillite, a, étant encore *in bonis*, stipulé une assurance sur la vie au profit d'un tiers, ses créanciers ne peuvent critiquer ses actes qu'en vertu de l'art. 1167 C. civ. Les règles à appliquer sont celles que nous avons examinées pour un débiteur contre lequel la faillite n'a jamais été prononcée.

Par exception les art. 559 et 564 du C. de com. donnent des solutions plus rigoureuses concernant les droits acquis, dans l'une quelconque des trois périodes de la faillite, par la femme du commerçant failli.

La jurisprudence s'était d'abord opposée, en vertu de ces articles, à l'acquisition, par la femme d'un commerçant tombé en faillite, du bénéfice d'une assurance sur la vie que son mari lui avait attribué. Avant la loi de 1930, la jurisprudence avait renoncé à appliquer ces dispositions aux assurances sur la vie. L'art. 72 écarte définitivement l'application de ces deux articles du C. de com. pour des raisons et dans des conditions différentes suivant qu'il s'agit de l'art. 559 ou de l'art. 564.

— *Art. 559* : Cet article présume que les biens acquis par la femme du failli appartiennent à son mari, ont été payés de ses deniers. Si la femme ne peut prouver le contraire, ces biens doivent être réunis à la masse.

Longtemps cet article a été appliqué au bénéfice d'une assurance sur la vie contracté par le mari au profit

de sa femme, parce que la jurisprudence estimait que ce bénéfice entraît d'abord dans le patrimoine du mari et était ensuite transmis par lui à la femme¹. Mais depuis qu'il est admis que ce droit naît directement sur la tête de la femme, on devait logiquement décider que la preuve contraire imposée à la femme était faite ; le bénéfice n'avait jamais appartenu au mari. Dès lors cet article devenait sans application à l'espèce. Cette solution, admise par la Cour de cassation dans son arrêt du 22 février 1888², est consacrée par l'art. 72 de la loi de 1930.

M. Trasbot, d'après les travaux préparatoires³, donne cependant une autre explication de l'art. 72. L'art. 559 « suppose un contrat conclu par la femme et la présomption qu'il établit reste sans application quand il s'agit d'un contrat passé par le mari avec stipulation au profit de la femme »⁴.

Dans une note sur un arrêt de la Cour de Besançon, du 22 mars 1887⁵, M. Thaller montre également que ce texte a été rédigé pour éviter les libéralités déguisées que le failli peut faire à sa femme. Or, ici, il n'existe aucune simulation, le seul texte susceptible des'appliquer est l'art. 564.

— *Art. 564.* Cet article interdit à la femme de se prévaloir, dans la faillite de son mari, des avantages que

1. Alger, 9 juin 1885, J. A. 85-580.

2. S. 88-1-121.

3. Rapport de M. Lyon-Caen sur le projet de loi de 1904. Exposé des motifs de la loi de 1930.

4. D. 1931-4-37.

5. D. 88-2-1.

lui confère le contrat de mariage, si le mari était commerçant au jour du mariage, ou l'est devenu dans l'année qui a suivi. La jurisprudence étend cette interdiction aux libéralités faites par le mari à la femme au cours du mariage. Comme dans le cas de l'art. 559 il y a présomption de fraude envers les créanciers, mais ici la preuve contraire n'est pas permise.

Le bénéfice d'une assurance sur la vie, attribué à la femme par son mari commerçant, peut-il être considéré comme un avantage soumis à cette règle ?

La Cour de cassation se prononçait généralement dans ce sens jusqu'en 1888 ; alors se produisit un changement dans sa doctrine. L'arrêt du 22 février 1888 invoque le droit direct de la femme bénéficiaire contre la compagnie pour repousser l'action du syndic de la faillite du mari en vertu de l'art. 564 C. com.

Consacrant cette jurisprudence, l'art. 72 de la loi de 1930 décide encore que l'art. 564 C. com. est sans application.

Une question se pose encore. L'arrêt du 22 février 1888 indique que « le syndic peut seulement, selon les circonstances, exiger la restitution des primes payées par le stipulant sur ses fonds personnels ».

L'art. 72 de la loi de 1930 ne fait pas mention du droit pour le syndic de s'appuyer sur l'art. 654 C. com. pour exiger la restitution des primes versées par le mari commerçant. La masse de la faillite aurait grand intérêt à invoquer cet article, elle n'aurait à prouver qu'une chose : l'avantage fait à la femme par le mari commerçant dans le contrat de mariage ou pendant le mariage.

L'intérêt existerait principalement dans l'hypothèse où le mari a contracté l'assurance sur la vie avant la période suspecte ; alors, en effet, ses créanciers ne peuvent se prévaloir que de l'art. 1167 du C. civ., ils doivent prouver la fraude en plus du préjudice.

M. Trasbot se prononce pour la négative. Il remarque que l'art. 72 paraît avoir une portée générale et écarter l'art. 364, aussi bien pour les primes versées par le mari commerçant que pour le bénéfice touché par la femme. M. Trasbot pense que cette solution favorable à l'assurance, est bien dans le sens de la loi, mais est peut-être exagérée.

Le syndic devra donc prouver que les primes payées par le mari commerçant étaient excessives eu égard aux facultés de l'assuré, pour celles versées avant la période suspecte, il devra prouver en outre l'intention frauduleuse du mari.

b. Pendant la période suspecte et après le jugement déclaratif de faillite.

— Critique de l'attribution du bénéfice.

Les actes faits par le commerçant failli pendant la période suspecte sont plus facilement annulables, ils sont soumis aux art. 446, 447 C. com. au lieu de l'art. 1167 C. civ., les créanciers n'ont pas à prouver la fraude du débiteur.

L'attribution du bénéfice d'une assurance sur la vie au conjoint du souscripteur peut-elle être considérée comme un acte translatif de propriété mobilière à titre gratuit ? Cette attribution, intervenue depuis la cessa-

tion des paiements ou dans les dix jours qui l'ont précédée, est-elle nulle de droit, en vertu de l'art. 446 C. com., relativement à la masse des créanciers ?

Non, car le stipulant ne prend pas le bénéfice dans son patrimoine, il ne l'aliène pas. Les créanciers du stipulant ne peuvent donc critiquer la souscription d'une assurance sur la vie par leur débiteur au profit de son conjoint pendant la période suspecte, ni la désignation de ce conjoint en cours d'assurance dans cette même période.

Après le jugement déclaratif de faillite le commerçant ne peut plus disposer de ses biens ni les administrer, cependant il est toujours propriétaire et garde l'exercice des droits attachés à sa personne. Il peut souscrire une assurance sur la vie au profit de son conjoint, seulement il sera peut être embarrassé pour payer les primes puisque ses biens sont indisponibles. Le failli peut avoir cependant des ressources personnelles insaisissables : un salaire, une pension alimentaire, il pourra les affecter au paiement des primes¹. Il pourra entretenir de la même façon un contrat d'assurance sur la vie antérieur à la faillite. En cours d'assurance, le failli pourra attribuer le bénéfice à son conjoint puisque cette attribution ne prive son patrimoine d'aucun valeur.

— Critique du paiement des primes.

A l'échéance du contrat, le syndic peut, en vertu de l'art. 446 C. com., demander le rapport des primes qui ont diminué l'actif de la faillite de l'époux stipulant.

Avant la loi de 1930 la Cour de cassation avait jugé

1. Douai, 14 mai 1895, J. A. 96-19; Agen 22 nov. 1880; D. 82-2-221

2. Civ. rej. 27 mars 1888- D. 88-1-193; 7 août 1888, D. 89-1-118.

plusieurs fois ² que le juge du fait devait apprécier, suivant les circonstances, si le paiement des primes avait diminué le gage des créanciers de la masse. Mais, quelles étaient ces circonstances ? La Cour de cassation n'avait pas eu l'occasion de les préciser.

La Cour de Besançon ¹ avait paru faire une distinction entre les primes prises sur les revenus et celles prises sur le capital, les dernières étant seules susceptibles de rapport. La Cour de Nancy ² exigeait des primes modiques, qui rentrent dans la catégorie des dépenses de maison, pour dispenser du rapport. En matière commerciale on désigne de cette façon les dépenses courantes de la famille, le commerçant les énonce en bloc chaque mois sur son Livre Journal où il doit, au contraire, inscrire chacune de ses opérations commerciales. Le failli pourra comprendre dans les dépenses courantes de sa maison les primes modiques d'une assurance sur la vie au profit de son conjoint ; le juge ne l'obligera pas à les rapporter. Mais il ne suffit pas de déclarer comme la Cour de Besançon et beaucoup d'auteurs que le commerçant insolvable a la libre disposition de ses revenus, qu'il peut les dépenser à son gré. Ces dépenses, disait M. Boistel, ne doivent pas être excessives. Le syndic a le droit de les contrôler un sur tableau qui doit figurer au bilan. La banqueroute simple est prononcée quand les dépenses personnelles ou de maison sont jugées excessives (585 1^o C. com).

Les juges du fait devaient donc apprécier la situation du débiteur et décider si les primes pouvaient être payées

1. 22 mars 1887, D. 88-2-1.

2. 17 janvier 1888, D. 89-1-155, note Boistel.

sans diminuer l'actif de la faillite, ou bien si leur montant devait être considéré comme faisant partie de cet actif, et même si le failli aurait dû les économiser pour augmenter son patrimoine.

C'est ce point de vue que paraît consacrer la loi du 1930 (art. 69) quand elle permet aux créanciers du failli de demander le rapport des primes, en vertu des art. 446-447 C. com., quand ces primes sont exagérées eu égard aux facultés de l'assuré.

Le juge du fait devra apprécier, selon les circonstances, pour chaque prime, s'il y a eu exagération.

c. Conséquences vis-à-vis des héritiers du stipulant.

Rapport successoral.

Et réduction pour atteinte à la réserve des héritiers.

I. Avant la loi du 13 juillet 1930.

1° pour le capital,

2° pour les primes.

II. Depuis la loi du 13 juillet 1930.

1° pour le capital,

2° pour les primes.

L'hypothèse que nous devons envisager pour que se pose le problème du rapport à succession et de la réduction pour atteinte à la réserve des héritiers est la suivante : l'époux souscripteur a stipulé à titre gratuit au profit de son conjoint une somme ou une rente payable à son décès. L'époux bénéficiaire a accepté l'attribution, soit du vivant de l'assuré, soit après sa mort et au plus tard dans les trois mois de la mise en demeure par les

héritiers de l'assuré (art. 64). L'époux bénéficiaire est vivant au moment de l'ouverture de la succession de l'assuré (art. 64 *in fine*), ou, s'il est mort, le stipulant a déclaré dans la police que le bénéfice passera dans cette hypothèse aux héritiers de son conjoint.

Pour qu'il y ait lieu au rapport successoral, prévu par l'art. 767, 9^e al. du C. civ., il faut que le conjoint de l'assuré, successeur irrégulier depuis 1891, n'ait pas été privé de ses droits par testament, qu'il ne soit pas indigne, qu'il n'ait pas renoncé à la succession, qu'il soit en concours avec d'autres héritiers du de cujus, et que le contrat d'assurance sur la vie passé à son profit ait appauvri gratuitement le patrimoine du défunt.

Les héritiers de l'assuré ne pourront intenter l'action en réduction que s'ils sont réservataires, s'ils ont accepté la succession, et estiment que leur réserve héréditaire a été entamée par ce contrat.

L'art. 68 de la loi de 1930 ne soumet aux règles du rapport et de la réduction ni le montant du bénéfice, ni le montant des primes. Ces règles s'appliquent seulement aux primes exagérées eu égard aux facultés de l'assuré.

L'art. 68 consacre les solutions de la jurisprudence la plus récente. Cette jurisprudence avait évolué ; elle avait d'abord appliqué, les règles sur le rapport et la réduction au capital assuré, puis, aux primes seulement, et encore selon les circonstances. Il nous paraît utile d'indiquer avec détails son évolution qui permet de préciser la portée de l'art. 68.

I. *Avant la loi du 13 juillet 1930.*1^o Rapport et réduction du capital assuré.

Ainsi que nous l'avons déjà vu, les arrêts de 1888¹ avaient refusé, aux créanciers de la succession, au syndic de la faillite du de cujus, toute action relative au capital assuré.

Il eut été logique de refuser aussi l'action en réduction aux héritiers réservataires et l'action en rapport aux cohéritiers du bénéficiaire, le bénéfice de l'assurance ne pouvant être considéré comme valeur successorale à leur égard et ne pas l'être à l'égard des créanciers.

C'est cependant ce qu'avait décidé la Cour de cassation le 8 février 1888. Cette contradiction avait été signalée par M. Labbé¹, M. Naquet², et par M. Thaller³, Lefort, et Dupuich. Comment s'explique-t-elle ?

La jurisprudence était très attachée au régime successoral, établi par le Code civil, qui lui paraissait nécessaire pour maintenir la stabilité de la famille, et pour sauvegarder le principe de l'égalité du partage entre les cohéritiers ; c'est pourquoi elle appliquait les règles du rapport et de la réduction au capital dont s'enrichissait le bénéficiaire.

Mais ces règles ne font pas état de l'enrichissement du donataire, elles exigent uniquement la reconstitution du patrimoine du de cujus tel qu'il était avant la donation. D'autre part, appliquer ces règles au capital assuré, c'était rendre inutile, le contrat d'assurance sur la vie

1. S. 88-2-177.

2. S. 89-2-17.

3. *Annales du droit commercial* 1888, doctrine, p. 197.

en cas de décès ; la jurisprudence ne pouvait entraver le développement de ce contrat de prévoyance. C'est pourquoi le 29 juillet 1896 la Cour de cassation a mis fin à cette contradiction en décidant que le capital assuré ne constitue pas une valeur successorale et n'est pas soumise aux règles du rapport et de la réduction ¹.

Cette jurisprudence s'est maintenue jusqu'à la loi de 1930 qui l'a consacrée.

Elle a été généralement approuvée par la doctrine. M. Thaller avait prévu, dès 1888 ², que la théorie du droit direct conduirait la Cour de cassation à placer le capital assuré en dehors des calculs du rapport ou de la quotité disponible.

Cependant, certains auteurs ont soutenu que le bénéfice devait être soumis à ces règles, même en admettant le droit direct du tiers. Pour soutenir leur théorie ils ont prétendu qu'il est inexact de dire que le patrimoine du souscripteur ne s'est pas appauvri parce que la somme assurée n'est pas sortie de ce patrimoine.

D'après M. Duhaut ³, il y a eu appauvrissement du contractant parce qu'il y a eu augmentation de son passif. En effet, le preneur d'assurance a contracté envers la compagnie une obligation de payer les primes, cette obligation indéterminée est évaluée dans la police au montant du capital assuré. Il y a donc un appauvrissement égal au montant du capital.

Mais nous savons qu'en matière d'assurance sur la vie

1. S. 96-1-361.

2. *Annales de droit commercial*, 1888 ; doctrine p. 197.

3. La Cour de cassation et l'assurance sur la vie. *Gazette du Palais*, 7 et 8 janvier 1890.

le paiement des primes est facultatif. Le souscripteur ne contracte donc aucune dette ; il ne s'appauvrit que si, en fait, il paie les primes, et ne s'appauvrit que de ces primes, et non du capital stipulé. Le rapport du capital serait donc injustifié.

Pour MM. Boistel¹, Charmont² et Vigier³ la valeur à rapporter est celle dont s'est enrichi le bénéficiaire.

Le stipulant a appauvri son patrimoine du montant du bénéfice puisqu'il l'aurait touché s'il ne l'avait pas attribué au tiers. M. Boistel a même soutenu qu'il n'y avait pas de contradiction dans la jurisprudence antérieure à 1896, car l'action des créanciers contre le bénéficiaire, et celle des héritiers, obéissent à des principes différents. Les créanciers ne peuvent agir en vertu de l'art. 1167 C. civ. ou des art. 446, 447 C. com. contre les actes par lesquels le débiteur a refusé de s'enrichir. Or, c'est le cas du débiteur qui a attribué à un tiers le profit d'une assurance sur la vie ; la créance ne faisant pas partie de l'actif successoral, les créanciers enrichiraient cet actif en faisant rapporter le capital assuré. Au contraire, tous les avantages indirects sont soumis au rapport successoral et à la réduction (853, 854 C. civ.). Il n'y a donc pas de contradiction entre les solutions de la jurisprudence que nous venons de signaler.

Cette théorie s'inspire de la jurisprudence sur la renonciation à des droits : de succession, de communauté, d'usufruit, en faveur d'une autre personne. Ces renoncia-

1. D. 89-2-155.

2. *Revue critique*, 1897, p. 337.

3. *Revue critique*, 1901, p. 211.

tions constituent des avantages indirects soumis au rapport et à la réduction. Mais ces diverses hypothèses ne peuvent être comparées à celles de l'assurance sur la vie. En cas de renonciation il y a bien appauvrissement d'un patrimoine au profit d'un autre, puisque le droit est déjà ouvert et acquis au patrimoine du renonçant qui l'a accepté pour son compte avant de le transmettre (780 C. civ.) Au contraire, le droit au capital assuré n'a jamais appartenu au stipulant, il est né sur la tête du bénéficiaire. Il est inexact de dire qu'à défaut d'attribution au tiers le stipulant aurait contracté l'assurance à son profit, et que son patrimoine aurait augmenté de la valeur du capital assuré ; le but poursuivi dans les deux hypothèses est différent.

Un autre auteur, M. Chaisemartin¹, a aussi soutenu que le bénéficiaire devait rapporter la valeur de rachat de la police. En effet, cette valeur est à la disposition du souscripteur de la police ; il peut la toucher en mettant fin au contrat, par conséquent il la donne le jour de l'attribution ; au contraire, il ne donne pas les primes, qui disparaissent dès qu'elles sont touchées par l'assureur.

Mais la valeur de rachat n'est que le remboursement anticipé de la réserve, c'est-à-dire du trop perçu sur les primes ; cette valeur ne correspond pas à l'appauvrissement réel du souscripteur. Or, en matière de rapport et de réduction, il faut considérer ce qui est sorti effectivement du patrimoine du donateur.

1. Thèse Paris, 1902.

2^o rapport et réduction des primes.

Les primes payées sont réellement sorties du patrimoine du stipulant.

L'arrêt de la Cour de cassation de 1896 n'avait pas statué sur le rapport et la réduction des primes, la question ne lui avait pas été posée.

En 1897 M. Thaller¹, approuvant la nouvelle jurisprudence qui affranchissait du rapport le capital assuré, souhaitait voir s'étendre cette dispense aux primes. M. Thaller ne voulait faire rapporter à la succession que la dernière prime annuelle. Il expliquait ainsi cette solution. La somme des primes versées par le contractant n'a pas servi à constituer le capital payé au bénéficiaire. En effet, les souscripteurs d'une même catégorie forment une mutualité ; les sommes versées aux bénéficiaires par la Compagnie au cours d'une année d'assurance sont constituées par les primes annuelles fournies par l'ensemble du groupe. C'est la dernière prime, prix du risque couru dans la dernière année de l'assurance, qui doit être rapportée à la succession, car ; c'est grâce à elle, que le capital a été payé au bénéficiaire.

M. Wahl a réfuté cette théorie².

Il est faux de dire que les annuités, versées par les souscripteurs d'une même catégorie, soient suffisantes pour la constitution des capitaux échus dans une année. Les compagnies sont obligées de constituer des réserves qui leur permettent d'équilibrer leurs opérations ; elles placent leurs fonds, et les intérêts les aident à constituer

1. La réforme sociale, p. 893.

2. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1902.

les capitaux. Enfin, il est évident que le montant des primes versées par le contractant a bien son importance pour la formation du capital perçu par le tiers, puisque ce capital est diminué lorsqu'il y a interruption dans le paiement des primes. Au surplus la dernière prime ne correspond pas au risque de la dernière année, car les premières annuités sont majorées, les dernières sont réduites.

Les civilistes, comme MM. Balleydier et Capitant ¹, se prononçaient, au contraire, pour le rapport des primes : Si le capital est sorti du patrimoine de l'assureur, les primes ont été versées par le souscripteur. Le bénéfice, il est vrai, n'est pas le produit de la capitalisation des primes, sa formation s'explique par le mécanisme de l'assurance, mais les primes ont été versées dans le but d'enrichir le bénéficiaire de ce capital. Le bénéficiaire a donc reçu un avantage indirect qui s'apprécie, au point de vue du rapport et de la réduction, par le montant de l'appauvrissement du souscripteur.

Mais comment chiffrer cet appauvrissement, faudrait-il rapporter le montant total des primes ? Ce montant peut être égal au capital assuré ou même supérieur, le faire rapporter intégralement serait anéantir l'œuvre de prévoyance du contractant, faire disparaître les heureux effets de la dispense de rapport du capital assuré, et parfois imposer une charge lourde au bénéficiaire. Cette solution, contraire au principe même de l'assurance, est évidemment inadmissible, et il a fallu trouver le principe d'une distinction entre les primes.

1. *Livre du centenaire*, p. 545.

Certains auteurs ont pensé qu'ils pouvaient distinguer entre les primes payées par le contractant sur son capital et celles prises sur ses revenus. Ils se sont fondés pour le faire, d'une part, sur les dispositions des art. 852, 856, 928 C. civ, et d'autre part, sur la jurisprudence qui s'est établie sur ces articles.

En effet, l'art. 852 dispense du rapport certaines dépenses faites par le de cujus au profit de son héritier, et prélevées généralement sur les revenus ; l'art. 856 permet à l'héritier tenu au rapport de garder les fruits et revenus de la chose donnée jusqu'à l'ouverture de la succession ; l'art. 928 donne la même solution en ce qui touche les fruits de ce qui excède la quotité disponible.

Il semble résulter de ces textes que l'esprit de la loi est de dispenser du rapport et de la réduction toute libéralité prise sur les revenus.

La jurisprudence, quoique avec hésitation, paraissait arriver aux mêmes solutions chaque fois qu'il y a lieu de restituer des fruits ou des revenus.

Dans une première période, tout en déclarant que la renonciation à un droit d'usufruit est une donation rapportable, elle a décidé que des fruits donnés, reconnaissables comme tels, n'étaient pas rapportables, en se fondant sur les art. 852 et 856 C. civ.

Dans une deuxième période, il est vrai, un arrêt de la Chambre des requêtes a refusé de dispenser du rapport une donation de revenus ne rentrant pas dans les prévisions de l'art. 852, par la raison que, pour savoir si une donation est rapportable, il faut considérer non l'origine

des fonds donnés, mais la cause et la nature de la dépense ¹.

Mais, dans une troisième période, la Chambre civile, dans un arrêt du 27 novembre 1917², a dispensé de nouveau du rapport une libéralité de fruits et revenus en s'appuyant sur l'art. 856. D'après cet arrêt cette disposition est fondée : 1° sur la volonté présumée du donateur, 2° sur le défaut d'appauvrissement du donateur qui aurait pu consommer ces fruits, et sur le défaut d'enrichissement du donataire qui a pu les dépenser au fur et à mesure de leur échéance.

Pour appliquer ces articles du C. civ. et cette jurisprudence à la matière des assurances sur la vie, et arriver ainsi à dispenser du rapport et de la réduction les primes payées sur les seuls revenus du contractant, les auteurs dont nous exposons la doctrine ont fait deux raisonnements. Le premier vise à la fois le rapport et la réduction, le second s'applique seulement au rapport.

— *Premier raisonnement.* Aucune libéralité prise sur les revenus ne doit être soumise au rapport ou à la réduction. En effet les revenus sont destinés à être dépensés. Les libéralités portant sur les revenus ne sont qu'un emploi normal de ces revenus et dès lors n'appauvrissent pas le donateur. Cette doctrine doit être appliquée aux assurances sur la vie. En payant les primes le contractant ne fait qu'un emploi normal de ses revenus. S'il n'avait pas contracté l'assurance, il aurait vécu plus largement, et dès lors ses héritiers n'auraient pas trouvé

1. Req. 13 avril 1899 ; S. 1900-1-185 ; note Boistel.

2. S. 1917-1-106.

d'avantage dans sa succession. Le contractant ne s'est pas appauvri, donc, il n'y a pas lieu à rapport des primes ¹.

M. Wahl a réfuté ce premier raisonnement de la manière suivante : l'art. 856 dit bien que les fruits et intérêts des choses sujettes à rapport ne sont dus que du jour de l'ouverture de la succession, mais il ne dit pas que toutes les libéralités faites au moyen de sommes prises sur les revenus échappent aux règles du rapport ou de la réduction. En fait, d'ailleurs, il est inexact de dire que le contractant ne s'est pas appauvri par le paiement des primes parce qu'il les eut dépensées en vivant plus largement. Il aurait pu les capitaliser, faire un placement, acheter un immeuble que ses héritiers auraient trouvé dans sa succession. Le système proposé aboutirait parfois à établir des inégalités entre les héritiers. Un père de famille fait une donation de primes sur ses revenus à l'un de ses enfants ; il fait la même donation à un autre de ses enfants, mais il prélève les primes sur le capital. Faudra-t-il dispenser du rapport la première libéralité et y soumettre la seconde ? Ce serait contraire à l'égalité que la loi veut établir entre les cohéritiers.

Enfin, si un contractant a pu, tout en payant les primes sur ses revenus, économiser encore certains revenus pendant plusieurs années d'abondance, et est obligé les années suivantes de payer le reste de ses primes sur ses économies des années antérieures, dirons nous que le bénéficiaire sera obligé de rapporter les dernières

1. De Caqueray, *Revue pratique de droit civil*, 1863, t. 16, p. 196.

2. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1902, p. 42 et suiv.

primes parce qu'elles sont prises sur des revenus économisés ? C'est inadmissible.

— *Deuxième raisonnement.* Pour résoudre la même difficulté M. Dupuich¹ s'est fondé sur l'analogie existant entre la situation du bénéficiaire d'une assurance sur la vie et celle d'un légataire.

Comme le légataire, le bénéficiaire d'une assurance en cas de décès du stipulant ne reçoit rien au moment où l'assurance est contractée. Il ne reçoit quelque chose qu'à la mort du contractant et c'est justement à ce moment qu'on lui demande de rapporter tout ce qu'il a touché. Le rapport des primes est donc, dans cette hypothèse, incompatible avec le but de l'assurance.

Comme le légataire, par conséquent et pour la même raison, le bénéficiaire doit être réputé dispensé du rapport, parce que s'il rapportait intégralement les primes il ne recevrait rien, ce qui serait contraire à la volonté du contractant et inconciliable avec le contrat d'assurance en cas de décès.

Ce n'est que lorsque les circonstances démontrent, en fait, que le contractant s'est appauvri par le paiement des primes, que la présomption doit partiellement être écartée, et que la partie des primes qui correspond à l'appauvrissement doit être rapportée. Cette solution n'est pas en contradiction avec l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 13 avril 1899 qui déclare avec raison que les libéralités prises sur les revenus ne sont pas dispensées du rapport par application de l'art. 852. En effet,

1. D. 1910-2-331, note Dupuich.

l'art. 852 prévoit une dispense de rapport légale, tandis que M. Dupuich admet une dispense tacite de rapport, résultant de la volonté du contractant.

— *Jurisprudence.*

La Cour de cassation a paru faire la distinction des primes prises sur le capital ou sur le revenu dans un arrêt du 4 août 1908 ¹. Elle déclarait que les bénéficiaires devaient rapporter les primes que le défunt avait versées « en les prenant sur son capital. » Mais ce n'était qu'une apparence. En réalité l'arrêt relevait le prélèvement des primes sur le capital « comme une simple circonstance de fait qui avait autorisé la Cour d'appel à déclarer qu'il y avait lieu au rapport de ces primes dont le contractant s'était appauvri ».

Généralement la Cour de cassation se contentait de dire que les primes sont soumises au rapport et à la réduction selon les circonstances, elle laissait le juge du fait les apprécier, mais elle voulait exercer un contrôle, le juge devait indiquer de quels éléments se compose la somme rapportable.

Le rapport n'est dû que jusqu'à concurrence du capital touché ². En 1902 M. Wahl donnait déjà cette solution, il l'expliquait ainsi : Pour qu'il y ait lieu à rapport d'un avantage indirect il faut un enrichissement du gratifié ; c'est ce que nous montre l'examen de l'art. 853. C. civ. qui soumet au rapport les « profits » que l'héritier a pu retirer des conventions passées avec le défunt (qui pré-

1. D. 1909-1-185, S. 1909-1-5.

2. 4 août 1908, S. 1909-1-5, note Lyon-Caen ; 2 août 1909, S. 1910-1-540 ; 30 mai 1911, S. 11-1-560.

sentaient pour lui un avantage indirect). Au contraire le rapport serait dû, à l'exclusion de tout enrichissement du bénéficiaire, si les primes étaient passées directement du patrimoine du souscripteur dans le sien. Cette solution est d'ailleurs imposée par l'équité.

Les circonstances de fait peuvent permettre de présumer la volonté du de cujus, et de dispenser ses héritiers du rapport successoral, mais la volonté du défunt ne peut rien contre la réserve : toutes les libéralités doivent être réduites, sauf l'exception prévue pour raison d'équité par l'art. 928 C. civ. L'unique question est de savoir si la réserve a été atteinte. Le juge devra rechercher si le paiement des primes a appauvri le stipulant ; cet appauvrissement s'apprécie d'après les circonstances.

En résumé, la dispense de rapport ou de réduction ne résultait pas, pour la jurisprudence, de la seule circonstance que les primes avaient été prélevées sur les revenus du contractant, ce n'était qu'un élément d'appréciation pour le juge.

II. Depuis la loi du 13 juillet 1930

1^o pour le capital.

D'après l'art. 68 le capital échappe aux règles du rapport et de la réduction en vertu du droit direct. Cette règle s'applique, pour M. Perreau, même s'il s'agit de protéger la réserve spéciale aux enfants (1094 C. civ.), quand le bénéfice a été attribué par un époux à son conjoint, ou la réserve spéciale aux enfants d'un premier mariage (1098), si le bénéficiaire est le second conjoint. La loi n'a rien dit, et, comme dans l'ensemble elle favo-

rise le conjoint, le bénéfice qu'il recueille doit échapper à la réduction dans tous les cas¹.

Le souscripteur pourra-t-il imposer le rapport à son héritier dans la police ? Oui, dit M. Perreau, il est vrai que l'art. 68 n'est pas cité par l'art. 2 parmi ceux pouvant être modifiés par la convention des parties, mais le bénéficiaire n'est pas partie au contrat d'assurance, l'art. 2 ne vise pas ses rapports avec le stipulant.

MM. Planiol, Ripert et Vialleton se prononçaient en sens contraire avant la loi de 1930. Le souscripteur ne peut imposer à son héritier, bénéficiaire de l'assurance, le rapport du capital, parce qu'il ne l'a pas reçu à titre de donation du de cujus².

L'opinion de M. Perreau nous paraît préférable. L'obligation au rapport du capital n'est qu'une condition de la libéralité, acceptée par le bénéficiaire. Rien ne s'oppose à ce que l'intention du stipulant soit respectée.

2^o Pour les primes.

D'après l'art. 68 al. 2 les primes, en principe, ne sont ni rapportables ni réductibles ; seules les primes manifestement exagérées eu égard aux facultés de l'assuré seront soumises à ces règles.

Pour M. Capitant, la loi de 1930 confirme la jurisprudence antérieure³.

M. Perreau pense que la loi a quelque peu innové ; elle consacre la distinction des primes prises sur le capital ou sur les revenus. Seront excessives, dit M. Perreau, les

1. R. G. A. T. 1931, p. 128.

2. *Traité pratique de droit civil. Successions*, t. 7, n° 615.

3. R. G. A. T., 1930, p. 802 et suiv. (art. 68).

primes prélevées sur le capital ou bien celles prises sur le revenu dont le paiement obligerait le souscripteur à vivre sur son capital¹.

Au contraire, M. Ripert² estime, avec raison selon nous, que la loi se serait nettement prononcée si elle avait voulu consacrer cette distinction.

Comme avant 1930 les juges devront apprécier, suivant les circonstances, s'il y a exagération, que les primes soient prises sur le capital ou sur les revenus. Cependant, comme les primes sont généralement périodiques, il est très exact que le juge déterminera souvent leur exagération en comparant la prime annuelle aux revenus annuels du souscripteur, après avoir déduit de cette quotité ce que le souscripteur a touché à titre de participation aux bénéfices.

Quand le juge aura décidé qu'une prime est excessive, il faudra la rapporter à l'actif successoral *en entier*, dit M. Perreau, et non pour la part que forme l'exagération. En effet, les aliénations de capitaux, interdites aux incapables sont annulées pour le tout. D'autre part, la dispense de rapport et de réduction étant une exception au droit commun doit être entendue restrictivement.

Cette proposition nous paraît peu conforme à l'esprit de la loi. En premier lieu le paiement d'une prime excessive ne constitue pas nécessairement une aliénation de capital. En second lieu la loi dispense les primes du rapport; l'exception à la règle c'est donc l'obligation au rapport, cette exception doit être interprétée restric-

1. R. G. A. T., 1931, p. 730.

2. Cours sur les donations, 1930-31.

tivement. Pourquoi le juge ne déterminerait-il pas en fait de combien les primes sont excessives, de manière à faire rapporter seulement l'excès ?.

Le souscripteur peut-il dispenser le bénéficiaire des règles sur le rapport et la réduction dans la police ? Il peut décider que l'exagération des primes ne sera pas rapportée, mais il ne peut porter atteinte à la réserve de ses héritiers, le rapport fictif est toujours dû.

Lorsque la quotité disponible a été dépassée il faut réduire les libéralités faites par le de cujus par ordre de date. Quelle date faut-il envisager pour les primes excessives ; le jour où le contrat d'assurance a été conclu, ou bien le jour où chacune de ces primes excessives a été payée ?

C'est la première date qui importe, dit M. Wahl¹. Les primes sont dues en vertu du contrat d'assurance. L'assureur a, dès ce jour là, une créance contre le souscripteur pour leur montant total. La réduction doit s'attaquer d'abord aux donations les plus proches de l'ouverture de la succession ; si, en arrivant au jour où le contrat d'assurance a été fait, la réserve est encore entamée, on réduira l'ensemble des primes.

M. Lefort² est d'un avis contraire. L'assureur n'a pas de créance contre le preneur pour le paiement des primes, ce paiement est facultatif. Il faudra réduire les primes exagérées successivement en commençant par la plus récente pour finir par la plus ancienne.

1. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1902, n° 69, p. 66.

2. *Op. cit.*, t. 2, p. 277.

Pour M. Capitant ¹ la libéralité se place au moment du contrat, date où apparaît l'*animus donandi*. C'est à cette opinion traditionnelle que se range M. Perreau ².

La loi de 1930 ne résout pas la question. Il semble préférable de s'en tenir à cette dernière opinion. Sans doute, le contrat d'assurance ne fait pas naître de droit de créance pour le montant des primes, et le paiement de chaque annuité est nécessaire pour la continuation de l'assurance ; mais le contrat est un, il se forme une fois pour toutes le jour où il est passé, et l'intention libérale du souscripteur vis-à-vis du bénéficiaire apparaît à ce moment, il a la volonté de l'enrichir en consentant un gros sacrifice chaque année pour toute la durée du contrat.

La règle du paiement facultatif des primes est une nécessité économique, personne ne voudrait s'engager pour une durée peut-être très longue et sans savoir si ses ressources seront toujours suffisantes, mais cette règle n'a pas d'influence sur l'*animus donandi* du souscripteur.

TROISIÈME SECTION

LA RÈGLE DE L'ART 1097 C. CIV.

VALIDITÉ DE L'ASSURANCE CONJOINTE AU PROFIT DU SURVIVANT DES ÉPOUX.

L'art. 73 de la loi de 1930 consacre la validité de l'assurance sur deux têtes quand elle intervient au profit du survivant des deux époux.

1. Colin et Capitant, 5^e édit. t. 3, p. 742.

2. R. G. A. T., 1931, p. 733.

La jurisprudence et la doctrine antérieures à la loi permettaient déjà cette forme d'assurance extrêmement pratique ; seulement, il y avait des divergences sur les raisons de cette validité.

La règle qui aurait pu interdire cette forme d'assurance sur la vie est celle énoncée dans l'art. 1097 C. civ. Il défend aux époux de se faire entre vifs aucune donation mutuelle et réciproque par un seul et même acte. Cette défense de pure forme est destinée à sauvegarder une règle de fond. Chaque époux doit pouvoir révoquer, en vertu de l'art. 1096, la donation qu'il a faite à son conjoint ; chaque acte de donation doit donc être matériellement distinct pour rester à la disposition du donateur. Quand les époux font un partage d'ascendants, est nulle la clause de réserve d'usufruit au profit de l'époux survivant contenue dans ce partage.

L'assurance réciproque contient-elle une donation mutuelle, l'art. 1097 lui est-il applicable ?

Voici les divergences qui s'étaient produites en jurisprudence. La Cour de Douai, le 31 janvier 1876 (arrêt Théodat), avait soutenu que ce contrat était à titre onéreux : chaque époux a stipulé pour lui-même et s'est personnellement assuré sur la tête de son conjoint pour la moitié du bénéfice ; et aléatoire : chacun des époux a consenti à perdre sa part en cas de décès, pour gagner, en cas de survie, le montant intégral de l'assurance. C'était aussi l'avis de la Cour de Rennes le 9 février 1888¹.

Cette théorie avait été approuvée par M. Labbé dans

1. S. 88-2-121.

sa note sur cet arrêt. Comme les Cours d'appel de Douai et de Rennes, il déduisait le caractère onéreux de cette opération du fait que les parties font un sacrifice mutuel et de la nature indécomposable du contrat. Se prononçaient aussi en ce sens M. l'avocat général Bédarrides dans ses conclusions sur l'arrêt Théodat, M. Lefort¹ et les autorités qu'il cite.

Mais la Cour de cassation, saisie d'un pourvoi contre l'arrêt de Douai, s'était prononcée en sens contraire. Le contrat d'assurance sur deux têtes contient deux assurances distinctes, réunies dans la même police. Chaque époux a stipulé au profit de son conjoint, il y a donc donation mutuelle ; seulement chaque stipulation est conditionnelle et une seule donation se réalisera au profit du survivant.

Si on admet cette analyse du contrat, la question de l'application de l'art. 1097 et de la validité de l'assurance réciproque se pose.

M. Lyon-Caen y répondait dans sa note sur l'arrêt de Douai. Il y a donation mutuelle, mais la règle de l'art. 1097 ne s'applique qu'aux donations faites par acte notarié et non à des libéralités accessoires d'un contrat à titre onéreux, celles-là sont dispensées de forme. C'est le cas de l'assurance réciproque.

Le traité² de MM. Planiol, Ripert et Nast de 1925 déclarait : « Il n'y a aucune raison théorique de prendre partie entre l'une ou l'autre explication, tout dépend de la volonté des parties, et la question n'est qu'une question d'interprétation de volonté.

1. *Nouveau traité de l'assurance sur la vie*, t. 2, p. 373.

2. *Traité pratique de droit civil*, t. 8, n° 214.

L'art. 73 de la loi de 1930 consacre la validité de l'assurance réciproque en un seul et même acte, mais elle ne se prononce pas sur le caractère gratuit ou onéreux de l'opération.

Parmi les commentateurs de cette loi, MM. Ancey et Sicot¹ déclarent que « cet acte pourrait être considéré comme fait à titre onéreux, l'assurance de l'un étant la contre partie et la condition de l'assurance de l'autre conjoint ». L'exposé des Motifs et les autres commentateurs de la loi ne nient pas que l'opération puisse présenter un caractère gratuit, mais, disent-ils, il ne peut y avoir donation du capital assuré parce que ce capital n'était pas dans le patrimoine du donateur. Pour les primes il faut distinguer, dit M. Trasbot : si elles sont modiques le souscripteur ne s'est pas appauvri, il n'y a pas de libéralité, mais, si les primes sont exagérées, on ne peut nier la donation mutuelle. Dans ce dernier cas l'art. 1097 devrait s'appliquer ; mais les commentateurs, à la suite de l'exposé des motifs, sont d'avis de l'écarter pour la raison donnée par M. Lyon-Caen et adoptée par la Cour de cassation.

Donc, de l'avis de tous, l'application de l'art. 1097 devait être écartée même si on voit dans l'assurance sur deux têtes une donation mutuelle entre époux.

1. La loi sur le contrat d'assurance.

CHAPITRE II

Règles spéciales au cas où les époux sont communs en biens

Art. 71. « Le bénéfice de l'assurance contractée par un époux commun en biens en faveur de son conjoint constitue un propre pour celui-ci.

Aucune récompense n'est due à la Communauté en raison des primes payées par elle, sauf dans les cas spécifiés dans l'art. 68 2^e al. ».

Nous avons vu que tout autre régime matrimonial que la Communauté n'exerce pas d'influence sur l'attribution du bénéfice de l'assurance au conjoint du souscripteur. Les époux sont dans la même situation que des étrangers ; leurs patrimoines sont séparés, la créance contre l'assureur est propre à l'époux bénéficiaire. La seule question qui se pose est celle de savoir qui des deux époux a fourni les primes. Le patrimoine de cet époux s'étant appauvri de l'excès des primes il faudra le rapporter à sa succession, réellement au profit de ses créanciers et des cohéritiers de l'époux bénéficiaire, ou fictivement pour établir la quotité disponible.

Examinons à ce point de vue les régimes matrimoniaux autres que la communauté.

— *Régime de la séparation de biens.*

Chaque époux a la libre administration et la jouissance de ses biens propres.

Deux cas peuvent se présenter :

1^o Si l'un des époux veut désigner son conjoint comme bénéficiaire d'une assurance sur la vie, il paie les primes sur ses revenus propres ; au décès du stipulant l'exagération des primes devra être rapportée à sa succession.

2^o Si les deux époux contractent une assurance conjointe au profit du survivant, chacun paie la moitié des primes ; alors le survivant devra rapporter la moitié de l'excès des primes à la succession du prédécédé.

— *Régime exclusif de communauté.*

Les deux patrimoines sont séparés, mais le mari a la jouissance et la gestion des revenus propres de sa femme afin de subvenir aux besoins du ménage. En conséquence, s'il contracte une assurance sur la vie au profit de sa femme, il est toujours censé fournir les primes, qu'il les prélève sur ses revenus personnels ou sur ceux de sa femme. La femme bénéficiaire survivante devra donc rapporter l'excès des primes à la succession du mari.

Quand le contrat est conclu par la femme au profit du mari, si elle paie les primes sur la nue propriété de ses propres, son patrimoine s'appauvrit et les règles du rapport s'appliquent au profit de sa succession ; mais, si les primes sont prélevées sur les revenus de ses propres, le mari est censé les fournir ; la situation est la même que s'il contractait une assurance à son profit sur la tête de sa femme.

Si l'assurance est réciproque au profit du survivant et que la femme survive, le patrimoine du mari se sera appauvri de l'excès des primes, s'il les a payées sur ses revenus ou sur ceux de la femme ; de la moitié de cet excès, si la femme a prélevé cette part sur la nue propriété de ses propres.

Si l'époux survivant est le mari, la succession de la femme n'aura rien à réclamer, sauf si la femme a payé la moitié des primes sur la nue propriété de ses propres ; il y aura lieu au rapport de la moitié de l'exagération.

— *Régime dotal.*

Si la femme n'a que des biens paraphernaux, elle en a l'administration et la jouissance ; il faut appliquer les mêmes règles que pour le régime de la séparation de biens.

Si la femme n'a que des biens dotaux, le mari a l'administration et l'usufruit de ces biens comme dans le régime exclusif de communauté. Par suite, s'il paie les primes de l'assurance sur la vie au profit de sa femme sur les revenus dotaux, il est réputé les fournir sur ses biens personnels, à moins que la femme ne se soit réservée la jouissance et l'administration d'une part de ces revenus ; alors, en effet, les primes prises sur cette part seront réputées payées par la femme.

Si la femme a à la fois des biens paraphernaux et des biens dotaux, il faudra faire place aux deux sortes de règles précédemment énoncées.

— *Régime de la communauté.*

Ce régime établit un troisième patrimoine distinct de celui des deux époux, patrimoine dont les époux sont

copropriétaires, mais dont le mari a l'administration et la disposition dans une mesure réglée par la loi, et qui sera partagé entre les époux ou leurs héritiers lors de la dissolution de la Communauté.

La présence de ce patrimoine a posé deux questions en matière d'assurance sur la vie contractée par un époux au profit de son conjoint

1^o Le capital assuré entre-t-il en communauté ou devient-il bien propre de l'époux bénéficiaire ?

2^o Si ce bien lui est propre, le bénéficiaire ne doit-il pas récompense à la Communauté pour les primes dont elle s'est appauvri pour enrichir le bénéficiaire ?

Sommaire :

I. Le bénéfice du contrat constitue un bien propre pour l'époux désigné commun en biens.

1^o Doctrine et jurisprudence avant la loi de 1930.

A. Assurance contractée au cours du mariage par un époux au profit de l'autre.

B. Assurance contractée avant le mariage

C. Assurance réciproque au profit du survivant.

2^o Solutions de la loi de 1930.

II. Les récompenses.

1^o Doctrine et jurisprudence avant 1930.

A. principe de la récompense,

B. question de l'origine des primes.

C. quantum de la récompense.

2^o La récompense depuis la loi de 1930.

A. principe de la récompense.

B. quantum.

I. Le bénéfice du contrat constitue un bien propre pour l'époux désigné commun en biens.

1^o Doctrine et jurisprudence antérieures à 1930.

A. *Assurance contractée au cours du mariage par un époux au profit de l'autre.* — Généralement l'assurance sera stipulée par le mari au profit de la femme, et les primes, pour l'entretien du contrat, seront prélevées sur la communauté. En effet, la femme n'a pas de revenus à sa disposition pour payer les primes d'une assurance au profit de son mari. Cependant un tiers pourrait lui fournir l'argent nécessaire, mais alors ce tiers serait le véritable créateur de l'assurance. La femme pourrait aussi, avec l'autorisation du mari, prélever cette somme sur ses biens propres, sur ses biens réservés, en vertu de la loi de 1907, ou même, d'après certains auteurs, sur les biens communs.

Dans toutes ces hypothèses, au moment où l'assurance est conclue, les trois patrimoines sont constitués. Quel va être le sort du bénéfice attribué à l'un des conjoints ?

La réponse ne serait pas douteuse d'après l'art. 1401 C. civ. D'après cet article, qui règle la composition de la communauté légale : tout le mobilier qui échoit aux époux pendant le mariage à titre de succession ou même de donation entre en communauté. A la dissolution de la communauté l'actif doit être partagé entre les deux époux ou entre l'époux survivant et les héritiers de l'autre. Si la femme survit, elle devra accepter ou renoncer à la communauté ; si elle accepte elle recueillera la moitié du bénéfice, mais, si elle renonce, elle perdra tout le capital assuré.

Or ce résultat paraît tout à fait contraire à l'intention du souscripteur ; s'il a désigné son conjoint comme bénéficiaire c'est pour qu'il recueille le capital en entier. Il faut donc faire de ce capital un propre. Comment peut-on y arriver malgré l'art. 1395 C. civ. qui ne permet pas de modifier les conventions matrimoniales au cours du mariage, par conséquent de faire un propre d'un bien qui devrait être commun d'après le contrat de mariage ? Cela paraît impossible.

Cependant, avant la loi de 1930, qui dit formellement que ce bénéfice constitue un propre, la jurisprudence et la doctrine s'étaient efforcées de construire des théories pour arriver à ce résultat.

— *Première théorie.*

Pour expliquer le caractère propre du bénéfice certains auteurs et arrêts avaient dit que la créance contre l'assureur n'apparaissait qu'au moment de la dissolution de la communauté, elle ne pouvait donc faire partie de ce patrimoine¹.

Mais ce système confondait le capital assuré, touché par le bénéficiaire à la dissolution de la communauté, et le droit de créance, qui naît au jour de la passation du contrat, qui ne sera exigible qu'à l'échéance, mais qui forme une valeur active susceptible de figurer dans un patrimoine, d'être transmise, et qui devrait, par suite, tomber dans la communauté au moment où l'assurance est contractée.

1. Couteau, t. 2, n° 565 ; note Thaller, D. 88-2-1 ; Baudry Lacantinerie Lecourtois et Surville, t. 1, n° 283 ; D. 1901-2-240.

— *Deuxième théorie.*

Une autre théorie voulait exclure le bénéfice de l'assurance de la communauté en vertu du droit direct du bénéficiaire. Le capital assuré est propre à l'époux bénéficiaire puisque son droit naît au jour du contrat ; il devra seulement tenir compte des primes à la succession du prédécédé. C'était l'avis de M. Lefort¹ et c'était aussi le système adopté par la Cour de Paris dans deux arrêts².

Mais, le fait que la créance contre l'assureur se forme sur la tête du bénéficiaire n'empêche pas ce droit d'entrer dans la communauté. En effet, la circonstance que le bénéfice ne passe pas dans le patrimoine du souscripteur avant d'arriver au bénéficiaire empêche bien le bénéfice de tomber en communauté du chef du souscripteur, mais ne l'empêche pas d'y tomber du chef du bénéficiaire, toutes les acquisitions mobilières des époux pendant la durée de la communauté devant subir ce sort.

— *Troisième théorie.*

Dans ses conclusions sur l'arrêt Théodat, M. l'avocat général Bédarrides³ s'appuyait sur l'art. 1437 qui exige une récompense pour la communauté toutes les fois qu'un époux a retiré un profit personnel des biens de la communauté. Il déduisait de cet article qu'il est permis à un époux d'acquérir des propres avec les deniers communs, sauf récompense.

M. Labbé avait réfuté ce système, dans une note au

1. *Nouveau traité*, t. 2, p. 354 ; Cour de Paris, 26 novembre 1878, S. 79-2-44, 4 juin 1878, S. 80-1-338.

2. D. 77-1-244.

Recueil Sirey¹, en indiquant que l'art. 1395 interdisait aux époux de modifier les conventions matrimoniales, et d'acquérir des biens propres avec des biens communs, à l'exception des cas de remploi limitativement déterminés. Mais, il ajoutait qu'il n'est pas interdit de se servir des deniers communs pour conserver un bien propre. Nous arrivons ainsi à une quatrième opinion.

— *Quatrième théorie.*

Elle excluait le bénéfice d'assurance sur la vie de la communauté comme meuble ayant un caractère strictement personnel. De cette catégorie de meubles font partie les indemnités délictuelles allouées à l'un des époux communs en biens, l'indemnité d'assurance servie à la victime par un assureur. Toutes ces valeurs sont propres à l'époux bénéficiaire parce que leur nature répugne à toute mise en communauté ; leur attribution à un des époux a pour but de réparer un préjudice qui lui est personnel. Le contrat d'assurance sur la vie a pour objet lui aussi de sauvegarder un intérêt personnel au bénéficiaire, il ne doit pas entrer en communauté².

M. Dupuich reprochait à cette théorie de ne reposer sur aucun texte de loi³.

— *Cinquième théorie.*

Elle expliquait le caractère propre du bénéfice de la manière suivante : La créance contre l'assureur, qui naît au cours du mariage, est une valeur mobilière, elle

1. S. 77-1-397. col. 3.

2. Labbé, même note ; Josserand, t. 3, p. 173.

3. *Assurance-vie*, 1922, p. 627.

entre en communauté, mais le mari, chef de la communauté, a le droit de disposer des effets mobiliers de la communauté à titre gratuit et particulier au profit de toute personne, pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit. (1422 C. civ.). Le mari pourra donner cette valeur à la femme. La jurisprudence a adopté plusieurs fois cette explication¹, mais celle-ci a été l'objet de vives critiques.

En premier lieu, on a dit qu'elle ne peut s'appliquer à l'assurance contractée par la femme au profit du mari, car la femme ne peut disposer des biens de la communauté pendant le mariage².

D'autre part, M. Dupuich a montré que les conséquences de cette théorie la rendent inacceptable. Avant d'être transformée par la donation en bien propre de la femme bénéficiaire, la créance est entrée en communauté; elle est donc devenue le gage des créanciers du mari et de la communauté, et elle sera soumise au rapport successoral et à la réduction des libéralités pour atteinte à la réserve au décès du mari, soit pour le tout, si la femme renonce à la communauté, soit pour la moitié, si la femme est acceptante, l'autre moitié lui appartenant comme copropriétaire de la masse commune. Il faut arriver, disait M. Dupuich, non pas à faire sortir de la communauté le bénéfice du contrat, mais à empêcher qu'il y entre.

1. Amiens, 25 février 1880, S. 81-1-337, D. 82-1-99; Douai, 16 janvier 1897, D. 97-2-425.

2. Dupuich, *op. cit.*, p. 623. Cass. 15 février 1877, D. 77-1-342. Contra. Planiol et Ripert, t. 2, p. 777.

— *Sixième théorie.*

Elle trouvait dans l'art. 1401 lui-même le moyen d'empêcher le bénéfice d'entrer en communauté. Cet article fait entrer dans la communauté le mobilier qui échoit aux époux pendant le mariage, si le donateur n'a exprimé le contraire. On admet que cette volonté du donateur peut être implicite. Quand un époux contracte une assurance sur la vie au profit de son conjoint, on doit présumer son intention d'exclure le bénéfice de la communauté. Ce qu'il désire, c'est attribuer à son conjoint tout le profit du contrat, et non faire profiter ses héritiers de la moitié, autrement il aurait souscrit l'assurance sous une autre forme.

C'était la solution adoptée par la majorité des auteurs et, semble-t-il, par la jurisprudence qui ne motivait pas ses arrêts¹.

Dans cette théorie, lorsque le mari est stipulant, il est tout naturel de lui reconnaître le pouvoir d'exclure de la communauté le droit qui est né directement sur la tête de sa femme, puisqu'il a des pouvoirs presque illimités sur cette communauté. Mais, si la femme contracte au profit de son conjoint, le bénéfice de l'assurance sera-t-il propre au mari ? M. Dupuich ne le croyait pas².

Il invoquait un premier argument : la femme n'a pas comme le mari, le droit de disposer des biens de la communauté ; si le mari laisse sa femme prendre des biens communs pour payer les primes, il est en réalité le créa-

1. Balleydier et Capitant, *op. cit.*, t. 1, p. 565 ; Lefort, *Nouveau traité*, t. 2, p. 308 ; Dupuich, *op. cit.*, n° 521 ; Wahl, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1902 ; D. 93-2-185 ; D. 94-2-44 ; S. 1902-2-7 ; D. 1902-2-170.

2. *Op. cit.*, n ; 528.

teur de l'assurance, or, il ne peut se créer un propre à lui-même; s'il s'assurait à son profit personnel sur la tête de sa femme, le bénéfice tomberait en communauté, la même solution doit être admise.

On aurait pu répondre que, d'après quelques auteurs, le contrat au profit personnel du conjoint et entreten avec des biens communs lui procure un bénéfice propre ¹. La communauté est censée lui avoir fait une avance qui devra lui être remboursée à sa dissolution.

D'autre part, l'objection ne porte que dans l'hypothèse où les primes sont payées avec des deniers communs. Enfin, la femme est copropriétaire de la communauté, elle peut aliéner les biens communs si le mari y consent. Supposons que la femme ait à sa disposition les deniers pour l'entretien de l'assurance, elle peut jouer le rôle de donateur, puisque l'art. 905 C. civ. lui permet de faire des libéralités avec l'autorisation de son mari ².

On peut appliquer à la femme stipulante l'art. 1401, et présumer sa volonté d'exclure de la communauté le bénéfice du contrat.

Pour M. Dupuich ³ cette présomption n'était pas exacte, et c'était son second argument pour faire tomber en communauté le bénéfice attribué au mari par sa femme. La femme, disait-il, aurait pu ne désigner le mari que comme chef de la communauté, on ne peut donc déduire de sa simple désignation qu'elle ait pour effet de rendre l'assurance propre au mari.

1. Labbé, note, S. 77-1-397; S. 89-2-121; Planiol, Ripert et Nast, t. 8, n° 212.

2. Lefort, *op. cit.*, p. 319.

3. *Op. cit.*, n° 528.

M. Lefort¹ répondait que cette interprétation est contraire à la volonté des parties. En effet, si la femme avait voulu contracter au profit de la communauté, « elle aurait choisi l'assurance en cas de vie (à son profit personnel), à terme fixe, ou encore elle aurait indiqué à côté du chef de la communauté, les héritiers désignés à la partager avec lui ».

Quelques variantes avaient été apportées à cette théorie. M. Lacoste² expliquait le caractère propre du bénéfice d'abord par la volonté du donateur, et ensuite par application du principe de la subrogation réelle. La créance d'assurance est un meuble substitué à un propre. Les primes d'assurance sont propres à la femme parce qu'elles lui ont été données par son mari. Le droit au capital entre dans le patrimoine de la femme, qui a fourni, en contre partie, des prestations ayant le caractère de propre. Donc le droit au capital est un propre.

MM. Planiol, Ripert et Nast³ déclarent « Tout se passe comme si le mari avait directement donné à la femme les primes avec clause d'exclusion de la communauté et si la femme avait employé les sommes données à contracter une assurance personnelle. Il y a en réalité donation indirecte du profit du contrat ».

B. *Assurance contractée avant le mariage.* — Deux hypothèses peuvent se présenter :

1^o une personne a contracté une assurance sur la vie

1. *Nouveau traité*, p. 318.

2. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1905.

3. *Op. cit.*, t. 8, p. 258.

au profit d'un tiers, puis, au cours du contrat, le stipulant épouse le bénéficiaire.

2° un célibataire contracte une assurance sur la vie au profit de son futur conjoint.

Dans ce dernier cas, si l'on pense que l'assurance au profit d'un époux a le caractère d'une donation faite en vue du mariage, l'art. 1088 doit s'appliquer, la désignation devient caduque si le mariage n'est pas célébré.

Lorsque le mariage est célébré, le bénéfice de l'assurance va-t-il entrer en communauté, ou sera-t-il propre au bénéficiaire survivant ? Il faut distinguer suivant que le stipulant et le bénéficiaire se marient sous le régime de la communauté légale ou réduite aux acquêts.

Régime de la communauté légale

L'art. 1401 fait tomber en communauté tout le mobilier que les époux possédaient au jour du mariage ; de ce mobilier fait partie la créance du bénéficiaire contre l'assureur, le bénéfice de l'assurance tombe donc en communauté. Le même article permet au donateur de donner des meubles sous la condition qu'ils ne tomberont pas en communauté ; si l'assurance sur la vie au profit d'un tiers est une donation, le souscripteur peut exprimer dans la police sa volonté de faire un propre du bénéfice d'assurance au profit de son futur conjoint.

Pour que l'exclusion de communauté se produise, certains auteurs exigeaient une clause expresse ¹. En effet, disaient-ils, l'art. 1405 C. civ., qui place les donations immobilières faites à un époux en dehors de la commu-

1. Levillain, note D. 79-2-25 ; Labbé, note, S. 80-1-337.

nauté, exige une clause expresse pour les faire entrer en communauté ; par analogie, la même exigence doit être requise pour exclure un meuble de la communauté.

Une deuxième théorie se contentait de l'intention implicite du donateur. Cette intention se déduit de l'ensemble des faits ; le juge du fait a un pouvoir souverain pour interpréter les circonstances qui ont accompagné la donation¹. D'ailleurs la volonté du stipulant résulte de la nature même du contrat d'assurance sur la vie, et le bénéficiaire doit recueillir la totalité du capital.

Il était prudent, toutefois, d'insérer une clause dans la police. Si aucun projet de mariage n'existait entre le stipulant et le bénéficiaire au moment du contrat d'assurance, le stipulant pouvait, dans le contrat de mariage, déclarer la volonté de voir le bénéfice de l'assurance rester propre à son conjoint.

Régime de la communauté réduite aux acquêts

Dans ce régime le mobilier présent est exclu de la communauté en vertu de l'art. 1498 C. civ. M. Lefort estimait que la créance restait propre à l'époux bénéficiaire, même si la communauté avait payé les primes.

C. Assurance réciproque au profit du survivant. — Si on se rangeait à l'opinion de M. Planiol², qui faisait entrer le capital assuré dans la communauté, au moins un instant de raison, le bénéficiaire touchait le capital entier à la dissolution de la communauté, la moitié

1. S. 80-1-337 ; S. 94-1-47 ; S. 1913-2-225, note Lefort.

2. *Op. cit.*, t. 2, p. 777 ; D. 98-2-369.

comme copropriétaire de l'actif commun et l'autre moitié à titre de donataire de son conjoint.

Si on admettait la théorie de la Cour de cassation, il fallait régler les effets du contrat comme si l'assurance au profit du survivant avait seule existé dès l'origine. Comme les deux époux se sont fait une donation mutuelle alternative dans le contrat d'assurance, le capital sera propre au bénéficiaire ; en effet, on peut présumer que la volonté du donateur était de voir son conjoint recueillir le capital entier ¹.

Si on adoptait la théorie qui voyait dans le contrat un acte à titre onéreux non seulement entre le contractant et l'assureur, mais aussi entre le stipulant et le bénéficiaire, on admettait également que le bénéfice ne tombait pas en communauté, car, disait M. Lefort ² : « une assurance de survie a un but essentiellement indépendant de la communauté ; elle ne peut être contractée que dans l'intérêt propre du veuf ou de la veuve après dissolution de la communauté ».

2^o Solutions de la loi de 1930

L'art 71 décide que le bénéfice est un bien propre pour l'époux désigné.

Dans son rapport sur le projet de loi de 1904 M. Lyon-Caen justifiait cette solution, conformément à l'opinion dominante, en la rattachant à l'art. 1401, 2^o *in fine*, à la possibilité pour le donateur d'exclure le bien donné de la Communauté, exclusion qui pouvait être implicite,

1. Dupuich, *op. cit.*, n^o 530.

2. *Nouveau traité*, t. 2, p. 328.

résulter des circonstances. En effet, lorsqu'un époux désigne son conjoint comme bénéficiaire d'une assurance sur la vie, son intention de faire un propre du capital stipulé est évidente ; il veut certainement que ce capital soit touché en entier par le bénéficiaire.

L'exposé des Motifs de la loi de 1930 ne vise plus l'art. 1401, 1^o ; il dit seulement que le bénéfice n'entre pas en communauté afin de remplir la destination spéciale du contrat d'assurance sur la vie au profit d'un tiers.

Pour M. Trasbot ¹ l'art. 71 ne peut consacrer la théorie basée sur l'art. 1401, 1^o. En effet, d'après cet auteur, il n'y a pas de donateur ; l'époux commun en biens acquiert le bénéfice à titre onéreux. « L'art. 71 établit seulement une exception légale au principe que les acquisitions onéreuses pendant le mariage sont communes ».

Pour M. Capitant ² « Il suffit de dire que celui qui contracte une assurance sur la vie en désigne librement le bénéficiaire et qu'en stipulant au profit de son conjoint, l'assuré a entendu stipuler non au profit de la communauté, mais au profit exclusif de l'autre époux.

Cette règle de l'art. 71 est générale ; elle s'applique pour toutes les formes de communauté et pour toutes les formes d'assurance au profit du conjoint, que le stipulant soit le mari ou la femme, la loi ne distingue pas.

Cependant le capital assuré pourra devenir bien commun si le bénéficiaire n'accepte pas, si l'attribution a été révoquée avant l'acceptation, si le bénéficiaire décède avant l'époque fixée pour l'exigibilité de la somme assu-

1. D. 1931-4-37.

2. Colin et Capitant, 7^e édit., t. 3, p. 74.

rée. Ce n'est pas seulement le capital assuré qui sera propre, mais aussi la valeur réduite ou la valeur de rachat si le contrat n'a pas été maintenu jusqu'à l'échéance.

Le stipulant peut-il décider dans la police que le capital sera commun ?

L'art. 2 n'énumère pas l'art. 71 parmi ceux auxquels les parties peuvent déroger, mais nous savons que la loi n'est impérative que dans les rapports de l'assureur et du stipulant. Par conséquent la loi de 1930 ne ferait aucun obstacle à cette solution ; seulement la règle de l'immutabilité des conventions matrimoniales ne permet pas aux époux de faire d'un bien propre un bien commun. Dans l'hypothèse où le stipulant et le bénéficiaire se marient postérieurement au contrat d'assurance, ils pourront déclarer dans le contrat de mariage leur volonté de faire un bien commun du bénéfice. Si le contrat de mariage est muet sur ce point, il faudra se prononcer pour le caractère propre du bénéfice, cette solution est conforme à l'intention présumée du stipulant.

Effets du caractère propre du bénéfice

Le capital assuré ne sera pas partagé par moitié à la dissolution de la communauté, soit entre les époux, soit entre le bénéficiaire et les héritiers de son conjoint. La femme renonçante aura le droit de toucher le capital entier.

Les créanciers de la communauté ne peuvent invoquer aucun droit sur le bénéfice.

II. Les récompenses.

Le bénéfice étant propre à l'époux désigné, si la communauté a payé les primes aura-t-elle droit à récompense à la dissolution du mariage ?

Faut-il appliquer à cette hypothèse l'art. 1437 C. civ. qui déclare : « Toutes les fois qu'un des 2 époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté il en doit récompense ».

La loi de 1930 dispense en principe de toute récompense l'époux commun en biens bénéficiaire, récompense n'est due que si les primes prélevées sur les biens communs sont exagérées.

Nous allons indiquer par quelle évolution on est arrivé à ce résultat

1. — *Doctrine et jurisprudence jusqu'en 1930.*

A. *Principe de la récompense.*

a) Assurance contractée au cours du mariage.

Quand le mari est stipulant.

Jusqu'à la loi de 1930 la jurisprudence et la doctrine exigeaient ou non la récompense des primes suivant la théorie qu'elles adoptaient sur la façon dont la femme bénéficiaire devient propriétaire du capital.

Une première théorie déclarait que le capital assuré entre en communauté, puis, le mari stipulant en fait donation à la femme bénéficiaire. Le montant de cette donation est suivant les uns de la totalité du capital¹, suivant les autres de la moitié du capital assuré si la femme accepte la communauté². Il y a lieu à rapport et à réduction pour le tout ou la moitié mais jamais à récompense. En effet, cette notion est incompatible avec

1. S. 81-1-145 ; S. 81-1-337.

2. Douai, 16 janvier 1897, S. 1901-2-9.

celle de libéralité ; obliger à récompense ce serait faire restituer la libéralité au donateur, ce qui est interdit par la règle « donner et retenir ne vaut ».

Pour une deuxième théorie le capital assuré n'est jamais entré en communauté ; la bénéficiaire le tient de l'assureur et non du stipulant. Mais si la bénéficiaire s'est enrichie c'est grâce aux primes prises sur la communauté, elle en a tiré un profit personnel. C'est pourquoi l'opinion dominante, s'appuyant sur l'art. 1437 C. civ., obligeait la femme à récompense¹. Pendant le mariage, en effet, le mari a la libre disposition des biens de la communauté (1422 C. civ.) ; il peut les utiliser au profit de la femme, mais, à la dissolution de la communauté, l'équilibre doit être rétabli entre les trois patrimoines. Celui des époux qui a profité des biens de la communauté en doit récompense.

Cependant quelques auteurs estimaient difficile de concilier l'obligation de récompense avec la théorie qui voit une libéralité indirecte dans le contrat d'assurance sur la vie au profit du conjoint du souscripteur, et explique le caractère propre du bénéfice par l'intention du donateur d'exclure ce bénéfice de la communauté.

Pour M. Wahl² le mari a toujours entendu dispenser sa femme de récompense, il n'est pas nécessaire de rechercher, comme la jurisprudence, si le contrat présente une dispense expresse ou tacite.

Si la récompense pouvait être admise ce serait à

1. D. 89-2-198 ; S. 90-2-27 ; S. 91-2-185 ; D. 1912-2-321 ; S. 1912-2-36 ; S. 1902-2-7 ; S. 1911-2-222.

2. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1902.

l'encontre de l'époux souscripteur, car c'est lui qui a réalisé un profit personnel en prenant le montant des primes sur la caisse commune et en s'en servant pour faire une libéralité à son conjoint. Ce dernier n'a rien reçu de la communauté, car les primes, une fois prélevées par un des époux, ne sont plus biens de communauté.

Cependant, il ne faut pas exiger de récompense même de l'époux souscripteur ; en effet, cette obligation n'existe, pour l'époux qui a disposé à titre gratuit des biens de la communauté, que dans les hypothèses de l'art. 1469 C. civ.

Quand l'attribution d'une assurance sur la vie a été faite à titre gratuit, il n'y a jamais lieu à récompense, car il y a libéralité, et on ne peut imposer au donataire de restituer ce qu'il a reçu, ce serait contraire à l'intention du stipulant.

Dans le même sens : Baudry-Lacantinerie¹, Aubry et Rau², Josserand³, Lefort⁴, Perreau⁵.

Au contraire MM. Dupuich⁶, Lyon-Caen⁷, Balleydier et Capitant⁸ admettaient la nécessité de la récompense pour les primes prises sur les biens communs parce que, disaient-ils, c'est grâce à ce prélèvement que l'époux bénéficiaire a le droit de réclamer le bénéfice à l'assureur à l'échéance du contrat, et qu'un patrimoine ne doit pas

1. Note D. 93-2-185.

2. 5^e édit., § 507, note 9 sexes.

3. T. 3, p. 152.

4. *Nouveau traité*, t. 2, p. 334.

5. Perreau, R. G. A. T., 1931, p. 738.

6. *Op. cit.*, p. 645.

7. Rapport sur projet de loi 1904.

8. *Op. cit.*, p. 569.

s'enrichir au détriment de l'autre. Certes, les donations entre époux sont permises aujourd'hui, à condition d'être toujours révocables, mais la donation ne se présume pas.

Les partisans de l'obligation à récompense étaient bien obligés d'admettre la possibilité d'une dispense, autrement l'assurance entre époux aurait été le plus souvent inefficace, puisqu'il est normal de voir le montant des primes égal ou même excéder celui du capital assuré. Cette dispense est possible car le principe des récompenses n'est pas d'ordre public¹.

M. Méline² exigeait que cette dispense soit expresse.

La jurisprudence se contentait généralement d'une exonération implicite qui résultait des circonstances³.

Quand le mari est bénéficiaire.

Nous avons envisagé jusqu'ici l'hypothèse du mari preneur d'assurance au profit de sa femme. Dans l'hypothèse inverse, le mari bénéficiaire devait-il récompense des primes prises sur la communauté ?

Pour M. Dupuich⁴, le bénéfice tombant en général dans la communauté, il ne pouvait être question de récompense. Par exception, si une clause de réalisation figurait au contrat de mariage, le profit du contrat serait propre au mari. Celui-ci devrait alors récompense des primes, car, en autorisant la femme à payer les primes sur les deniers de la communauté, il se serait servi d'un

1. D. 1894-1-337, note Planiol.

2. *Revue du Notariat*, 1873, p. 803.

3. Nancy, 16 mars 1901, S. 1902-2-7 ; Paris, 8 mars 1911, S. 12-2-36 ; Besançon, 10 mars 1911, S. 11-2-222.

4. *Op. cit.*, n° 533.

bien commun pour conserver un propre (1437 C. civ) ; en fait, il serait le vrai créateur de l'assurance.

M. Lefort était d'un avis contraire. Le mari peut être dispensé de récompense par sa femme. La femme peut payer les primes sur les biens communs avec l'autorisation de son mari, c'est elle qui contracte. Il fallait considérer l'intention de la femme pour obliger ou non le mari à récompense.

Si le juge reconnaît la volonté libérale du conjoint stipulant, la récompense n'est pas due, mais disent les auteurs ¹, il y a donation des primes ; on devra appliquer les règles des libéralités. Cependant, l'époux bénéficiaire, héritier de son conjoint, devra être dispensé du rapport successoral ; cela résulte nettement de l'intention du stipulant ².

Assurance conjointe au profit du survivant.

Si l'on considérait que le contrat contenait une donation réciproque par chaque époux à l'autre de sa part dans le bénéfice, pour le cas de survie, le survivant recueillait le capital ou la rente assurés pour la moitié comme commun en biens et l'autre moitié comme donataire de son conjoint. Il ne devait aucune récompense.

Si l'on adoptait, avec M. Dupuich ³, la théorie de la Cour de cassation, on disait que l'assurance qui se réalisait existait seule dès l'origine ; on lui appliquait les règles d'une assurance en cas de décès ordinaire pour l'obligation à récompense.

1. Aubry et Rau, 5^e édit. § 606 bis, note 28. Dupuich, n^o 539, Be ley-dier et Capitant.

2. S. 12, 2, 36.

3. *Op. cit.*, n^o 541.

Si on estimait que le contrat était à titre onéreux, la récompense était due ¹, mais, disait M. Labbé, « l'époux qui profiterait du paiement de la récompense peut, à titre de libéralité, dispenser son conjoint de l'effectuer ». Alors il y a donation de la moitié des primes, et les règles sur les libéralités s'appliquent.

b) Assurance contractée avant le mariage. — Dans tous les cas où le bénéfice est un propre faudra-t-il exiger la récompense pour le montant des primes payées depuis le mariage avec des deniers communs ?

MM. Herbault ² et Lefort soutenaient que le service des primes est à la charge de la communauté. L'art. 1409 fait tomber en communauté les arrérages d'une dette personnelle antérieure au mariage, donc, la dette du stipulant relativement aux primes est commune, aucune récompense n'est due.

Ce système est peu conforme au fonctionnement du contrat d'assurance sur la vie. Il est préférable de dire que la passation du contrat n'entraîne pas l'obligation de payer les primes ; il n'y a pas de dette antérieure au mariage tombant à la charge de la communauté ; le stipulant paie la prime chaque année parce qu'il le veut bien. La loi de 1930 le dit formellement.

Il semble qu'avant cette loi il fallait appliquer à l'obligation de récompense les mêmes solutions que pour l'assurance conclue au cours du mariage. La récompense était due, mais le mari stipulant pouvait en dispenser

1. Rennes, 9 février 1888 ; S. 89-2-121.

2. *Traité des assurances sur la vie*, p. 225.

sa femme expressément ou tacitement. Pour le mari bénéficiaire il y avait divergence dans la doctrine : certains auteurs pensaient que la récompense était toujours due quand le mari se réservait le bénéfice comme propre dans le contrat de mariage ; d'autres étaient d'avis que la femme pouvait l'en dispenser.

B. Question de l'origine des primes.

Certains auteurs se sont demandés si, pour trancher la question de savoir si les primes payées des deniers de la communauté doivent ou non donner lieu à récompense, il ne suffisait pas de se reporter à l'origine de ces deniers. Les primes payées sur le capital de la communauté donnant toujours lieu à récompense, celles prises sur les revenus en étant toujours dispensées.

M. de Folleville¹ estimait que le paiement des primes avec des deniers pris sur les revenus de la communauté ne peut jamais donner lieu à récompense « même si tous les revenus de la communauté étaient employés au profit exclusif d'un des époux. On aurait beau, disait-il, détourner tous les fruits et revenus de leur vraie destination, l'entretien de la famille, pour les faire servir au profit exclusif de l'un des époux, il pourrait bien y avoir là un abus, il n'y aurait pas, en principe, de récompense ».

M. de Caqueray pensait comme M. de Folleville. Il ajoutait même que les primes devaient être présumées payées sur les revenus de la communauté, et qu'elles ne pouvaient donner lieu à récompense que s'il était démontré qu'elles avaient été prises sur le capital.

1. Herbault, *op. cit.*, p. 225.

Mais l'opinion de ces auteurs n'était pas généralement suivie. La Cour de cassation¹ statuant en matière de rapport successoral, avait décidé que, pour savoir si une libéralité était rapportable, il n'y avait pas lieu de rechercher si elle avait été faite au moyen des revenus ou au moyen du capital. Toutes les libéralités devaient être soumises à la même règle quelle que fut l'origine des primes.

Or cette règle devait être à *fortiori* admise pour les récompenses. Si, en effet, on pouvait à la rigueur s'appuyer sur les art. 852 et 856 C. civ., qui dispensent du rapport certaines libéralités prises sur les revenus, pour dispenser, par analogie, toutes les libéralités prises sur les revenus, il ne saurait en être de même pour les récompenses, puisque l'art. 1437 C. civ. déclare que « toutes les fois que l'un des époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté il en doit récompense », et qu'aucun texte ne permet d'apporter une exception à cette règle générale.

La Cour de Rennes², faisant application en matière d'assurance sur la vie de la théorie sus énoncée de la Cour de cassation, avait décidé que le seul fait que les primes avaient été payées sur les revenus ne suffisait pas à dispenser la femme bénéficiaire de l'assurance du rapport des primes. Elle avait pensé qu'il n'était pas vrai de dire que, si le mari n'avait pas payé les primes d'assurance, il aurait nécessairement dépensé les primes avec les autres revenus de la communauté, et que, dès

1. Req. 13 avril 1899 ; S. 1900-1-185.

2. Rennes, 1^{er} février 1912 ; D. 12-2-323.

lors, on ne pouvait, pour cette seule raison, dispenser la femme de rapporter ces primes à la Communauté.

Mais la Cour d'appel a exagéré cette idée juste en présumant que, sans l'assurance, le mari aurait nécessairement capitalisé tous les revenus employés à payer les primes au profit de la communauté, et en décidant, par suite, que la veuve devait, dans tous les cas et sans distinction, la récompense de toutes les primes à la communauté.

M. Dupuich, dans une note sous cet arrêt, fait remarquer que cette décision est évidemment contraire à la volonté du mari contractant.

D'une part, en effet, il est évident que si le mari désigne la femme comme bénéficiaire, c'est pour lui permettre de recueillir seule l'intégralité du capital. Or, en faisant restituer toutes les primes à la communauté par la femme, on l'empêche de toucher ce capital intégral que le mari a voulu lui assurer.

D'autre part, le rapport, par voie de récompense, de toutes les primes payées par le mari, sera d'autant plus lourd que l'assurance aura duré plus longtemps. On arrive alors à ce résultat paradoxal que, bien que le mari ait voulu assurer à sa femme le plus d'avantages possible pour sa vieillesse, la femme, par le mécanisme des récompenses, touchera d'autant moins que le mari se sera imposé plus de sacrifices, et qu'elle même, étant plus âgée, aura plus besoin de secours.

Cette solution était inacceptable.

La Cour de Paris¹ avait décidé plus raisonnablement

1. Cour de Paris, 8 mars 1911. D. 1912-2-322.

que, lorsque les revenus de la communauté sont suffisants pour supporter aisément le paiement de la prime annuelle, il fallait présumer que le mari avait entendu faire une libéralité à sa femme, et la dispenser d'en subir la récompense.

Réciproquement, la Cour de Nancy¹ avait décidé que, lorsque la situation modeste des époux ne leur avait pas permis de prélever les primes sur leurs revenus, et que rien ne permettait de penser que le mari ait voulu faire une libéralité à sa femme, il y avait lieu à récompense.

En somme, d'après la jurisprudence, il ne fallait pas résoudre la question de savoir si le paiement des primes pouvait donner lieu à récompense en se reportant exclusivement à cette circonstance qu'elles avaient été prises sur les revenus. Il fallait chercher un principe de décision dans les faits du procès, et notamment dans l'importance plus ou moins grande des primes relativement à l'état de la communauté au moment où le contrat a été passé. Si la communauté a été entamée par le paiement des primes, comme on ne peut présumer que le stipulant a voulu se dépouiller ou dépouiller ses héritiers, les récompenses sont dues.

C. Quantum de la récompense.

Comment calculait-on le montant de la récompense avant la loi de 1930 ?

En matière de récompense on applique les règles de l'enrichissement sans cause. Le patrimoine de l'époux bénéficiaire s'enrichit du capital stipulé, celui de la

1. Cour de Nancy, 6 mars 1901. S. 1092-2-7.

communauté s'appauvrit des primes ; l'enrichissement de l'un est la conséquence de l'appauvrissement de l'autre, car, si les primes n'avaient pas été payées, l'assureur n'aurait pas versé le capital.

La récompense ne porte que sur la dépense de la communauté. C'était déjà l'avis de Pothier « la récompense n'excède pas ce qu'il en a coûté à la communauté, quelque grand qu'ait été le profit que le conjoint a retiré. » Avant la loi de 1930 les auteurs étaient d'accord sur ce point. L'art. 1437 exige bien la récompense toutes les fois que l'un des deux époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté, mais le quantum de ce profit fixe le maximum de la récompense ; si la somme qui a été prise sur la communauté est inférieure au profit, c'est cette somme qui devra être rapportée ; la communauté ne doit pas s'enrichir, elle doit seulement être indemnisée de ses déboursés, c'est-à-dire du montant des primes.

L'époux bénéficiaire n'est tenu de rembourser qu'à concurrence du capital touché, même si le montant des primes forme une somme supérieure, en effet, il ne doit pas s'appauvrir.

La détermination du montant des récompenses a donné lieu à quelques difficultés, en matière de rente viagère sur deux têtes, avec clause de réversibilité au profit du survivant. Pendant longtemps, la jurisprudence avait décidé que l'époux bénéficiaire de la réversion devait récompense, au décès de son conjoint, de la somme qu'il aurait dû déboursier, au jour de la dissolution de la communauté, pour se constituer une rente

égale sur sa propre tête ¹. C'était évaluer le montant de la récompense d'après le profit retiré par le survivant, et non d'après l'appauvrissement de la communauté.

La jurisprudence s'est modifiée ²; désormais elle a voulu rechercher quelle avait été la dépense de la communauté pour constituer sur la tête du survivant et à son profit, au jour du contrat d'assurance, une rente ne devant courir qu'à partir du décès du prémourant. Pour obtenir le montant de la récompense, il faut soustraire du prix (au jour du contrat) de la rente sur deux têtes réversible, le prix (au jour du contrat) d'une rente sur la seule tête du prédécédé; la différence donnera le prix de la réversibilité sur la tête du survivant. Si le taux de capitalisation de la rente a varié entre l'époque où le contrat a été passé et le moment de la dissolution de la communauté, c'est le taux en vigueur au moment de la constitution de la rente qu'il faut appliquer ³.

Le montant de toutes les primes étant sorti de la communauté, la récompense doit s'appliquer à toutes, et pas seulement à la dernière, comme M. Couteau ⁴ le proposait ⁵. Cass. 10 janvier 1900 « Elles constituent la cause de l'obligation de la compagnie ». Dans le même sens MM. Balleydier et Capitant et M. Lefort.

La femme ⁶, étant copropriétaire de la communauté, la

1. Req. 3 novembre 1891, J. A. 91, p. 491. Trib. Seine 25 février 1903, J. A. 1903, p. 461.

2. D. 1913-2-129, note Dupuich.

3. Civ. 26 octobre 1910. D. 1913-1-206; S. 1913-1-13.

4. *Traité d'assurance sur la vie*, t. 1^{er}, p. 179.

5. S. 1904-2-105; D. 1900-2-489.

6. Paris, 30 novembre 1891. D. 92-2-153; Douai, 16 avril 1897. D. 97-2-425.

moitié des primes lui appartient si elle est acceptante, le mari ne lui aura donné que l'autre moitié, c'est de cette part qu'elle devra récompense à la communauté; au contraire, si elle est renonçante, elle doit rapporter l'ensemble des primes, puisqu'elle n'a aucun droit sur la communauté.

Il faudra déduire du montant de la récompense, dit M. Lefort, les sommes touchées par la communauté à titre de participation aux bénéfices¹.

2. La récompense depuis la loi de 1930

A. *Principe de la récompense.* — L'art. 71 al. 2 décide qu'en principe aucune récompense n'est due à la communauté, pour le montant des primes qu'elle a payées, par l'époux qui acquiert le bénéfice à titre de propre.

C'est donc une règle en apparence contraire à celle admise par la jurisprudence avant 1930 puisque, d'après cette jurisprudence, en principe la récompense était due, sauf dispense du stipulant.

Mais la loi établit une exception qui atténue singulièrement cette discordance : le bénéficiaire devra la récompense si les primes sont manifestement exagérées eu égard aux facultés du stipulant.

Dès lors, les solutions de la loi et de la jurisprudence antérieure deviennent très proches. La loi ne fait que présumer la dispense de récompense et l'obligation reparaît si les primes sont excessives². Or, la jurispru-

1. Amiens, 18 mai 1897. S. 1901-2-12.

2. Colin et Capitant, 7^e edit. 1932, p. 769.

dence d'avant 1930 admettait la dispense tacite, elle la cherchait dans les circonstances de la cause, et nous avons vu que ces circonstances consistaient dans l'état de fortune de la communauté au moment du contrat d'assurance, et dans l'importance des primes relativement à cette fortune. Ne peut-on pas dire que la loi a voulu consacrer cette jurisprudence quand elle n'exige la récompense que pour les primes manifestement exagérées eu égard aux facultés de l'assuré ?

M. Trasbot¹ propose une autre explication de cette règle : La théorie des récompenses est basée sur l'idée d'enrichissement injuste. La communauté n'a droit à récompense que si elle s'est appauvrie. Cet appauvrissement n'existe pas si les primes ont été prélevées sur les revenus destinés à être dépensés ; il n'apparaît que si les primes sont excessives. Alors seulement on pourra parler d'enrichissement injuste ou, si on préfère, de libéralité.

Au contraire, avant 1930, quand les primes étaient raisonnables la jurisprudence voyait dans ce fait une dispense de récompense, c'est-à-dire une donation.

Le conjoint stipulant peut-il dispenser son époux bénéficiaire de récompense pour l'exagération des primes ?

Il faut distinguer suivant que le stipulant est le mari ou la femme, dit M. Perreau². Le mari peut dispenser la femme de récompense puisque l'art. 1422 C. civ. lui permet de donner les biens de la communauté, tou-

1. D. 1931-4-37.

2. R. G. A. T. 1931, p. 741.

tefois il ne peut porter atteinte à la réserve ; si la donation dépasse la quotité disponible elle sera réduite. Au contraire la femme, n'ayant aucun pouvoir sur les biens de la communauté, ne peut dispenser son mari de récompense par acte entre vifs, elle le pourra seulement par testament.

Si l'on adoptait l'opinion de M. Lefort ¹, l'autorisation du mari serait suffisante pour permettre à la femme de disposer des biens communs et de ne pas exiger de récompense pour l'excès des primes.

B. *Quantum de la récompense.* — Quand la récompense est due, elle portera, pour les motifs déjà indiqués, sur la seule partie de la prime qui constitue l'excès, et non sur la prime excessive toute entière.

Pour apprécier l'exagération de la prime il faudra examiner son importance au moment du paiement, et la comparer à l'ensemble des ressources de la communauté.

Toutes les autres règles déterminées avant la loi de 1930 doivent s'appliquer. Le montant de la récompense ne doit pas dépasser le capital touché. Il faut déduire de la prime les sommes touchées par la communauté à titre de participation aux bénéfices.

Si la femme est acceptante, elle doit rapporter la moitié de l'excès des primes ; si elle est renonçante, toute l'exagération.

Les solutions admises pour calculer la récompense, en matière d'assurance de rente sur deux têtes avec réversion au profit du survivant, doivent s'appliquer ².

1. Voir *supra*, p. 119.

2. Perreau, p. 740 ; Colin et Capitant, t. 3, 7^e édit. p. 215.

TROISIEME PARTIE

NATURE JURIDIQUE D'UNE ASSURANCE SUR LA VIE CONTRACTEE PAR UN EPOUX AU PROFIT DE SON CONJOINT

La nature juridique d'une assurance sur la vie contractée par un époux au profit de son conjoint est très utile à connaître pour déterminer s'il convient, dans le silence de la loi, d'appliquer à cette sorte d'assurance sur la vie les règles des donations.

La loi de 1930 ne se prononce pas sur cette nature juridique, et, si elle indique les règles à suivre en matière de rapport successoral, de réduction, de récompense, si elle fixe les droits des créanciers du stipulant vis-à-vis du bénéficiaire, elle est muette sur la révocation après acceptation et sur la capacité requise du stipulant et du bénéficiaire.

Nous allons essayer de déterminer à quel titre l'époux désigné recueille le bénéfice, si c'est à titre onéreux ou à titre gratuit, et, dans cette dernière hypothèse, si l'attribution du bénéfice réalise une donation.

Nous ferons cette recherche dans le texte de la loi de 1930 en nous aidant de la jurisprudence et de la doctrine antérieures à cette loi.

Comme l'existence d'un patrimoine commun modifie les effets de l'assurance, nous étudierons d'abord la nature juridique de l'attribution dans l'hypothèse où les époux sont mariés sous un régime autre que la communauté, puis, dans l'hypothèse du régime de la communauté.

CHAPITRE PREMIER

Les époux sont mariés sous un régime autre que celui de la Communauté

L'époux désigné est alors dans la même situation qu'un tiers bénéficiaire quelconque.

Les difficultés qui vont se présenter dans ce chapitre peuvent être résumées en 4 questions que nous allons examiner successivement dans les 4 sections ci-après.

SECTION PREMIERE

L'ATTRIBUTION DU BÉNÉFICE DE L'ASSURANCE EST-IL UN ACTE A TITRE ONÉREUX OU A TITRE GRATUIT ?

Le contrat d'assurance sur la vie passé par un époux au profit de son conjoint intervient-il toujours à titre onéreux ? Une théorie aujourd'hui disparue, la théorie indemnitaire, le soutenait :

L'assurance sur la vie, comme toute assurance, disait-elle, est un contrat d'indemnité.

Le mari a, envers sa femme, des obligations qui sont définies par les art. 212 à 214 du C. civ. ; si la mort l'em-

pêche de s'y conformer la femme souffre d'un préjudice ; le mari ne fait que remplir ses obligations en souscrivant une assurance sur la vie au profit de sa femme.

On a répondu que le bénéfice du contrat ne peut être considéré comme versé en réparation d'un préjudice. Le mari n'a pas d'obligation civile ni même naturelle de subvenir aux besoins de sa femme après sa mort ; les obligations édictées par les art. 212 à 214 C. civ. ne peuvent se prolonger après la dissolution du mariage. Le mari n'est pas en faute s'il ne se préoccupe pas du sort de sa femme après sa mort ; en souscrivant l'assurance il n'acquitte pas une obligation, il fait un acte à titre gratuit ¹.

Les partisans de la théorie indemnitaire ont dit encore que le mari qui stipule un bénéfice payable à son décès au profit de sa femme a voulu la préserver du risque de sa mort prématurée. Le contrat d'assurance a pour but de remplacer dans un patrimoine une valeur périssable par une valeur égale. Or la vie humaine présente une valeur économique, cette valeur est détruite par la mort, l'assurance sur la vie a pour but de remplacer ce capital au profit des intéressés, ici la femme ².

On a répondu que toutes les vies humaines n'avaient pas de valeur économique, certains hommes comme les prodiges, les oisifs ne produisant aucune richesse.

Aucun des argument invoqués par la théorie indemnitaire ne paraît donc acceptable.

Avant la loi du 13 juillet 1930 la doctrine et la juris-

1. S. 81-1-337.

2. Mornard thèse Paris, 1883.

prudence étaient généralement d'accord pour rejeter la théorie indemnitaire et admettre la possibilité d'une attribution à titre gratuit du bénéfice d'une assurance sur la vie.

En effet, disait-on, pour connaître le caractère onéreux ou gratuit d'un acte juridique il convient de rechercher sa cause. La cause du contrat est-elle une contre-prestation effectuée par le bénéficiaire, l'acte est à titre onéreux. Y a-t-il, au contraire, *animus donandi* de la part du stipulant, l'acte est à titre gratuit. Nous n'avons pas à nous préoccuper des différents motifs qui ont pu inspirer cet acte. Parmi ces motifs il arrive souvent qu'apparaisse celui de réparer le préjudice causé par la mort du stipulant, mais les motifs sont indifférents ; ce qui importe c'est la cause juridique de l'acte. Le stipulant a-t-il la connaissance et la volonté de ne rien recevoir en échange des sacrifices qu'il a faits au profit du bénéficiaire, l'acte est à titre gratuit.

Donc, l'attribution du bénéfice d'une assurance sur la vie peut être soit à titre onéreux soit à titre gratuit. Elle sera à titre onéreux lorsque la désignation du bénéficiaire aura été faite en contre partie d'une obligation civile du stipulant, par exemple si le bénéficiaire était titulaire d'une créance envers lui. Elle sera à titre gratuit si aucune obligation civile du preneur d'assurance n'existait. Un simple devoir moral, tel que celui d'assurer l'avenir d'un conjoint ou d'un enfant, ne peut être considéré comme la contre partie du bénéfice d'une assurance sur la vie.

Cette théorie a été consacrée par la loi du 13 juillet 1930

qui exclut l'idée d'indemnité des assurances sur la vie, d'abord par sa division des assurances en assurances de dommages et assurances de personnes qui comprennent les assurances sur la vie, ensuite par les règles qu'elle établit aux art. 54 et 55 au sujet des assurances de personnes : art. 54 « Les sommes assurées sont fixées par la police », c'est-à-dire que l'assureur et le contractant fixeront arbitrairement une somme forfaitaire, qui sera payée par l'assureur au bénéficiaire lors de l'arrivée de l'événement prévu. En effet, puisqu'elle est fixée ainsi, cette somme n'est pas la représentation de la réparation du préjudice causé par l'arrivée de l'événement, et le bénéficiaire n'a pas à prouver un dommage. De plus, il est possible de stipuler plusieurs assurances pour le même risque, et de cumuler les bénéfices.

Enfin, l'art. 55 dispose que : « Dans l'assurance de personnes, l'assureur, après paiement de la somme assurée, ne peut être subrogé aux droits du contractant ou du bénéficiaire contre les tiers à raison du sinistre ». L'assuré peut donc cumuler l'action dont il dispose envers le tiers responsable et l'action envers l'assureur. Au contraire, l'art. 36 accorde la subrogation à l'assureur en matière d'assurance de dommage, le cumul des actions est désormais interdit à l'assuré, le caractère indemnitaire du contrat s'oppose à ce que l'assurance soit une source d'enrichissement pour le preneur.

Ces divers textes, incompatibles avec la théorie indemnitaire, permettent d'affirmer que l'attribution du bénéfice d'une assurance sur la vie peut être faite à titre gratuit. D'ailleurs l'expression même d'attribution à titre

gratuit apparaît à l'art. 64 5^e al. de la loi, ce qui tranche la controverse.

SECTION II

L'ASSURANCE SUR LA VIE SOUSCRITE PAR UN ÉPOUX AU PROFIT DE SON CONJOINT RÉALISE-T-ELLE UNE DONATION ?

La donation entre vifs comprend trois éléments : un élément formel, un élément matériel, et un élément intellectuel. Ces trois éléments se retrouvent-ils dans le contrat d'assurance sur la vie au profit d'un tiers ?

1^o *L'élément formel*

La jurisprudence reconnaît depuis longtemps que l'observation des règles de forme n'est pas indispensable à l'existence d'une donation. Elle valide les donations indirectes, qui résultent d'un acte juridique quelconque, pourvu que cet acte soit valable en lui-même, par exemple d'une stipulation pour autrui. Or, l'assurance sur la vie au profit d'un tiers se réalise par une stipulation pour autrui. La stipulation pour autrui, quand elle constitue une libéralité, n'est pas soumise aux formes des donations entre vifs ; l'art. 1973 C. civ. le dit pour la constitution d'une rente viagère au profit d'un tiers, elle est régie par l'art. 1121 C. civ., et sa validité dépend de celle du contrat sur lequel elle vient se greffer. Le contrat d'assurance sur la vie au profit du conjoint du stipulant sera donc une donation valable si le contrat

passé avec la compagnie d'assurances est conforme aux règles édictées par la loi de 1930, et si la désignation du bénéficiaire obéit à l'art. 1121 C. civ. et aux articles de la loi de 1930 qui adaptent cet acte juridique à l'assurance sur la vie.

En conséquence l'acte notarié, indispensable pour faire une donation entre vifs, est inutile pour désigner le bénéficiaire d'une assurance sur la vie, et l'art. 63 indique les modalités possibles de cette désignation.

Les règles qui s'imposent quand le donataire n'est pas présent au moment de la donation ne s'appliquent pas non plus en matière d'assurance sur la vie. Pour le donataire, son acceptation ne pourra intervenir que par acte notarié, et elle n'aura d'effet à l'égard du donateur que du jour où elle lui aura été notifiée. Pour le bénéficiaire, au contraire, l'acceptation de l'attribution du bénéfice d'assurance n'est soumise à aucune forme.

Enfin, il est interdit aux époux de se faire une donation mutuelle dans le même acte (1097 C. civ.); l'art. 73 de la loi de 1930 écarte cette défense quand il s'agit d'une assurance conjointe au profit du survivant des époux. L'art. 1097 ne concerne pas les libéralités accessoires à un contrat à titre onéreux, il établit une disposition de pure forme visant seulement les donations par acte notarié¹.

2°. *L'élément intentionnel.*

Pour qu'il y ait une donation il faut un second élément : l'élément intentionnel, *l'animus donandi*. Cet

1. S. 77-1-397.

élément peut exister dans l'assurance sur la vie, ce sera la volonté pour le stipulant de gratifier le bénéficiaire, la connaissance et la volonté qu'aura ce stipulant de faire un sacrifice gratuit au profit du bénéficiaire. Mais, pour que le sacrifice soit gratuit, le stipulant ne doit rien recevoir en échange de la désignation, s'il avait une obligation civile ou naturelle envers le bénéficiaire, l'attribution serait faite à titre onéreux. C'est ce qu'indique M. Planiol¹. La désignation du bénéficiaire ressemble à un versement d'espèces qui n'a par lui-même aucun caractère juridique déterminé. Ce sont les rapports antérieurs entre les parties, et leur commune intention au moment de l'attribution du bénéfice, qui feront de cet acte une donation ou un acte onéreux. C'est au juge du fait à apprécier le caractère juridique de la désignation.

3° *Élément matériel.*

Pour qu'il y ait donation *l'animus donandi* est insuffisant ; il faut un appauvrissement du patrimoine du stipulant et un enrichissement du patrimoine du bénéficiaire.

Cet élément matériel se rencontre-t-il dans l'assurance sur la vie au profit d'un tiers ? Sans aucun doute le patrimoine du stipulant s'appauvrit des primes ; celui du bénéficiaire s'enrichit de la créance contre l'assureur ; mais ce qui fait la difficulté, c'est qu'il n'y a pas de transmission directe de valeur d'un patrimoine dans un autre. Les primes ne sont pas remises au bénéficiaire, mais à l'assureur ; l'assureur ne va pas capitaliser les primes pour

1. Note. D. 93-1-403.

constituer le bénéfice payable au décès de l'assuré ; il réunira cette prime annuelle à celles versées par les assurés de la même catégorie ; l'ensemble de ces sommes servira à acquitter le montant des indemnités échues au cours de l'année. Ce n'est pas non plus la créance du bénéfice qui passe d'un patrimoine dans un autre ; le stipulant n'a jamais eu droit à ce bénéfice, le tiers est créancier direct de l'assureur dès le jour du contrat (art. 67).

Mais, s'il n'y a pas correspondance entre cet appauvrissement et cet enrichissement, cela tient au mécanisme du contrat d'assurance sur la vie, à son caractère aléatoire ; c'est grâce au sacrifice gratuit du stipulant que le bénéficiaire s'est enrichi, l'élément matériel de la donation peut être tenu pour réalisé.

Nous concluons donc que, malgré l'absence de transmission directe de valeur d'un patrimoine dans un autre, *l'animus donandi* et l'élément matériel se trouvant réunis, il y a donation.

SECTION III

QUEL EST L'OBJET DE LA DONATION INDIRECTE RÉALISÉE PAR UNE ASSURANCE SUR LA VIE ?

Avant la loi de 1930 la jurisprudence et la doctrine voulaient voir, dans le contrat d'assurance sur la vie stipulé à titre gratuit au profit d'un tiers, une donation indirecte ; mais ils n'étaient pas d'accord sur l'objet de cette donation.

1^o Doctrine.

Pour M. Planiol ¹ l'objet de la donation était le capital assuré. Seulement, il faut préciser que la note de M. Planiol a été écrite avant 1896, époque où la jurisprudence soumettait encore le capital assuré au rapport successoral et à la réduction pour atteinte à la réserve.

Voici comment cet auteur justifiait son opinion :

La disproportion entre l'appauvrissement du donateur et l'enrichissement du donataire s'explique par le caractère aléatoire du contrat d'assurance. Chaque fois que le donataire paie une prime il donne au bénéficiaire une chance de gain ; si l'assuré meurt dans l'année, le bénéficiaire touchera le capital stipulé, mais, si la condition ne se réalise pas, le bénéficiaire ne touchera rien.

Il ne peut donc y avoir donation du total des primes, parce que ces primes annuelles représentent chacune une chance de gain qui n'a pas produit d'effet, à l'exclusion de la prime payée dans l'année du décès.

Mais puisque seule la dernière prime est efficace, faudra-t-il dire avec M. Thaller que la donation porte sur cette dernière prime ?

Non, répondait M. Planiol, quand une personne achète un objet au profit d'une autre on considère que la donation porte sur l'objet acheté et non sur le prix d'achat.

• La donation ne peut donc avoir porté que sur le capital.

Pour la majorité des auteurs, à la veille de la loi de 1930, la donation portait sur le montant des primes, seule

1. Note. Cass. 22 février 1893 ; D. 93-1-403.

valeur sortie du patrimoine du souscripteur, puisque, depuis 1884, la jurisprudence admettait le droit direct du bénéficiaire au capital. MM. Balleydier et Capitant, qui faisaient partie de ce groupe, en déduisaient que toutes les règles des donations s'appliquent aux primes et non au capital assuré. Depuis la loi nouvelle, M. Nast ¹ estime que toutes ces règles s'appliquent uniquement aux primes exagérées, car, la loi de 1930 paraît avoir retiré aux primes normales le caractère de libéralité.

Avant 1930 M. Dupuich pensait qu'il y a donation des primes, que les actions que les créanciers et les héritiers du stipulant peuvent exercer contre le bénéficiaire ne peuvent avoir effet que pour leur montant, mais que, s'il s'agit de révocation après acceptation, elle s'applique au capital tout entier.

2° Jurisprudence.

Avant la loi de 1930, la conception de M. Dupuich paraissait être, en général, celle de la jurisprudence.

En effet, depuis 1884 elle avait répudié la théorie de l'offre, elle reconnaissait que la créance contre l'assureur n'est jamais entrée dans le patrimoine du souscripteur, que, dès lors, elle n'a pas pu en sortir au profit du bénéficiaire, et que le stipulant ne s'est appauvri que des primes. En 1888 elle déclarait que les créanciers du preneur d'assurance ne peuvent faire valoir leurs droits que sur le montant des primes, et depuis 1896 elle aboutissait aux mêmes conclusions pour les héritiers. Au

1. *Répertoire pratique du Notariat*, articles, n° 23203, 23211.

contraire, elle appliquait les règles sur la révocation des donations à l'attribution du bénéfice¹.

Seul, le Tribunal de Toulouse le 21 février 1902² s'était prononcé en sens contraire en s'appuyant sur la théorie du droit propre du bénéficiaire : l'attribution du bénéfice de l'assurance à un tiers ne peut, quand l'acceptation est intervenue, être révoquée par la survenance d'un enfant au stipulant.

Faut-il voir dans cette jurisprudence une contradiction semblable à celle qui existait avant 1896 ? Il ne le semble pas. M. Naquet³, reprochant à la jurisprudence ses solutions contradictoires de 1888, écrivait « Nous nous expliquerions encore une opinion consistant à dire : la stipulation d'assurance au profit d'un tiers est une libéralité *sui generis*, à laquelle on peut appliquer certaines règles des donations, en écartant certaines autres règles. A une condition toutefois, c'est que la distinction reposât sur une base rationnelle et se justifiât par des motifs équitables et logiques ». M. Naquet ne voyait pas de raison pour donner des règles différentes aux recours des créanciers du stipulant et à ceux de ses héritiers. Dans les deux hypothèses, en effet, les actions sont accordées pour éviter un appauvrissement du patrimoine du stipulant. S'il s'agit des créanciers, ils ont pour gage l'actif de leur débiteur, rien ne peut en être détourné à leur détriment ; s'il s'agit des héritiers, ils ont droit à leur

1. Cass. 22 février 1893. D. 93-1-403 ; Amiens, 1898. D. 1902-2-24. Trib. Seine, 29 mars 1902, Paris 2 janvier 1902, D. 1912-5-7. Paris 3 janvier 1918, D. 18-2-33. note Dupuich ; Req. 7 mai 1919, D. 21-1-131.

2. D. 1902-2-329.

3. Note sous arrêt Aix, 20 mars 1888. S. 89-2-17.

réserve entière et la succession doit être partagée également entre les cohéritiers. Dans le deux cas ce qui importe c'est de reconstituer le patrimoine du stipulant, de faire rapporter tous les biens qui en sont sortis ; or, le preneur d'assurance ne s'est appauvri que des primes, c'est leur montant qui devra être restitué.

Mais d'autres règles, applicables aux libéralités, ont été établies dans un autre but. Elles ne tendent pas à conserver intact le patrimoine du donateur pour la protection de ses créanciers et de ses héritiers, elles visent plutôt à protéger la volonté du donateur : ce sont les règles sur la capacité, sur l'irrévocabilité des donations et les exceptions qu'elle comporte. L'élément intentionnel paraît, dans ce cas, plus important que l'élément matériel. Si l'intention libérale n'a pas les qualités requises, si une circonstance postérieure à l'acceptation du donataire permet au donateur de révoquer sa libéralité, il faut que l'annulation ou la révocation s'exerce sur le capital touché ; le bénéficiaire ne doit rien garder si l'intention libérale qui l'a enrichi n'existe pas ou a disparu, si, surtout, la révocation intervient à titre de pénalité.

C'est pourquoi il ne nous paraîtrait pas contradictoire de décider que les primes forment l'objet de la donation, d'appliquer à ces primes certaines règles des libéralités, et cependant de permettre à l'époux souscripteur de faire porter la révocation sur l'attribution du bénéfice et non sur le montant des primes. La distinction établie par la jurisprudence et par M. Dupuich entre ces deux groupes de règles nous semble reposer sur la base rationnelle réclamée par Mr. Naquet.

Cependant, nous estimons préférable de décider que l'objet de la donation c'est le profit du contrat d'assurance sur la vie, la créance conditionnelle attribuée au bénéficiaire, qui deviendra, à l'échéance, un droit au capital ou à la rente stipulée, ou bien à la valeur réduite, à moins que le contractant n'ait racheté la police en cours d'assurance, auquel cas, le profit du contrat se transforme en valeur de rachat. C'est de ce profit que le stipulant a entendu enrichir la personne désignée, le paiement des primes n'a été que le moyen utilisé pour obtenir ce résultat.

L'objection que ce droit conditionnel n'a jamais été dans le patrimoine du stipulant et n'a pu, par conséquent être transmis au bénéficiaire, nous paraît devoir être repoussée. En effet, elle peut être faite tout aussi bien à l'opinion qui décide que l'objet de la donation est le montant des primes. Ces primes n'entrent pas dans le patrimoine du donataire, elles demeurent dans la caisse de l'assureur. D'autre part, le bénéfice de l'assurance n'est pas formé par la capitalisation des primes.

SECTION IV

L'ATTRIBUTION A TITRE GRATUIT DU BÉNÉFICE D'UNE ASSURANCE SUR LA VIE EST-ELLE SOUMISE AUX RÈGLES DE FOND DES DONATIONS ?

Aucune des règles *de forme* des donations ne s'applique à l'attribution à titre gratuit du bénéfice d'une assurance sur la vie. L'application de ces règles est néces-

sairement écartée notamment par l'art. 63, al. 5 de la loi de 1930.

Quant aux règles *de fond* des donations, l'exposé des motifs indique que, pas plus que les règles de forme, elles ne peuvent s'appliquer à l'attribution qui nous occupe ¹.

Le commentateur ² de la loi de 1930 au « Répertoire du notariat » s'élève contre cette affirmation de l'exposé des motifs, et nous pensons que son opinion est en grande partie fondée.

Pour étudier cette question, nous distinguerons entre les diverses règles de fond applicables aux donations :

§ 1, Règles qui dérivent de la nature contractuelle de la donation,

§ 2, Règles qui sont spéciales aux libéralités et ont pour but :

1° de protéger les créanciers et les héritiers du donateur,

2° de protéger le donateur et le donataire.

§ 1. *Règles qui dérivent de la nature contractuelle de la donation*

La donation entre vifs, étant un contrat, n'est parfaite qu'au jour où les volontés du donateur et du donataire se seront rencontrées. Elle ne produit d'effets que du jour où elle a été acceptée en termes exprès ; elle ne peut

1. Exposé des Motifs et rapport à la Chambre des députés, 29 novembre 1929, p. 1172. col. 1.

2. *Répertoire du notariat. Législation commentée* 1930, p. 303.

intervenir qu'au profit d'une personne vivante ou tout au moins conçue au moment de la donation (906 C. civ.) ; quand elle est parfaite elle est irrévocable.

Au contraire, quand le souscripteur d'une assurance sur la vie en attribue le bénéfice à un tiers, aucun rapport contractuel ne se noue entre le stipulant et le bénéficiaire, leurs volontés n'ont pas besoin de se rencontrer pour que la libéralité existe. Le droit du bénéficiaire est censé naître au jour où le contrat d'assurance sur la vie a été passé, même si la désignation est intervenue postérieurement, et l'acceptation marque seulement la prise de possession de ce droit ; elle peut intervenir même après la mort du stipulant. La volonté du bénéficiaire n'étant pas un élément essentiel pour la création de son droit, l'art. 63 de la loi de 1930 permet au souscripteur de désigner une personne future, elle lui permet aussi de désigner en cours d'assurance et de changer le titulaire du droit, ce qui importe c'est qu'on puisse le déterminer à l'échéance ; en matière de stipulation pour autrui le droit n'a pas besoin de se fixer immédiatement sur une tête comme pour la donation. La règle de l'irrévocabilité du contrat dès sa formation n'a pas à s'appliquer. Bien que le droit du bénéficiaire comprenne tous ses éléments essentiels au jour de la signature de la police, le souscripteur pourra le révoquer jusqu'à ce que le bénéficiaire ait déclaré vouloir en profiter, car la libéralité est réalisée par une stipulation pour autrui.

§ 2. Règles de fond spéciales aux libéralités

Etant donné que nous considérons le profit du contrat d'assurance sur la vie comme l'objet de la donation, nous pensons que les règles de fond des libéralités doivent s'appliquer, en principe, à l'attribution du bénéfice.

Cependant, nous constaterons que ces règles doivent subir des altérations dues au fait que cette libéralité intervient comme une stipulation accessoire à un contrat d'assurance ; elle subit l'influence du contrat principal.

Ces règles peuvent se diviser en deux catégories : les unes ont pour but de protéger les créanciers et les héritiers du donateur, les autres sont faites pour protéger le donateur et le donataire.

1^o Règles ayant pour but de protéger les créanciers et les héritiers du donateur.

La loi de 1930 consacre sur ce point les solutions de la jurisprudence antérieure, elle n'applique les règles des libéralités qu'aux primes exagérées eu égard aux facultés de l'assuré (art. 68, al. 2.).

Nous pensons que la loi de 1930 a établi une exception au droit commun en considération des intérêts en jeu.

Quand il s'agit de protéger les créanciers et les héritiers du stipulant, ce qui importe c'est ce qui sort du patrimoine du stipulant, c'est le montant des primes. Mais la loi de 1930, à la suite de la jurisprudence antérieure, déclare que le souscripteur ne s'appauvrit que si les primes sont excessives. Le législateur a voulu favoriser le développement du contrat d'assurance sur la vie quand

il est manifestement inspiré par l'esprit de prévoyance et non par le désir de frustrer les créanciers de leur gage, les héritiers de leur réserve, ou d'établir l'inégalité entre les cohéritiers. C'est pourquoi, il n'exige le rapport que pour les primes excessives.

Seulement, l'absence de préjudice pour les créanciers et les héritiers, le fait que les primes sont normales, ne peut modifier la nature juridique de l'opération ; il y a toujours une libéralité indirecte, car on ne peut nier l'existence d'un élément matériel.

C'est pourquoi nous pensons qu'il faut appliquer les autres règles des libéralités dans l'hypothèse où les primes payées sont normales, et que ces règles intéressent, non le montant des primes, mais l'attribution du bénéfice, conformément au droit commun. La loi de 1930 est muette sur cette question. C'est, croyons-nous, parce qu'elle entend se conformer à la jurisprudence antérieure.

2^o Règles ayant pour but de protéger le donateur et le donataire.

Nous allons examiner si le mécanisme du contrat d'assurance sur la vie, ou la loi de 1930, suscitent quelques difficultés pour l'application de ces règles à l'attribution du bénéfice.

Les règles ayant pour but de protéger le donateur et le donataire peuvent se diviser en trois catégories.

A. La règle donner et retenir ne vaut,

B. Les règles autorisant exceptionnellement la révocation des donations.

C. Les règles sur les incapacités.

A. Règle donner et retenir ne vaut.

Pour que l'intention libérale du donateur soit certaine, il faut qu'il se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée. D'autre part il est nécessaire de protéger le donataire contre un changement de volonté du donateur. Pour cette double raison le Code civil a déclaré qu'en principe les donations entre vifs étaient irrévocables, et il a interdit certaines dispositions contraires à cette règle aux art. 943 et suivants.

a) *Interdiction de donner des biens à venir.* — Nous devons nous demander si les règles de l'assurance sur la vie, ou la loi de 1930, ont apporté une dérogation à cette règle. En effet, comme le bénéficiaire d'une assurance en cas de décès, ne recueillera le capital stipulé qu'à la mort de l'assuré, on peut se demander si le droit qui lui est conféré n'est pas un simple droit éventuel à exercer dans la succession du stipulant, qui prendra naissance à l'arrivée de l'événement. Nous ne le pensons pas; le droit du bénéficiaire n'est pas éventuel, mais conditionnel, il est censé exister dès la conclusion du contrat d'assurance sur la vie grâce à l'effet rétroactif de la condition; la condition exigée c'est la mort de l'assuré dans l'année où la prime a été payée. Ce droit en germe est bien dans le patrimoine du bénéficiaire dès la signature de la police, ce qui le prouve c'est que le bénéficiaire peut le céder quand il l'a consolidé par son acceptation. Au contraire, le bénéficiaire d'une simple éventualité n'aurait aucun droit dans son patrimoine dont il puisse disposer.

Dès lors nous estimons que la loi de 1930 n'a apporté

sur ce point aucune dérogation à la règle interdisant de donner des biens à venir.

b) *Interdiction de donner sous condition potestative.* — En matière d'assurance sur la vie, le stipulant ne se dépouille que s'il le veut bien. Tous les ans il peut mettre fin au contrat en cessant de payer les primes. Le bénéficiaire n'est donc pas sûr de toucher le capital assuré. Ce résultat tient à ce que le contrat d'assurance est successif quand les primes sont annuelles ; le législateur ne veut pas que le souscripteur engage l'avenir sans savoir s'il pourra toujours payer les primes, ou si l'intérêt qu'il veut sauvegarder subsistera.

Nous estimons que, sur ce point, les règles de l'assurance sur la vie, sanctionnées par la loi de 1930, ont apporté une dérogation à l'interdiction de donner sous condition potestative.

Nous trouvons encore un certain nombre de dispositions qui paraissent en opposition avec cette règle.

En effet, jusqu'à l'acceptation, le contractant peut révoquer l'attribution du bénéfice. Il peut aussi exercer un certain nombre de facultés qui sont la suite naturelle de ce droit de révocation : Il peut exercer le droit d'option entre la réduction et le rachat et l'exercer à son profit personnel ; il peut se servir de la police comme d'un moyen de crédit, la donner en gage, se faire faire des avances par la Compagnie.

Mais ce droit de révocation du bénéfice non accepté est de l'essence de la stipulation pour autrui, comme l'irrévocabilité de la donation entre vifs découle de sa nature

contractuelle. Nous ne croyons pas que ce droit de révocation soit une véritable dérogation à l'art. 944 C. civ.

Après l'acceptation du bénéfice, l'attribution devient irrévocable. M. Trasbot reconnaît cependant au contractant une faculté qui pourrait être une dérogation à l'art. 944. Il indique en effet que, malgré l'acceptation du bénéficiaire, il semble résulter de l'art. 77 de la loi de 1930 que le contractant peut seul exercer le droit d'option entre la réduction et le rachat¹.

Mais, d'une part, M. Trasbot lui-même reconnaît qu'après l'option du contractant les valeurs de rachat ou de réduction appartiennent au bénéficiaire. D'autre part, en vertu de l'art. 74 de la loi de 1930, le bénéficiaire peut toujours, en sa qualité d'intéressé, se substituer au contractant pour payer les primes, et a ainsi le moyen d'empêcher le contractant d'exercer son option.

Dans ces conditions, même dans l'opinion de M. Trasbot, cette faculté d'option laissée au contractant apparaît moins comme une dérogation à la règle de l'art. 944 que comme un moyen laissé au contractant de rester juge du point de savoir si le contrat doit être ou non continué, afin de protéger contre lui-même le bénéficiaire qui pourrait avoir le désir de toucher immédiatement, et contrairement à ses vrais intérêts, la valeur de rachat.

L'opinion de M. Trasbot est en opposition avec la doctrine antérieure².

1. D. 1931-4-41.

2. Dupuich, n° 436,438 ; Lyon-Caen, projet de loi de 1904. Lefort, t. 2, p. 164.

L'art. 64 al. 5 de la loi de 1930 paraît aussi déroger à l'art. 944. C. civ. Il dit que « l'attribution à titre gratuit du bénéfice d'une assurance sur la vie à une personne déterminée est présumée faite sous la condition de l'existence du bénéficiaire à l'époque de l'exigibilité du capital ou de la rente assurés ». Mais cet article se contente de présumer l'intention du donateur de voir le bénéfice du contrat profiter à son patrimoine au cas de prédécès du bénéficiaire. Or, la donation sous condition de survie du donataire est reconnue licite par la jurisprudence parce qu'elle est casuelle et non potestative.

c) *Interdiction pour le donateur de se réserver la liberté de disposer d'un effet compris dans la donation.* — Le souscripteur peut se réserver le droit de participer aux bénéfices de la compagnie d'assurances. Mais tout donateur a le droit de limiter l'étendue de la donation par une réserve insérée dans le contrat ; il lui est seulement interdit de revenir sur sa donation. Le souscripteur fait deux stipulations dans la police, une en sa faveur pour la participation aux bénéfices, l'autre en faveur du tiers pour l'attribution du capital.

L'art. 70 de la loi de 1930 indique que, si la cessibilité de l'attribution du bénéfice n'a pas été prévue expressément au contrat, le bénéficiaire acceptant a besoin du consentement du stipulant pour transmettre le bénéfice. Le souscripteur se réserve-t-il un droit de disposition ? Non, c'est un droit de contrôle admis pour favoriser le but de prévoyance de l'assurance sur la vie.

B. Les règles autorisant exceptionnellement la révocation des donations.

Le principe de l'irrévocabilité des donations comporte trois exceptions prévues par les art. 953 et suivants du C. civ. D'autre part, entre époux, les donations sont toujours révocables.

a) *Peut-on, d'une manière générale, appliquer les règles sur la révocation des donations à l'attribution du bénéfice.*

— La loi nouvelle ne contient aucune disposition précise sur ce point. On peut admettre qu'elle a laissé subsister les solutions de la jurisprudence antérieure, qui appliquait, à l'attribution gratuite du bénéfice d'une assurance sur la vie, les exceptions à la règle de l'irrévocabilité des donations.

Avant la loi de 1930 on a cependant contesté le droit pour le souscripteur de révoquer l'attribution du bénéfice qui est déjà accepté¹. On a dit que ce droit ne concernait que le contrat de donation prévu par les art. 894 et suivants. Mais la jurisprudence a toujours appliqué les règles de la révocation à toutes les libéralités quelle que soit leur forme. En effet, disait M. Dupuich², il y a plutôt lieu d'étendre que de restreindre les principes de la révocation en matière d'assurances sur la vie, puisqu'il résulte de l'art. 1121 C. civ. que la stipulation pour autrui est essentiellement révocable jusqu'à l'acceptation

A la veille de la loi nouvelle, la doctrine admettait en général la possibilité pour le souscripteur de révoquer dans les cas prévus pour le contrat de donation, mais

1. Lefort, t. 2, p. 149.

2. D. 18-2-33.

beaucoup d'auteurs ne faisaient porter cette révocation que sur le montant des primes ¹.

M. Dupuich suivait, au contraire, la jurisprudence constante qui permettait la révocation de l'attribution du bénéfice. Dans sa note sur l'arrêt de la Cour de Paris du 3 janvier 1918 cet auteur réfutait l'argument tiré du droit propre du bénéficiaire au capital assuré. Comment, avait-on dit, la révocation peut-elle faire sortir le capital assuré du patrimoine du bénéficiaire, pour le faire rentrer dans celui du stipulant, puisque ce capital n'a jamais fait partie de ce dernier ? M. Dupuich répondait que ce capital ne rentre pas, mais entre dans le patrimoine du stipulant, par l'effet nécessaire de la révocation. Pourquoi ce résultat serait-il impossible à admettre, puisque c'est celui qui se produit en cas de révocation avant acceptation et qui, de l'aveu de tous, est autorisé par l'art. 1121 C. civ. et par l'art. 64 de la loi de 1930 ? M. Dupuich ajoutait, et ici nous ne sommes plus de son avis, que la révocation ne fait pas sortir le capital du patrimoine du bénéficiaire pour la bonne raison qu'il n'y était jamais entré. Le bénéficiaire, disait-il, a un droit de créance pour le montant de ce capital, droit qui naît directement sur sa tête, mais ce droit n'est qu'éventuel, ce n'est qu'une vocation ; si l'événement prévu ne se réalise pas le bénéficiaire ne touchera rien.

Nous croyons, au contraire, que le droit au capital est conditionnel, que ce germe de droit existe dès la signature de la police et fait bien partie du patrimoine du bénéficiaire.

1. Balleydier et Capitant. *Livre du centenaire*. Planiol, Ripert et Nast. *Traité pratique de droit civil*, t. 8.

Donc, en révoquant l'attribution du bénéfice, le stipulant prive la personne désignée d'un droit qui lui a toujours appartenu et enrichit son patrimoine d'un droit qui lui était étranger. Mais c'est aussi le résultat de la révocation avant acceptation.

D'autre part, s'il est exact que le stipulant n'a aucun droit au capital assuré, il acquiert cependant quelque chose dans le contrat, sans cela il ne pourrait valablement stipuler pour autrui. Ce que le stipulant acquiert, disait M. Planiol¹, c'est le droit de désigner le bénéficiaire, ce droit lui donne le moyen de faire une donation. Le stipulant doit pouvoir reprendre ce droit, en faire usage au profit d'un tiers ou de son propre patrimoine, dans les hypothèses où le C. civ. permet la révocation des donations

On a fait une objection. Le preneur d'assurance a toujours le moyen de mettre fin au contrat en cessant de payer les primes, par conséquent, il n'a pas besoin de révoquer l'attribution du bénéfice pour dépouiller le tiers, et il est vain de rechercher s'il a le droit de révocation. L'objection est exacte, mais elle n'est pas décisive. En effet, si trois primes ont été payées, le bénéficiaire touchera toujours quelque chose; l'acceptation a fixé sur sa tête le profit du contrat quel qu'il soit, il aura toujours droit à la valeur réduite ou à la valeur de rachat, et même il pourra toucher le capital entier contre le gré du stipulant, car l'art. 74 lui permet de maintenir le contrat en payant les primes. Le souscripteur ne pourra même pas reprendre les primes qu'il a versées, elles sont définitivement acquises à l'assureur.

1. Note sur arrêt C. cass. 22 février 1893.

Avant 1930 certains auteurs voulaient faire porter la révocation sur leur valeur. M. Nast pense que, depuis la loi nouvelle, la révocation ne peut plus porter que sur les primes exagérées, de sorte que, normalement, le souscripteur ne pourra exercer aucune révocation.

Et cependant les motifs qui justifient la révocation des donations, protection de la volonté du donateur, sanction contre le bénéficiaire coupable, se rencontrent ici. C'est pourquoi nous pensons qu'il faut accorder au stipulant le droit de révoquer l'attribution du bénéfice, malgré l'acceptation du bénéficiaire, quand se présente l'un des cas prévus par le Code civ. pour le contrat de donation.

b) *Peut-on adapter les cas de révocation des donations à l'attribution du bénéfice d'une assurance sur la vie au conjoint du souscripteur ?* — 1^o Hypothèse de l'art. 1096 du C. civ. — Le stipulant et le bénéficiaire étant mariés dans notre hypothèse, l'attribution du bénéfice est en principe toujours révocable. Cette révocation résultera d'une manifestation de volonté de l'époux stipulant ; on lui appliquera les mêmes règles qu'à la révocation avant acceptation. Elle pourra être expresse ou tacite, elle ne sera opposable à l'assureur que si elle a été portée à sa connaissance (art. 64).

Mais que faut-il décider quand le stipulant n'a épousé le bénéficiaire qu'après la passation du contrat d'assurance ?

Si l'acceptation est intervenue avant le mariage, le droit du bénéficiaire était déjà consolidé. Après la célé-

bration du mariage il semble que le stipulant ne puisse révoquer en vertu de l'art. 1096 ; il n'aurait ce droit que dans les cas prévus par le C. civ. pour un donateur quelconque. Cependant, M. Dupuich¹ pense que, même dans cette hypothèse, il faut accorder à l'époux stipulant le droit de révocation *ad nutum*. Pour donner cette solution M. Dupuich se fonde sur le fait que la libéralité dérivant du contrat d'assurance sur la vie se réalise par actes successifs, alors que l'art. 1096 n'a envisagé qu'une donation se faisant d'un seul coup. La révocation *ad nutum* a été établie pour protéger la volonté de l'époux donateur contre les tentatives de captation de son conjoint, or, dit M. Dupuich, ce danger est à craindre chaque fois que le contractant doit verser une prime, puisque ce paiement est nécessaire pour rendre l'attribution efficace. Il faut permettre à l'époux stipulant de révoquer l'attribution du bénéfice, même si son conjoint l'a accepté avant la célébration du mariage, quand le contrat a été entretenu au moyen de primes payées pendant le mariage. L'époux bénéficiaire aura droit, malgré la révocation, à la valeur de rachat de la police au moment du mariage, valeur qui lui était acquise par son acceptation.

Si le bénéficiaire n'avait pas accepté avant le mariage, il faut distinguer, d'après le Tribunal de la Seine², suivant que le contrat primitif a été modifié ou non depuis le mariage ou même le jour du mariage. Si aucun avenant n'a été signé, le conjoint qui accepte après le mariage est

1. *L'assurance-vie*, p. 209.

2. *Gazette du Palais*, 6 mai 1926 ; Pr. p. 1927, p. 24.

considéré, au point de vue du droit de révocation, comme un tiers bénéficiaire quelconque. Si, au contraire, le jour du mariage, ou après le mariage, le contractant signe un avenant déclarant que le bénéficiaire est son conjoint, l'attribution du bénéfice est devenue révocable *ad nutum* (1096 C. civ.). Le jugement sus indiqué en a déduit que le contractant avait pu le transférer valablement sur la tête de son fils. En effet, l'avenant a tous les caractères d'une nouvelle police ; le preneur a désigné un nouveau bénéficiaire qui, s'il a la même personnalité physique que le premier, est revêtu d'une qualité juridique différente, les rapports du stipulant et du bénéficiaire sont modifiés, la stipulation constitue désormais une donation entre époux essentiellement révocable.

MM. Godard et Perraud Charmentier combattent cette solution dans leur commentaire de la loi de 1930¹. Ils admettent bien que, depuis l'avenant, il existe une donation entre époux essentiellement révocable, mais ils estiment qu'il ne peut y avoir de donation que pour le montant des primes payées par le contractant, et suivant les circonstances ; la révocation ne peut porter sur l'attribution du bénéfice.

Nous pensons que, la tentative de captation du conjoint bénéficiaire ayant pour but d'obtenir le profit du contrat, et non la valeur des primes, ou plutôt, depuis la loi de 1930, des primes excessives, si on veut protéger efficacement la volonté du souscripteur, il faut lui permettre la révocation *ad nutum* de l'attribution du béné-

1. *Code des assurances.*

fice, et pour le tout, puisque, au contraire du cas précédent, aucune valeur n'était acquise au bénéficiaire avant le mariage.

La désignation de la femme du stipulant sans indication de nom est l'hypothèse inverse de la précédente. La personnalité physique du bénéficiaire n'est pas précisée au moment du contrat, mais sa qualité de conjoint l'est. Dès que le mariage sera intervenu, sans qu'un avenant soit nécessaire, la désignation sera considérée comme une donation entre époux essentiellement révocable.

Les donations étant toujours révocables entre époux, il semble au premier abord inutile d'examiner les autres cas de révocation ; cependant, il peut y avoir intérêt à invoquer les art. 953 et suivants du C. civ.

D'abord pour l'époux contractant lui-même. Si l'assurance sur la vie a été conclue avant tout mariage et que la désignation du bénéficiaire n'ait pas visé sa qualité de conjoint, la stipulation est considérée comme faite au profit d'un tiers quelconque ; une fois acceptée elle ne peut être révoquée en vertu de l'art. 1096, tout au moins quand la prime est unique. En ce cas il y a intérêt à savoir si les autres causes de révocation des libéralités lui sont applicables.

Il y a aussi intérêt pour les ayants droit de l'époux stipulant, car le droit de révocation *ad nulum* est personnel à l'époux donateur.

La révocation de plein droit pour survenance d'enfant n'est pas possible entre époux.

Restent les deux cas de révocation pour inexécution des conditions et pour ingratitude.

2^o Révocation pour inexécution des charges. — L'époux contractant a attribué le bénéfice à son conjoint, mais il lui a imposé une charge. Un contrat synallagmatique s'est formé entre le stipulant et le bénéficiaire le jour où le bénéficiaire a déclaré vouloir profiter de la stipulation. Il nous paraît naturel d'appliquer à cette hypothèse les règles admises en cas d'inexécution des charges d'un donataire. En conséquence, à partir de l'acceptation, le stipulant pourra soit exiger l'exécution de la condition, soit demander la révocation pour inexécution des charges. Pour qu'il y ait lieu d'exercer l'action en révocation en vertu de l'art. 954, il faut, en premier lieu, que la charge soit inférieure au capital stipulé. Si elle était égale, en effet, il ne s'agirait plus d'une révocation de donation, mais de la résolution d'un acte à titre onéreux par application de l'art. 1184. En second lieu, il faut que le bénéficiaire ait commis une faute¹. Si l'inexécution n'était pas fautive, le stipulant pourrait encore demander la nullité de l'attribution du bénéfice, pour une raison toute différente, l'absence de cause, si la charge était reconnue par le juge comme la cause impulsive et déterminante de la désignation.

Cette révocation doit être demandée en justice ; cependant, une clause de révocation de plein droit peut être insérée dans la police. Peuvent être demandeurs à l'action : les héritiers du donateur, ses créanciers et les héritiers de ses créanciers en vertu de l'art. 1166 C. civ.

La révocation produit un effet rétroactif au jour de la

1. *Traité pratique de droit civil*, t. 5, p. 490. Contra. Colin et Capitant, t. 3, p. 803.

donation. Les actes de disposition, tels que cession, mise en gage, accomplis par le bénéficiaire après son acceptation, sont anéantis rétroactivement.

Mais une difficulté spéciale se présente en matière d'assurance sur la vie. Un contrat synallagmatique peut-il se former entre le stipulant et le bénéficiaire alors que le premier peut cesser le paiement des primes ? L'obligation d'exécuter la charge est-elle valable bien que sa contre partie soit soumise à une condition purement potestative de la part du débiteur ?

L'affirmative nous paraît certaine. Le contrat d'assurance sur la vie est un contrat d'épargne, il ne peut s'accommoder d'une obligation indéfinie au paiement des primes. L'attribution du bénéfice au profit d'un tiers doit se plier aux règles du contrat d'assurance sur la vie, mais ces règles légales n'empêchent nullement, à notre avis, l'application des dispositions sur la révocation des donations pour inexécution des charges, puisque c'est la convention tacite des parties. Donc, si le bénéficiaire a accepté d'exécuter une charge, son obligation subsistera malgré la cessation du paiement des primes ; le souscripteur pourra l'obliger à l'exécuter, ou demander la révocation de l'attribution. D'ailleurs, pour éviter une charge hors de proportion avec le profit espéré, le bénéficiaire n'aura qu'à attendre, pour accepter l'attribution et pour s'engager à l'exécution de la charge, que le montant des primes versées soit suffisamment important.

On peut objecter, il est vrai, que le bénéficiaire n'est pas sûr de survivre à l'échéance du contrat ; peut être la désignation l'appauvrira-t-elle au lieu de l'enrichir.

Mais le contrat d'assurance sur la vie est aléatoire ; le bénéficiaire qui accepte d'exécuter une charge doit calculer si les chances qu'il a de recueillir le capital stipulé sont assez grandes pour compenser l'obligation qu'il a assumée. De plus, rien n'empêche une donation entre vifs d'être faite sous condition de survie et cependant avec charge. Le donataire appréciera s'il peut accepter une donation de cette sorte.

3^o La révocation pour cause d'ingratitude (955 C. civ.). — C'est une révocation judiciaire ; elle n'a pas lieu de plein droit, elle doit être demandée en justice (956). L'action en révocation pourra être dirigée contre l'attribution du bénéfice consenti par un des futurs époux à l'autre dans le contrat de mariage. L'art. 959 qui ne permet pas de révoquer pour ingratitude les donations en faveur de mariage, est ici inapplicable car il ne vise que les donations faites par un tiers en vue de subvenir aux charges du ménage¹. C'est même seulement dans cette hypothèse que l'époux souscripteur aura intérêt à intenter l'action en révocation pour cause d'ingratitude, puisqu'entre époux les donations sont toujours révocables.

Des trois cas de révocation pour ingratitude prévus par l'art. 955 C. civ. nous allons signaler seulement les deux qui peuvent prêter à difficulté.

— le donataire a attenté à la vie du donateur. C'est le seul qui soit mentionné indirectement par l'art. 79, al. 3, de la loi de 1930. « En cas de simple tentative, le

1. A. et Rau, 5^e édit., § 708, n^o 11 ; Colin et Capitant, p. 809.

contractant a le droit de révoquer l'attribution du bénéfice de l'assurance, même si l'auteur de cette tentative avait déjà accepté le bénéfice et la stipulation faite à son profit ».

On peut voir dans cette disposition un cas de révocation pour ingratitude dans l'hypothèse où l'attribution du bénéfice a été faite à titre gratuit, et où l'assuré, victime de la tentative, est aussi contractant.

S'il en est ainsi, il faudra accorder l'action, dans les limites de l'art. 957 C. civ., aux héritiers du stipulant ou tout au moins aux continuateurs de sa personne, bien que la loi de 1930 ne dise rien.

— le donataire a refusé des aliments au donateur. Le donataire ne peut être tenu de servir des aliments au donateur au delà de la valeur qu'il a reçue¹. Or le bénéficiaire d'une assurance sur la vie ne touche rien, en principe, jusqu'à l'échéance du contrat. Cette échéance c'est souvent le décès de l'époux souscripteur. Dans cette hypothèse, le bénéficiaire, n'ayant rien touché de la Compagnie d'assurances, pourrait refuser des aliments au donateur sans se montrer ingrat. Mais le profit du contrat peut avoir été versé au bénéficiaire du vivant de son conjoint souscripteur dans les cas suivants :

- si l'assurance est en cas de vie du bénéficiaire,
- si l'assurance est en cas de décès d'un tiers,
- si l'assurance est en cas de décès du souscripteur et que ce dernier ait exercé le rachat après l'acceptation du bénéficiaire.

1. *Traité pratique de droit civil*, t. 5, n° 506.

Dans ces trois hypothèses le bénéficiaire s'est enrichi, le souscripteur dans le besoin pourra lui demander une pension alimentaire. La jurisprudence n'accorde pas, il est vrai, d'action au donateur pour obtenir des aliments ¹. Mais le souscripteur d'assurance pourra intenter une action en révocation pour ingratitude, et obtenir que le bénéficiaire lui verse ce qu'il a touché de la compagnie d'assurances.

Qui peut demander la révocation ?

En principe l'art. 957 ne l'accorde qu'au donateur. Les créanciers du donateur ne peuvent agir en son nom, bien que l'action ait un caractère pécuniaire, car il faut laisser au donateur la faculté de pardonner. Les héritiers n'ont pas l'action de leur chef, mais cette action leur est transmise si elle n'est pas prescrite au moment du décès du donateur ou si elle n'est pas éteinte par le pardon.

Nous ne voyons pas de raison pour modifier ces règles en matière d'assurance sur la vie.

Effets de la révocation à l'égard des tiers.

L'art. 958 C. civ. n'ordonne la publicité de la demande en révocation qu'à l'égard des donations d'immeubles. S'il s'agit de meubles, la révocation produit effet à l'égard des tiers du jour de la demande ². Par conséquent, si le conjoint bénéficiaire acceptant avait cédé son droit au bénéfice, en vertu d'une clause de cessibilité insérée dans la police, cette cession ne serait pas résolue par la révocation si l'endossement ou les formalités prescrites par l'art. 1690 C. civ. avaient eu lieu avant l'introduction

1. Req. 1^{er} dec. 1919. D. 1920-1-5, note Ripert.

2. Aubry et Rau, 5^e édit. § 708, note 31.

de la demande en révocation. Si la cession était intervenue après la demande en révocation, elle serait nulle. Cependant, l'époux stipulant fera bien de signifier la demande en révocation à la Compagnie débitrice, pour éviter toute contestation avec les tiers, et à cause de l'art. 64, 4^e al. de la loi de 1930 qui déclare que la révocation de la stipulation n'est opposable à l'assureur que lorsqu'il en a eu connaissance. Bien que cet article vise la révocation avant acceptation par le bénéficiaire, il semble devoir s'appliquer à la révocation après acceptation. Si l'époux stipulant n'a pas porté à la connaissance de l'assureur la demande en révocation, l'assureur, qui a payé à l'échéance du contrat le cessionnaire de la créance, pourra dire qu'il a payé de bonne foi. Il est vrai que, l'endossement étant nul, le donateur peut exiger du cessionnaire la restitution du bénéfice, mais il faut compter avec son insolvabilité possible.

La révocation pour refus d'aliments ne peut intervenir qu'au terme du contrat d'assurance ; le cessionnaire de la créance n'a donc jamais à craindre la nullité dans cette hypothèse.

2 cas de révocation de plein droit.

Ce sont plutôt des hypothèses de déchéance, mais on les rattache parfois au cas de révocation pour cause d'ingratitude.

1^o *Hypothèse de l'art. 299 C. civ.* — L'époux, contre qui le divorce ou la séparation de corps a été prononcée, perd tous les avantages que l'autre époux lui avait faits.

L'attribution à titre gratuit du bénéfice d'une assu-

rance sur la vie étant certainement un avantage consenti par le stipulant, l'art. 299 doit nécessairement s'appliquer au bénéficiaire coupable. M. Lefort, qui n'admettait pas l'application de l'art. 1096 à l'attribution du bénéfice, donnait la solution inverse pour l'art. 299 à cause du caractère de pénalité de cette disposition.

La déchéance se produit de plein droit. L'époux demandeur n'a pas besoin d'agir par voie directe et principale, puisque la prononciation du divorce ou de la séparation de corps à son profit entraîne fatalement la révocation de tous les avantages qu'il a consentis à son conjoint soit dans le contrat de mariage, soit depuis le mariage.

Toutefois certains arrêts considèrent qu'une action en révocation pour cause d'ingratitude est nécessairement sous-entendue dans toute demande en divorce ou en séparation de corps. Cette action n'est pas éteinte par la mort du demandeur au cours de l'instance, comme l'action en divorce. En conséquence, les héritiers du donateur peuvent former une action en révocation pour ingratitude, bien que l'année de délit soit écoulée¹; ils sont censés continuer l'action commencée par leur auteur. Cependant la Cour de Paris², bien qu'assimilant la demande en divorce et la demande en révocation pour ingratitude, ne permet pas aux héritiers de l'époux donateur d'exercer cette action s'ils ne sont plus dans l'année du délit.

1. Trib. Bouches du Rhône, 17 mars 1927, D. H. 27-321. Aix 28 novembre 1927, *Gazette du Palais*, 30 mars 1928. Planiol et Ripert, t. 3, n° 2647.

2. C. Paris, 23 juillet 1926. D. H. 26-568.

Si on adopte cette jurisprudence, il n'y a pas de raison pour refuser l'action en révocation aux héritiers d'un époux souscripteur mort avant d'avoir obtenu un jugement de divorce définitif à l'encontre de son conjoint bénéficiaire de l'assurance sur la vie.

2^o *Hypothèse de l'art. 79, 1^{er} al. de la loi de 1930.* — Le contrat d'assurance cesse d'avoir effet quand le bénéficiaire a occasionné volontairement la mort de l'assuré.

C'est encore une révocation de plein droit. Les héritiers de l'assuré, stipulant à titre gratuit, n'ont pas besoin d'intenter l'action en révocation pour ingratitude. Si une réserve a pu être constituée, elle fera partie du patrimoine de l'époux souscripteur, ses ayants cause en profiteront ¹.

Il n'y a pas là un cas de révocation de donation, mais une mesure d'ordre public. Le législateur s'efforce d'éviter le crime du bénéficiaire, il prévoit l'annulation du contrat. Puis, comme l'assureur ne doit pas profiter du meurtre de l'assuré, la loi accorde la réserve aux ayants cause du contractant. S'il y avait révocation, elle porterait sur tout le bénéfice du contrat.

C. Les règles sur les incapacités.

Nous traiterons ce sujet en nous plaçant d'abord au point de vue du bénéficiaire, ensuite au point de vue du contractant.

1. *Traité pratique de droit civil*, t. 5, n^o 507.

a) *Capacité du bénéficiaire.*

A quel moment doit s'apprécier cette capacité, au moment de la désignation ou au moment de l'échéance ?

Quand une personne est gratifiée par une donation entre vifs, elle doit être capable au moment de l'acte de donation, parce que, dans un contrat, les volontés doivent se rencontrer. Lorsque l'acceptation a lieu par acte séparé, le donataire doit être capable au moment de l'offre et à celui de l'acceptation.

Quand il s'agit d'une libéralité par testament, le légataire doit être capable au moment du décès du testateur, peu importe son incapacité à l'époque de la confection du testament, la libéralité se réalise seulement, en effet, à l'arrivée du décès.

En matière de stipulation pour autrui il n'y a pas de contrat entre le stipulant et le bénéficiaire. Le droit se forme sans que la volonté du bénéficiaire ait à intervenir. Cependant, la situation n'est pas non plus celle d'un légataire. Le légataire n'est que titulaire d'un droit éventuel ; c'est-à-dire d'un droit auquel manque un élément essentiel, ce droit ne se réalisera que par le décès du testateur. Au contraire, tous les éléments du droit du bénéficiaire existent dès le jour du contrat d'assurance ; ce droit n'est pas éventuel mais conditionnel. Quand l'événement prévu se réalisera, le bénéficiaire, par l'effet rétroactif de la condition, sera censé titulaire du droit du jour de la signature de la police. Par conséquent la capacité du bénéfice paraîtrait devoir exister lors de la passation du contrat d'assurance.

Mais est-il vraiment nécessaire que le titulaire d'un

droit soit capable dès la création de ce droit ? Nous ne le croyons pas. En effet, il y a obligation valable dès qu'un débiteur s'est engagé. C'est ce qui apparaît dans la promesse d'une récompense adressée au public. Le promettant se trouve déjà engagé bien qu'il n'y ait encore aucun créancier de la récompense. Dans notre hypothèse la compagnie d'assurance s'est engagée vis-à-vis du stipulant à devenir débitrice du bénéficiaire. Ce bénéficiaire peut, il est vrai, être désigné dans la police, mais une clause est sous entendue dans tout contrat d'assurance sur la vie, c'est la faculté pour le souscripteur de désigner plus tard le titulaire du droit. Donc, la dette de l'assureur est créée dès le contrat d'assurance bien que le titulaire du droit ne soit pas encore déterminé ou même n'existe pas encore. Le droit ne se fixera sur le créancier que dès qu'il deviendra capable d'acquérir, l'assureur ne pouvant se dérober à son obligation, puisqu'il s'est engagé envers le stipulant à maintenir le contrat au profit des créanciers futurs ou ultérieurement déterminés. Par conséquent la capacité du bénéficiaire n'est pas requise au moment de la signature de la police, il suffira que cette capacité existe à l'échéance du contrat, quand l'assureur exécutera son obligation.

D'autre part, le contrat d'assurance sur la vie est un contrat de prévoyance, il est conclu en vue d'intérêts d'avenir, au contraire de la donation entre vifs qui a pour but de satisfaire des intérêts actuels. Il faut donc, pour déterminer le moment où le bénéficiaire doit être capable, se placer à l'époque que le souscripteur a envisagée, celle où il a prévu un besoin d'argent pour le béné-

ficiaire, celle où le bénéficiaire touchera le capital¹. Jusqu'à ce moment, le bénéficiaire n'a qu'un droit limité par son intérêt même, mais, à l'échéance ; l'assureur versera les deniers entre ses mains ; il est naturel d'exiger que le bénéficiaire ait à ce moment la capacité d'acquérir.

Enfin, si le bénéficiaire devait être capable de recevoir au moment du contrat, on ne comprendrait pas pourquoi la loi de 1930 aurait pu accorder l'attribution du bénéfice au dernier conjoint en cas de second mariage(63, al.3) En effet, d'après cette loi, il suffit que le conjoint, bénéficiaire à titre gratuit, soit déterminé et existe à l'échéance (64, al. 5) ; il n'est donc pas nécessaire qu'il soit capable au moment du contrat.

En dehors de l'art. 63 qui déclare capables de recevoir certaines personnes futures ou indéterminées, la loi de 1930 ne s'occupe pas des autres hypothèses d'incapacité d'acquérir. Nous appliquerons à l'attribution du bénéfice à titre gratuit les règles des libéralités entre vifs. Par exemple l'époux condamné à une peine afflictive perpétuelle ne pourra être désigné comme bénéficiaire par application de la loi du 31 mai 1854 ; il sera certainement incapable au jour de l'échéance du contrat.

A côté des incapacités de jouissance il existe des incapacités d'exercice : L'époux mineur émancipé pourra recueillir le bénéfice avec l'assistance de son curateur (935 C. civ. et 482). S'il est interdit judiciaire, l'assureur devra payer entre les mains de son tuteur autorisé par le conseil de famille (509 C. civ. et 463).

1. Dupuich, p. 464 ; Planiol n° 1242 *in fine* ; Balleydier et Capitant.

S'il est prodigue ou faible d'esprit, il ne touchera le bénéfice qu'assisté de son conseil judiciaire (499 et 502 C. civ.). Enfin, si c'est la femme qui est bénéficiaire, il lui faudra l'autorisation de son mari ou de justice pour recueillir le capital ou la rente stipulés (934).

En matière d'incapacité relative, nous ne voyons pas de cas pratique susceptible de se présenter entre époux.

b) *Capacité du preneur d'assurance.*

Considérant que le souscripteur d'une assurance sur la vie fait une libéralité à son conjoint, nous exigeons pour lui la capacité de tester si la désignation a lieu par testament, celle de faire une donation si le conjoint est désigné par acte entre vifs : stipulation dans la police avenant, transport, endossement.

A quel moment doit-on exiger la capacité ?

Nous pensons que le contrat d'assurance sur la vie forme un tout indécomposable, mais nous devons tenir compte qu'il se réalise par étapes. La créance dont profitera le bénéficiaire naît au moment du contrat entre le souscripteur et l'assureur ; l'intention libérale du preneur se révèle par l'attribution du bénéfice qui peut se produire dans la police ou au cours du contrat ; enfin, le sacrifice gratuit que représente le paiement des primes, et qui est nécessaire au maintien du contrat, est généralement successif. C'est l'ensemble de ces opérations qui constitue la libéralité.

Il nous semble qu'il faut exiger du contractant la capacité de donner à tous les moments où se manifeste

son intention libérale, c'est-à-dire lors de la désignation du bénéficiaire et aussi à l'époque du paiement de chaque prime, puisque ce paiement est facultatif et que le souscripteur doit ainsi, à chaque versement, manifester sa volonté de continuer le contrat au profit de son conjoint.

M. Nast soutient un autre système ¹. Ce n'est pas, dit-il, la désignation du tiers qui constitue la donation, car cette désignation ne lui fait rien acquérir si trois primes ne sont pas payées ; or le paiement des primes est facultatif, le preneur d'assurance ne s'oblige à rien vis-à-vis du conjoint en le désignant comme bénéficiaire, aucune capacité spéciale ne doit, dès lors, être exigée du souscripteur pour faire cette désignation. M. Nast veut qu'on s'inquiète uniquement de la capacité du souscripteur de donner les primes ; cette capacité s'appréciera pour chaque versement. Mais M. Nast estime que, la loi de 1930 ayant retiré le caractère de libéralité aux primes qui sont normalement prises sur les revenus, on ne devrait exiger la capacité de donner que pour les primes manifestement exagérées. Si les primes n'ont rien d'excessif, la capacité de faire un acte juridique suffira.

M. Trasbot préfère que l'incapable ne puisse désigner le tiers bénéficiaire sans formalités habilitantes ; en effet, quelque chose sort de son patrimoine et la désignation présente un certain caractère moral.

Quelle capacité est nécessaire ?

Nous estimons que les règles sur l'incapacité du donateur doivent s'appliquer à l'attribution du bénéfice à titre

1. *Répertoire du notariat*, articles, 1932. n^{os} 23203, 23211.

gratuit et au paiement des primes. Pour pouvoir désigner son conjoint comme bénéficiaire, et pour pouvoir entretenir le contrat, le souscripteur ne devra pas être frappé d'une incapacité de jouissance; si son incapacité est seulement d'exercice il devra être habilité.

Incapacités de jouissance.

Les mineurs, émancipés ou non, ne peuvent jamais faire de donation. La question ne pourra se présenter que pour le mineur émancipé puisque le mineur est émancipé par le mariage. Donc, malgré son émancipation, le mineur ne pourra contracter d'assurance sur la vie au profit de son conjoint ni le désigner comme bénéficiaire d'un contrat préexistant. Mais, dans le contrat de mariage, le mineur pourra, avec le consentement et l'assistance de ceux dont le consentement est requis pour la validité de son mariage, attribuer le bénéfice d'une assurance sur la vie à son futur conjoint (1095).

Si l'époux contractant était interdit judiciaire, l'assurance, contractée au profit de son conjoint par lui ou par son tuteur depuis l'interdiction, serait nulle de droit en vertu de l'art. 502 C. civ. S'il s'agissait d'un aliéné non interdit la désignation et le paiement des primes ne seraient pas nuls, mais ils pourraient être attaqués pour cause de démence.

Le condamné à une peine afflictive perpétuelle est incapable d'attribuer le bénéfice de l'assurance à son conjoint.

Quant à l'interdit légal, il semble qu'on devrait lui

permettre de désigner le bénéficiaire et de payer les primes avec l'autorisation de son tuteur. Mis en tutelle parce que dans l'impossibilité d'administrer ses biens on ne devrait pas lui appliquer l'art. 502¹. Cependant, certains auteurs² le déclarent tout à fait incapable de donner.

Incapacités d'exercice.

La femme mariée ne peut jamais contracter sans l'autorisation de son mari ou de justice (217 C. civ.), le seul fait de passer le contrat d'assurance l'oblige à obtenir cette habilitation ; mais, en supposant que le contrat soit déjà conclu avant le mariage, pour désigner son mari comme bénéficiaire, l'art. 905 C. civ. exige, selon nous, cette autorisation.

Pour payer les primes, si la femme est mariée sous le régime de la communauté, elle devra être autorisée à chaque paiement. Si elle est séparée de biens, elle a le droit de payer seule les primes prises sur ses revenus. La femme dotale a toute liberté pour payer les primes sur ses biens paraphernaux. La femme qui a des biens réservés devra obtenir l'autorisation de son mari pour payer les primes sur ces biens³.

Le prodigue et le faible d'esprit ne peuvent désigner leur conjoint comme bénéficiaire sans l'assistance de leur conseil judiciaire, le paiement des primes prises sur leur capital nécessite également cette assistance (949 et 513).

1. Colin et Capitant, t. 3, p. 655.

2. Planiol, Ripert et Trasbot, n° 212.

3. Loi du 13 juillet 1907, art. 1, al. 3 a contrario.

Le failli ou le liquidé judiciaire peut contracter une assurance sur la vie au profit de son conjoint, il n'est pas incapable. Mais le syndic peut demander le remboursement des primes excessives en vertu de l'art. 446 C. com.

CHAPITRE II

Les époux sont mariés sous le régime de la communauté

SECTION PREMIÈRE

LE BÉNÉFICE EST-IL TOUJOURS ACQUIS A TITRE ONÉREUX

Avant la loi de 1930, nous avons vu que certains auteurs ¹ admettaient que le bénéfice entre à titre onéreux dans le patrimoine de l'époux désigné. Or, comme les acquisitions onéreuses pendant le mariage sont communes, il avait fallu recourir à des explications peu probantes pour attribuer au bénéfice le caractère de propre. La majorité de la doctrine et la jurisprudence estimaient, au contraire, que l'époux commun bénéficiaire acquiert le profit du contrat à titre gratuit, quand il n'a fourni aucune contre prestation. Il était alors facile d'expliquer la nature propre du bénéfice par l'intention du stipulant de l'exclure de la communauté, en s'appuyant sur l'art. 1401 1^o *in fine*.

La Cour de cassation allait même plus loin. Dans

1. J. A. 93, 163 ; D. 92-1-401 ; S. 94-1-65.

2. J. A. 1894, p. 141 ; D. 93-1-401, note Planiol.

un arrêt du 22 février 1893² la Chambre civile décidait qu'un mari avait gratifié sa femme en lui attribuant le bénéfice d'une assurance sur la vie contractée, cependant, dans le but de l'indemniser. Les époux étaient mariés sous le régime de la communauté, la femme s'était obligée dans l'intérêt de la communauté. Les récompenses entre époux ne peuvent avoir lieu, disait la Chambre civile, qu'après la dissolution de la communauté, la femme ne pouvait donc être créancière du mari pendant le mariage, le bénéfice de l'assurance n'avait pu lui être attribué en contre partie de son obligation. Par conséquent, pour la Cour de cassation, sous le régime de communauté, l'assurance sur la vie contractée par un époux au profit de son conjoint était présumée acte à titre gratuit jusqu'à la dissolution de la communauté.

Depuis la loi nouvelle on a pu soutenir plus aisément que le bénéfice du contrat était acquis à titre onéreux par le conjoint commun en biens.

M. Trasbot¹ arrive à cette conclusion en comparant entre eux les deux alinéas de l'art. 71, puis l'art. 71 à l'art. 72.

L'art. 71, al. 1 décide que « le bénéfice de l'assurance contractée par un époux commun au profit de son conjoint constitue un propre pour ce dernier ». Cette disposition, dit M. Trasbot, est une exception au principe que les acquisitions onéreuses sont communes pendant le mariage. Il n'est pas nécessaire de dire

1. D. 1931, -4-37.

que telle était la volonté du donateur (1401, 1^o *in fine*). En effet, la loi peut établir une exception à une règle générale, elle a établi cette exception par l'art. 71 al. 1.

D'autre part, l'art. 72 écarte l'application de l'art. 564 du C. de com. en cas d'assurance vie contractée par un commerçant au profit de sa femme en conséquence de l'art. 71, al. 1. Cet article implique que le bénéfice de l'assurance est acquis à titre onéreux au moyen de deniers communs. Les créanciers du mari en faillite ne peuvent donc empêcher la femme de réclamer le bénéfice de l'assurance souscrite à son profit, puisque ce bénéfice ne constitue pas une libéralité ; le mari, qui n'a jamais eu ce bénéfice dans son patrimoine, n'a pu le lui donner.

Enfin, le 2^e al. de l'art. 71 vient compléter cette théorie. Il décide que, si les primes versées par le stipulant sont normales, aucune récompense n'est exigée ; si les primes versées sont exagérées eu égard à ses facultés, récompense est due.

Voici l'explication de M. Trasbot. :

La théorie des récompenses repose sur l'idée d'enrichissement injuste. Pour qu'elle puisse jouer il faut un enrichissement du bénéficiaire au détriment du patrimoine de son conjoint. Or, si les primes sont modiques, le contractant ne s'est pas appauvri, donc il n'y aura pas lieu à récompense ; il n'y aura appauvrissement et par suite récompense que si les primes sont excessives.

M. Capitant ¹ pense aussi que le bénéfice d'assurance est acquis à titre onéreux par l'époux commun en biens.

1. R. G. A. T. 1930, n° 83.

Pour M. Nast ¹, le bénéfice est acquis à titre gratuit. C'est la solution qui nous paraît préférable. En effet, le conjoint bénéficiaire s'enrichit indirectement puisqu'il ne donne rien en échange des primes, et le stipulant sait et veut qu'il en soit ainsi. Ce sont là les éléments caractéristiques de l'acte à titre gratuit, et nous ne pouvons admettre que l'attribution du bénéfice change de nature juridique, et devienne à titre onéreux par la seule raison que l'époux désigné est commun en biens.

SECTION II

LE CONTRAT D'ASSURANCE SUR LA VIE AU PROFIT DU CONJOINT COMMUN EN BIENS RÉALISE-T-IL UNE DONATION?

Depuis la loi de 1930, M. Nast, bien qu'il admette le caractère gratuit de l'attribution, et *a fortiori* MM. Capitant ² et Trasbot ³ pensent que le contrat d'assurance sur la vie au profit du conjoint commun en biens ne réalise pas une donation. Ils abandonnent l'opinion antérieure à la loi nouvelle qui considérait qu'il y avait donation au moins pour le montant des primes. La libéralité n'apparaît que si le souscripteur a dispensé son conjoint de récompense pour les primes excessives, il fait alors donation de sa part de récompense.

C'est une conséquence logique du caractère onéreux reconnu à l'attribution du bénéfice, mais qui ne peut

1. *Répertoire du notariat*, 1932. articles, n° 23.211.

2. R. G. A. T., 1930, n° 80.

3. D. 1931-4-37.

être admise si on estime que le conjoint commun en biens acquiert le bénéfice à titre gratuit. Il faut le traiter comme tout autre tiers bénéficiaire, que l'époux souscripteur ait prélevé les primes soit sur ses biens propres, soit sur la part de communauté qui doit lui revenir. Il est donataire indirect du profit du contrat.

La loi de 1930 paraît repousser cette conclusion quand elle oblige le bénéficiaire à récompense pour les primes excessives. Mais, si la loi nouvelle exige la récompense des primes excessives, c'est parce qu'elle consacre la jurisprudence antérieure qui obligeait toujours à récompense, même quand elle expliquait le droit propre du bénéficiaire par la volonté du donateur d'exclure le bénéfice de la communauté, mais déclarait, quand les primes étaient modiques, que le souscripteur avait dispensé son conjoint de récompense en vertu d'une donation implicite.

On peut supposer que la nouvelle loi a voulu consacrer cette opinion et qu'elle présume la dispense de récompense pour les primes normales.

SECTION III

LES RÈGLES DE FOND DES LIBÉRALITÉS SONT-ELLES
APPLICABLES AU BÉNÉFICE D'UNE ASSURANCE SUR LA VIE
STIPULÉ PAR UN ÉPOUX COMMUN EN BIENS AU PROFIT
DE SON CONJOINT

Les commentateurs de la loi de 1930 sont d'accord pour décider que le contrat d'assurance sur la vie sti-

pulé par un époux commun en biens au profit de son conjoint ne contient pas de donation ; il n'y a libéralité que si le souscripteur dispense le bénéficiaire de récompense pour les primes excessives.

D'où il suit que les règles de fond des libéralités ne s'appliqueront que dans cette hypothèse et pour le montant de ces primes.

Nous pensons qu'il n'y a pas de différence à faire entre l'époux bénéficiaire marié sous un régime autre que la communauté et l'époux commun en biens, qu'il y a toujours donation indirecte. Nous ferons, par conséquent, la même distinction entre les règles destinées à protéger les héritiers et les créanciers du donateur et celles destinées à protéger le donateur et le donataire. Pour les premières, il faut considérer l'appauvrissement du patrimoine du stipulant, c'est à-dire le montant des primes excessives qui sont sorties de ce patrimoine. Seulement, nous devons tenir compte que la loi oblige le bénéficiaire à récompense pour cette même valeur ; on ne peut, en même temps, l'obliger au rapport et à la récompense ; donc, le rapport n'est dû que si le souscripteur a dispensé son conjoint de récompense. Nous appliquerons la deuxième catégorie de règles à l'attribution du bénéfice. La révocation après acceptation rendra l'époux stipulant créancier de l'assureur, et on exigera la capacité de donateur et de donataire pour l'attribution du bénéfice et pour le paiement de toutes les primes et pas seulement pour dispenser ou être dispensé de récompense pour les primes excessives.

CONCLUSION

La loi de 1930 ne s'est pas prononcée sur la question de savoir si le contrat d'assurance sur la vie conclu par un époux au profit de son conjoint réalisait ou non une donation. Elle a seulement donné des règles qui apparaissent tantôt favorables tantôt défavorables à l'idée de donation. Les règles édictées consacrent la jurisprudence antérieure, c'est pourquoi il nous paraît possible d'adopter les solutions admises par la jurisprudence au moment du vote de la loi pour les questions non résolues. Or, avant la loi nouvelle, la jurisprudence admettait l'existence d'une donation indirecte entre les époux quel que fut leur régime matrimonial, et elle appliquait les règles de fond des libéralités. Seulement ces règles avaient dû s'adapter au contrat d'assurance sur la vie, et la faveur toujours plus grande accordée à cette institution de prévoyance incitait la jurisprudence à en atténuer la rigueur. Ces considérations ont inspiré le législateur de 1930. Il en résulte que, du fait que toutes les règles des donations ne peuvent s'appliquer de la même manière à ce contrat, il ne faut pas conclure à l'absence de libéralité.

La notion de donation est relative¹. En dehors de la

1. Planiol, Ripert et Trasbot, p. 351 et 355.

matière des assurances sur la vie il arrive qu'il soit impossible d'appliquer à une libéralité toutes les règles des donations. La jurisprudence qualifie parfois ces actes d'actes mixtes, participant à la fois à la nature des actes à titre onéreux et des actes à titre gratuit, pour indiquer que ces actes ne sont pas soumis nécessairement à toutes les règles des libéralités (par exemple la constitution de dot).

Elle n'a jamais donné un critérium précis de la libéralité pour pouvoir étendre ou restreindre cette notion suivant les intérêts en jeu. Elle considère que la libéralité existe quand l'élément intellectuel et l'élément matériel sont réunis, quitte à modifier l'application des règles de fond suivant l'élément prépondérant. C'est l'attitude qu'elle a adoptée vis-à-vis de l'attribution à titre gratuit du bénéfice de l'assurance sur la vie, nous pensons que la loi de 1930 ne lui interdit pas de la conserver.

Vu le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Vu le Président,
M. PICARD.

Vu et permis d'imprimer
le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Traité de droit civil

AUBRY et RAU. — 5^e édit.

COLIN et CAPITANT. — 7^e édit, 1932, t. 3.

PLANIOL et RIPERT. — t. 3.

JOSSERAND. — t. 2 et 3.

BAUDRY, LACANTINERIE, LECOURTOIS et SURVILLE. — t. 1 et 3.

Traité pratique de droit civil, t. 5 7 et 8.

Assurance sur la vie

COUTEAU. —

HERBAULT. —

LEFORT. — *Traité d'assurance sur la vie*.

— *Nouveau traité*, 1920, t. 1 et 2.

DUPUICH. — *L'assurance-vie*, 1922.

HÉMARD. — *Théorie et pratique des assurances terrestres*.

BALLEYDIER et CAPITANT. — *Livre du centenaire*.

Revue

Revue générale des assurances terrestres, 1930-1.

Recueil périodique d'assurances.

Journal des assurances

Revue du notariat, 1873.

Répertoire du notariat, 1932, articles, n^{os} 23.203, 23.211.

Annales du droit commercial, 1888.

La réforme sociale.

Revue critique, 1897, 1901.

Revue trimestrielle de droit civil, 1902-5.

Revue pratique de droit civil, 1863, t. 16.

Travaux préparatoires et commentaires de la loi de 1930.

- Rapport de M. Lyon-Caen sur le projet de loi de 1904 ; *J. A.* 1905.
Rapport de la section des assurances diverses sur le projet de loi relatif au contrat d'assurance (*J. A.* 1908-9).
Exposé des motifs, annexe, n° 1544.
Rapport Lafarge, annexe n° 3316, *J. Off.* 12 décembre 1926, p. 1160.
Commentaire de M. Trasbot. *D.* 1931. 4° p.
Code des Assurances. J. GODART et PERRAUD-CHARMENTIER. —
Répertoire du notariat. Législation commentée, 1930.
ANCEY ET SICOT. — *La loi sur le contrat d'assurance*, 2° édit., 1931.
CAPITANT. — *La loi du 13 juillet 1930.* *R. G. A. T.* 1930, p. 801.

Thèses

- MORNARD. — Paris, 1883.
CHAISEMARIN. — Paris, 1902.
ANDRONESCO. — Paris, 1932 « *Actions qui peuvent être exercées contre le tiers bénéficiaire d'une assurance sur la vie.* »
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE

COMBINAISONS D'ASSURANCES SUR LA VIE QU'UN ÉPOUX PEUT CONTRACTER AU PROFIT DE SON CONJOINT	5
Première section. — L'assurance en cas de décès entre époux	7
A. Assurance pour la vie entière.	10
B. Assurance temporaire	10
C. Assurance différée	11
D. Assurance de survie	11
E. Assurance conjointe au profit du survivant	12
Deuxième section. — L'assurance en cas de vie entre époux	15
A. L'assurance de capital différé	16
B. Le contrat de rente immédiate	17
C. L'assurance de rente différée	21
Troisième section. — L'assurance mixte	22
A. Assurance mixte simple	22
B. Assurance combinée	28
C. Assurance à terme fixe	28

DEUXIEME PARTIE

LES EFFETS DE L'ASSURANCE SUR LA VIE RELATIVEMENT A L'ÉPOUX BÉNÉFICIAIRE	35
<i>Chapitre Premier : Règles communes à tous les époux quel que soit leur contrat de mariage</i>	<i>38</i>
Première section. — La désignation de l'époux bénéficiaire ..	38

§ 1. Conditions de cette désignation	38
§ 2. Acceptation du bénéfice	44
§ 3. Révocation de l'attribution du bénéfice	49
Deuxième section. — Effets de la désignation du bénéficiaire	
§ 1. — Naissance du droit propre du bénéficiaire	53
§ 2. La forme de la désignation du bénéficiaire ne modifie pas son droit direct	55
§ 3. Le capital ne fait pas partie du patrimoine du stipulant	64
Troisième section. — La règle de l'art. 1097 C. civ. Validité de l'assurance conjointe au profit du survivant des époux....	
	94
<i>Chapitre II. Règles spéciales au cas où les époux sont communs</i>	98
I. — Le bénéfice du contrat constitue un propre	102
II. — Les récompenses	114

TROISIEME PARTIE

NATURE JURIDIQUE D'UNE ASSURANCE SUR LA VIE CONTRACTÉE PAR UN ÉPOUX AU PROFIT DE SON CONJOINT	131
<i>Chapitre Premier. Les époux sont mariés sous un régime autre que la Communauté</i>	
	133
Première section. — L'attribution du bénéfice de l'assurance est-il un acte à titre onéreux ou à titre gratuit ?	
	133
Deuxième section. — L'assurance sur la vie souscrite par un époux au profit de son conjoint réalise-t-elle une donation ?	
	137
Troisième section. — Quel est l'objet de la donation indirecte réalisée par une assurance sur la vie ?.....	
	140
Quatrième section. — L'attribution à titre gratuit du bénéfice d'une assurance sur la vie est-elle soumise aux règles de fond des donations ?	
	145
§ 1. Règles qui dérivent de la nature contractuelle de la donation	146
§ 2. Règles de fond spéciales aux libéralités	148

Chapitre II. Les époux sont mariés sous le régime de la Communauté

Première section. — Le bénéfice est-il toujours acquis à titre onéreux	177
Deuxième section. — Le contrat d'assurance sur la vie au profit du conjoint commun en biens réalise-t-il une donation ?	180
Troisième section. — Les règles de fond des libéralités sont-elles applicables ?	181
CONCLUSION	183

IMPRIMERIE SPÉCIALE
— DE L'ŒUVRE —

F. BOISSEAU
34, rue du Taur, TOULOUSE

